

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+.

Brussel, 21 maart 2024.

De Minister-Voorzitter van het College,
B. TRACHTE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/003382]

21 MARS 2024. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 22 décembre 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

L'assemblée a adopté et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 22 décembre 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l' Accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

La Ministre-Présidente du Collège,
B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/003382]

21 MAART 2024. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19

De Vergadering heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19.

Brussel, 21 maart 2024.

De Minister-Voorzitter van het College,
B. TRACHTE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/002732]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 16, 17, 63, 66, 67, 70, 71, 72, 74, 75, 92, 95, 112 et 119 ;

Vu le décret du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments ;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, les articles 78 à 80 ;

Vu l'arrêté 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées ;

Vu l'arrêté 2011/149 du 14 juillet 2011 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments ;

Vu l'arrêté 2017/626 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 20 juin 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 20 juin 2023 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, donné le 25 octobre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 7 juillet 2023. ;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 62, 66 et 67 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — DISPOSITIONS GENERALES ET DEFINITIONS

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;
- 2° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées ;
- 3° l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13° du décret ;
- 4° le logement : le logement collectif adapté visé aux articles 62, 2°, 66 et 67 du décret ;
- 5° l'équipe pluridisciplinaire : l'équipe visée à l'article 12, alinéa 1^{er} du décret ;
- 6° l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle ;
- 7° le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de la carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02 ;
- 8° la capacité agréée de base : la capacité maximale de subventionnement ;
- 9° la capacité maximale : la capacité déterminée sur base des normes relatives à l'infrastructure telles que définies à la section 2 du chapitre 3 et selon les termes du rapport visé à l'article 4, 13° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée soit le nombre de personnes qu'il est permis d'héberger en même temps par infrastructure ;
- 10° la personne en situation de handicap hébergée : la personne en situation de handicapée qui est hébergée par un logement sur la base de la décision d'intervention favorable de l'équipe pluridisciplinaire et dans le respect des modalités que cette décision précise ;
- 11° l'enfant : la personne âgée de 0 à 18 ans accomplis ;
- 12° le jeune : la personne âgée de 16 à 25 ans accomplis ;
- 13° l'adulte : la personne âgée de 18 ans et plus ;
- 14° ETP : équivalent temps plein, tel que fixé par l'article 44 du présent arrêté ;
- 15° le décret du 29 octobre 2010 : le décret du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services

d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments ;

- 16° l'arrêté 2011/149 du 14 juillet 2011 : l'arrêté 2011/149 du 14 juillet 2011 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

CHAPITRE 2 — MISSIONS DES LOGEMENTS COLLECTIFS ADAPTÉS

Section 1 — MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 3. - Un logement est constitué conformément aux dispositions de l'article 66 du décret pour remplir les missions définies à l'article 67 du décret et assure durant toute l'année l'accueil des personnes en situation de handicap qui sont hébergées.

Section 2 — MISSIONS SPÉCIFIQUES

Art. 4. - § 1^{er}. En dehors de la capacité agréée de base mais au sein de la capacité maximale, une asbl peut demander à réserver un certain nombre de places à des personnes en situation de handicap pour de courtes périodes.

§ 2. Au sein de sa capacité agréée de base, un logement peut organiser l'accueil de personnes en situation de handicap pour de courtes périodes.

§ 3. Une personne en situation de handicap en logement pour de courtes périodes peut en bénéficier pour une durée maximale de 90 nuits par année civile, en une ou plusieurs périodes.

Conformément à l'article 3, 3^o du décret, le logement pour de courtes périodes vise à développer les capacités d'autonomie de la personne accueillie. Elle vise de manière accessoire par rapport au premier objet à accorder du répit aux aidants proches de la personne en situation de handicap.

Art. 5. Au sein de sa capacité agréée de base, une asbl peut demander à réserver une partie de sa capacité à l'hébergement de personnes en situation de handicap qui nécessitent un logement de crise. Le logement de crise est nécessaire par une aggravation d'une déficience principale ou associée d'une personne en situation de handicap, liée directement ou indirectement à l'état psycho-social ou à l'état de santé de cette personne. Elle est immédiate et sa durée ne peut être supérieure à 120 jours par an.

CHAPITRE 3 — NORMES D'AGRÈMENT

Section 1 — NORMES DE QUALITÉ

Art. 6. Le logement se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 7. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du logement indique le nom du logement, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de la rédaction du document.

Art. 8. Le logement rend accessible aux personnes en situation de handicap et aux représentants légaux les documents qui leur sont destinés et au minimum : le projet collectif, le règlement d'ordre intérieur, la convention individualisée et le projet individualisé.

Art. 9. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le logement les couvertures d'assurance suivantes :

- 1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occupe ;
- 2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl ;
- 3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Art. 10. Le logement collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 11. Un logement assure dans le respect du projet collectif au minimum :

1. la fourniture d'un repas le matin et le soir ;
2. la fourniture d'un repas du midi quand la personne en situation de handicap hébergée est présente en journée ;
3. la fourniture et l'entretien du linge de maison, du linge de lit et du linge de toilette ;
4. la fourniture du mobilier minimum visé aux articles 27 et 28 sauf si la personne en situation de handicap souhaite apporter le sien.

Section 2 — NORMES RELATIVES À L'INFRASTRUCTURE

Art. 12. Le logement est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 13. Le logement dispose de locaux qui permettent :

- 1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 66 et 67 du décret ;
- 2° d'assurer un entretien individuel avec une personne en situation de handicap hébergée dans le respect de la confidentialité.

Art. 14. Le logement assure l'accessibilité des bâtiments en tenant compte des spécificités du public accueilli.

Art. 15. La capacité maximale du logement ne peut être dépassée. Elle peut être distincte de la capacité agréée de base.

Art. 16. Les mesures nécessaires sont prises par le logement pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre.

Art. 17. Les bâtiments du logement sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue.

Art. 18. Par tous les temps, une température d'au moins 19° est atteinte dans les locaux de séjour et d'activités et d'au moins 16° dans les chambres. Ces températures doivent notamment être augmentées en fonction du besoin des personnes en situation de handicap.

Art. 19. L'aération de tous les locaux est assurée.

Art. 20. L'éclairage de tous les locaux est assuré. Cet éclairage est naturel dans les chambres et au minimum dans les locaux de séjour et d'activités à concurrence des superficies minimales précisées à l'article 29.

Art. 21. Un éclairage de nuit est prévu dans les lieux de dégagement.

Art. 22. L'équipement du logement est adapté aux besoins des personnes en situation de handicap et l'espace vital aux contraintes spécifiques imposées par le handicap.

Art. 23. Les installations sanitaires sont aisément accessibles dans le logement.

Art. 24. § 1^{er}. Outre les installations destinées au personnel, le logement dispose d'au minimum :

- a) une baignoire ou une douche avec eau chaude et froide pour 5 personnes en situation de handicap ne disposant pas d'une baignoire ou douche dans leur chambre et comprenant un espace d'habillage permettant le respect de l'intimité ;
- b) un WC pour cinq personnes en situation de handicap ;
- c) un lavabo pour quatre personnes en situation de handicap ne disposant pas d'un lavabo dans leur chambre.

Les WC destinés aux visiteurs sont distincts.

§ 2. Pour les logements en demande d'un premier agrément et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord de principe en vertu du décret du 29 octobre 2010 ainsi que de son arrêté d'application du 14 juillet 2011 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre de places et la composition des chambres est répartie comme suit :

- a) dans les logements accueillant des jeunes et des adultes, au min 1/3 places agréées offrent des chambres individuelles et disposent d'une douche et d'un WC ;
- b) dans les logements accueillant des enfants, 1/5 des places agréées offrent des chambres individuelles.

Art. 25. Si le logement dispose d'une buanderie ou d'une lingerie, ce local est organisé de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et vapeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales, elle ne peut communiquer avec des locaux d'infirmerie et de cuisine.

Art. 26. § 1^{er}. Dans un logement, les chambres sont pourvues de fenêtres donnant sur l'extérieur. Un maximum de 4 enfants ou de 2 adultes ou jeunes par chambre collective ne peut être dépassé. Dans les chambres collectives, la surface minimale est de 6 m² par personne. La surface minimale d'une chambre individuelle est de 8 m².

§ 2. Pour les logements en demande d'un premier agrément et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord de principe en vertu du décret du 29 octobre 2010 ainsi que de son arrêté d'application du 14 juillet 2011 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les chambres collectives disposent d'une surface minimale de 11 m² par personne. La surface minimale d'une chambre individuelle est de 15 m².

Un maximum de 2 personnes en situation de handicap par chambre collective ne peut être dépassé.

Art. 27. § 1^{er}. Chaque personne dispose au minimum d'un lit, d'un matelas, d'une armoire. En fonction de son projet individualisé, chaque personne dispose ou non d'une table de chevet.

§ 2. En fonction de son projet individualisé, ainsi que des possibilités du logement, chaque personne adulte célibataire qui le souhaite peut disposer d'un lit pour deux personnes d'au moins 140 centimètres.

§ 3. Pour les logements en demande d'un premier agrément et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord de principe en vertu du décret du 29 octobre 2010 ainsi que de son arrêté d'application du 14 juillet 2011 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les chambres ne peuvent être équipées de lits superposés.

Art. 28. Chaque couple dispose soit d'un lit pour deux personnes d'au moins 140 centimètres, soit de deux lits individuels, de deux tables de chevet et d'une armoire.

Art. 29. § 1^{er}. La surface des locaux de séjour (cuisine si elle est accessible aux personnes en situation de handicap, salon et salle à manger) et d'activités accessibles aux personnes en situation de handicap ne peut être inférieure à 4 m² par personne en situation de handicap.

§ 2. Pour les logements en demande d'un premier agrément et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord de principe en vertu du décret du 29 octobre 2010 ainsi que de son arrêté d'application du 14 juillet à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la surface des locaux de séjour et d'activités accessibles aux personnes en situation de handicap ne peut être inférieure à 8 m² par personne en situation de handicap.

Art. 30. Si un centre d'activités de jour et un logement sont organisés dans la même infrastructure, dans la mesure où ces institutions en disposent, les locaux affectés à la gestion, au service social, à la consultation psychologique, à l'infirmerie et à la rééducation, peuvent leur être communs.

Art. 31. Un logement peut être constitué de plusieurs implantations. Néanmoins, chaque implantation doit accueillir au minimum 5 personnes en situation de handicap.

Art. 32. Dans le cadre de la procédure d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément et dans le respect des dispositions prévues par l'arrêté 2017/626 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, le Collège peut accorder, à la demande motivée du responsable de la gestion journalière, jointe au dossier d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément, après avis conforme de la Section " Personnes handicapées " du Conseil consultatif, des dérogations aux normes architecturales fixées par le présent arrêté.

Section 3 — NORMES RELATIVES À L'ORGANISATION

Sous-section 1 — PROJET COLLECTIF

Art. 33. Le logement rédige un projet collectif. Il précise au minimum :

- 1° les valeurs sur lesquelles reposent les missions du logement ;
- 2° ses missions et son public cible ;
- 3° son offre de services ;
- 4° la description du logement et ses règles de fonctionnement ;
- 5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes en situation de handicap ;
- 6° les modalités de participation des personnes en situation de handicap visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret ;
- 7° les modalités de participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 4° du décret ;
- 8° les modalités de mise en œuvre d'une démarche de réseau visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 5° du décret ;
- 9° les modalités d'évaluation du projet individualisé des personnes en situation de handicap en y incluant leur participation.

Le projet collectif distinguera chaque fois qu'il y a lieu les dispositions spécifiques en rapport avec le logement pour de courtes périodes, la crise et l'accueil en journée.

Ce document est établi et revu au minimum tous les 5 ans en concertation avec les membres du personnel.

Sous-section 2 — FONCTIONNEMENT

Art. 34. Nonobstant les week-end et jours fériés, le logement assure cette prise en charge au minimum les jours ouvrables au moins pendant 16 heures. De plus, le projet collectif visé à l'article 33 peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'hébergement soit offerte par le logement aux personnes en situation de handicap qui en font la demande.

Art. 35. Un logement assure l'accueil en journée de personnes en situation de handicap dont l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou lorsque la personne ne peut s'y rendre temporairement ou définitivement.

Art. 36. Le projet collectif visé à l'article 33 peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'hébergement soit offerte par le logement aux personnes en situation de handicap qui en font la demande.

Art. 37. Le logement dispose :

- 1° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du logement ;
- 2° d'un site internet régulièrement mis à jour qui reprend les renseignements concernant le logement et qui est rendu accessible au public-cible.

Section 4 — NORMES RELATIVES AU PERSONNEL

Sous-section 1 — NORMES GENERALES

Art. 38. Les membres du personnel du logement correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplômes déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

Le caractère pluridisciplinaire du personnel d'encadrement est assuré.

Art. 39. Toute fonction rémunérée au sein du logement est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 40. Lors du premier engagement d'un membre du personnel d'encadrement qui comprend le personnel repris à l'article 42 et 4440, le logement vérifie l'extrait de casier judiciaire communiqué par le membre du personnel dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le logement évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes en situation de handicap hébergées.

Art. 41. Le logement tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le logement et le travailleur et ses modifications ultérieures ;
- 2° la copie des titres et diplômes utiles à la fonction ;
- 3° Les attestations prouvant l'ancienneté ;
- 4° Les formations suivies par le travailleur depuis son engagement ;
- 5° Tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 42. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du logement.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le logement dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Le logement conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 43. Le logement assure la formation continuée du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre II.

Sous-section 2 — NORMES SPECIFIQUES

Sous-section 2.1 — GENERALITÉS

Art. 44. § 1^{er}. Les normes d'encadrement du logement sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

Par dérogation, le temps de travail hebdomadaire des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003 est fixé à 24h00.

§ 2. La vérification de la satisfaction aux normes d'encadrement peut s'opérer à tout moment de l'année.

Pour opérer cette vérification, il n'est pas tenu compte de la réduction du temps de travail accordée individuellement au personnel des logements en vertu des dispositions du titre IV de l'arrêté du Collège du 18 octobre 2001 NM.

§ 3. Les membres du personnel sont répartis entre les cinq catégories suivantes :

1. l'équipe psychosociale, paramédicale et éducative ;
2. le personnel technique ;
3. le personnel médical ;
4. le personnel de direction ;
5. le personnel administratif et comptable.

§ 4. En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en compte pour la détermination des normes d'encadrement est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

Sous-section 2.2 — EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE ET ÉDUCATIVE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 45. Les normes d'encadrement pour l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative tiennent compte :

1. de la capacité agréée de base ;
2. des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3, sauf pour les personnes accueillies pour de courtes périodes, en logement de crise, en capacité maximale ou en convention prioritaire.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme d'encadrement du logement.

Art. 46. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative comprennent pour les missions générales du logement décrites à l'article 3 :

a) La norme individuelle de base (NIB)

La norme individuelle de base garantit le fonctionnement viable du logement dans le cadre de ses missions, elle inclut une éventuelle permanence de jour et l'accueil en journée pendant les congés. La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du logement.

NIB par personne en situation de handicap	En équivalents temps plein		Adultes
	Enfants		
Logement collectif adapté	Scolarisés	Non scolarisés	0,28
	0,32	0,39	

b) La norme individuelle supplémentaire (NIS)

La norme individuelle supplémentaire est accordée à un logement pour les personnes en situation de handicap adultes.

Qui n'ont pas la NIVL et qui ont moins de 60 points au Total Final de la grille d'évaluation jointe en annexe du présent arrêté.

Cette norme est déterminée au prorata de la présence en journée.

Il s'agit de personne en situation de handicap présentes habituellement en journée car elles ne fréquentent pas ou pas à temps plein un centre d'activité de jour subventionné ou une entreprise de travail adapté, ou toute autre situation assimilable.

Cette norme individuelle supplémentaire est accordée à un logement pour les enfants qui ne sont pas accueillis dans un centre d'activité de jour ou un centre de jour pour enfants scolarisés ou un centre de réadaptation fonctionnelle.

Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'évaluation.

NIS par personne en situation de handicap en ETP	NIS par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté	Logement collectif adapté
Enfant	Adulte
0,07	0,1

c) La norme individuelle vacances (NIV)

La norme individuelle vacances est accordée à un logement en fonction du taux de présence des personnes en situation de handicap pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux calculé sur l'année qui précède.

Le taux de présence est le résultat du rapport entre la somme des journées de présence réelle des personnes en situation de handicap pendant ces périodes et la capacité agréée de base multipliée par 180 en logement pour enfants ou par 138 en logement pour adultes.

En fonction du résultat obtenu, le logement bénéficie de la norme individuelle vacances reprise ci-dessous :

Taux d'occupation du logement durant les WE, vacances et jours fériés	NIV par personne en situation de handicap en ETP
20 à 29,99 %	0,053
30 à 49,99 %	0,08
50 à 69,99 %	0,109
70 % et +	0,16

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 18 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 18 heures au lendemain à 7 heures. Un jour de présence représente toute présences de 24 heures consécutives.

Un logement qui n'était pas agréé l'année précédente bénéficie d'une majoration de ses normes selon un taux compris entre 20% et 29,99 %.

d) La norme individuelle complémentaire (NIC)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les seules personnes hébergées au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne en situation de handicap à la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat supérieur à 66 points sur 100, elle est reprise en catégorie A et aucune norme individuelle complémentaire n'est accordée.

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat compris de 48 à 66 points, elle est reprise en catégorie B et sa norme individuelle complémentaire est égale à 30 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS) et individuelle vacances (NIV). Par dérogation, la norme individuelle complémentaire pour une personne en situation de handicap en situation de crise équivaut à celle d'une personne en situation de handicap reprise en catégorie C telle que définie à l'annexe 3 du présent arrêté.

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat inférieur à 48 points, elle est reprise en catégorie C et sa norme individuelle complémentaire est égale à 100 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS) et individuelle vacances (NIV).

Par dérogation, la norme individuelle complémentaire pour une personne en situation de handicap en situation de crise équivaut à celle d'une personne en situation de handicap reprise en catégorie C telle que définie à l'annexe 3 du présent arrêté.

NIC maximum par personne en situation de handicap	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
Logement collectif adapté	0,50 x (NIB + NIS + NIV)	0,50 x (NIB + NIV)

e) La norme individuelle motrice (NIM)

Dans le logement pour adultes, la norme individuelle motrice est accordée en faveur des personnes en situation de handicap dont le résultat à la rubrique D de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3 est inférieur à 10 points.

NIM par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,15

f) La norme individuelle complémentaires de besoins vitaux (NIBV)

Pour une personne en situation de handicap accueillie dans un logement, une norme individuelle complémentaire de besoins vitaux peut lui être attribuée lorsque celle-ci rencontre quotidiennement une situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention rapide en matière de prestations paramédicales ou de soins infirmiers est de nature à entraîner un risque majeur pour sa santé.

Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'évaluation.

NIBV par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,06

g) La norme individuelle de courte période (NIR)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil en logement de courte durée en vue de l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservée à ce type de prises en charge et la capacité agréée.

Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du logement concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2, du présent arrêté.

h) La norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC)

La norme d'encadrement intensif complémentaire est accordée aux personnes en situation de handicap- adultes qui ont sont reprises en catégorie C au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne en situation de handicap à la grille d'évaluation jointe en annexe 3 du présent arrêté.

Pour le calcul de la norme, il convient d'obtenir, soit 0 en E11, soit obtenir un total de moins de 30 à la somme des items A1, A5, A7, A8, B1, B2, B3, B4, E1, jusqu'à E8. Le cas échéant, la note de synthèse est diminuée des points obtenus en accès.

Sont exclus de cette norme, les personnes qui bénéficient d'une norme individuelle de vieillissement.

NEIC par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,08

Sous-section 2.3 — EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE ET ÉDUCATIVE POUR LES MISSIONS SPÉCIFIQUES

Art. 47. Les normes d'encadrement concernant l'équipe psychosociale et éducative comprennent pour les missions spécifiques du logement décrites aux articles 5 et 6 :

a) La norme individuelle de crise

Pour une personne en situation de crise, la norme individuelle de crise équivaut à :

NIB par personne en situation de handicap	En équivalents temps plein	
	Enfants	
	Scolarisés	Non scolarisés
0,416	0,507	

b) La norme individuelle vieillissement

§ 1^{er}. Dans les logements pour adultes, la norme individuelle vieillissement est éventuellement attribuée aux personnes souffrant d'un vieillissement précoce ou de vieillesse. L'évaluation individuelle visée à l'annexe 3 confirme cet état.

Cette norme est attribuée automatiquement aux personnes pensionnées ou prépensionnées.

Elle est attribuée par dixième au prorata du nombre de demi-jours de présence au logement.

0,22 ETP par personne en situation de handicap pour les 3 premières personnes en situation de handicaps qui au sein d'un logement, bénéficient de la norme individuelle vieillissement, 0,17 ETP par personne en situation de handicap à partir de la 4^{ème} personne en situation de handicap qui au sein d'un logement, bénéficie de la norme individuelle vieillissement.

Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'évaluation.

Sous-section 2.4 — EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE ET ÉDUCATIVE :
NORMES MINIMALES POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 48. Pour un logement constitué au sein d'une asbl qui comprend également un centre d'activités de jour, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), , individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIM), et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un logement est inférieure à 9 ETP, la norme attribuée équivaut à la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC), et individuelles motrices (NIM) et de la norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC).

Art. 49. Pour un logement constitué au sein d'une asbl qui ne comprend pas de centre d'activités de de jour :

soit, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), individuelles vieillissement (NIVL) individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIM), et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un logement est inférieure à 9 ETP, et si la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC), et individuelles motrices (NIM) et de la norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC) est également inférieure à 9 ETP, la norme attribuée est portée à 9 ETP;

soit, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), , individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIM) et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un logement est inférieure à 9 ETP, et si la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC) et individuelles motrices (NIM) est égale ou supérieure à 9 ETP, la norme attribuée équivaut à cette dernière somme.

Art. 50. Pour un logement dont la capacité agréée de base est inférieure à 15 unités, les chiffres 8 et 9 repris à l'article 49 sont remplacés respectivement par 7 et 8.

Art. 51. Pour une capacité agréée de base inchangée, un logement dont les normes d'encadrement sont déterminées en fonction des articles 48,49 et 50 garde le bénéfice de la disposition si une variation des éléments servant à déterminer la norme individuelle supplémentaire (NIS), la norme individuelle vacances (NIV), la norme individuelle vieillissement (NIVL) la norme individuelle complémentaire (NIC), la norme individuelle motrice (NIM) ou la norme individuelle complémentaire de besoins vitaux (NIBV) provoque une diminution injustifiée de la norme.

Art. 52. Au sein de la norme du personnel de l'équipe psychosociale et éducative, la proportion d'emplois équivalents temps plein réservée pour des travailleurs titulaires d'un titre de master licencié et correspondant à des fonctions pouvant nécessiter ce titre ne peut dépasser 8 %.

Sur proposition du Service PHARE, compte tenu du projet collectif du logement et de la spécificité des personnes en situation de handicap hébergées, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à ce pourcentage.

Art. 53. La norme du personnel de l'équipe psychosociale et, éducative, prend en compte au maximum 0,067 ETP de la fonction éducateur chef de groupe par ETP.

Sous-section 2.5 — PERSONNEL TECHNIQUE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 54. Les normes d'encadrement pour le personnel technique tiennent compte :

1. de la capacité agréée de base ;

2. des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme maximale de subventionnement du logement.

Art. 55. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe technique comprennent pour les missions générales du logement décrites à l'article 3 :

- a) La norme individuelle de base technique (NIB T)

Cette norme garantit le bon fonctionnement du logement en permettant l'approvisionnement et la confection des repas, le nettoyage, l'entretien et la réparation des locaux, le nettoyage, l'entretien et la réparation du matériel et le transport. La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du logement.

NIB par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,13

- b) La norme individuelle vacances technique (NIV T)

La norme individuelle vacances technique est accordée à un logement en fonction du taux de présence des personnes en situation de handicap pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux calculé sur l'année qui précède.

Le taux de présence est le résultat du rapport entre la somme des journées de présence réelle des personnes en situation de handicap pendant ces périodes et la capacité agréée de base multipliée par 180 en logement pour enfants ou par 138 en logement pour adultes.

En fonction du résultat obtenu, le logement bénéficie de la norme individuelle vacances reprise ci-dessous :

Taux d'occupation du logement durant les WE, vacances et jours fériés	NIV par personne en situation de handicap en ETP
20 à 29,99 %	0,009
30 à 49,99 %	0,018
50 à 69,99 %	0,027
70 % et +	0,036

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 18 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 18 heures au lendemain à 7 heures. Un jour de présence représente toute présences de 24 heures consécutives.

Un logement qui n'est pas agréé l'année précédente peut bénéficier d'une majoration de ses normes selon un taux compris entre 20 % et 29,99 %.

- c) La norme individuelle complémentaire technique (NIC T)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les seules personnes accueillies en logement au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne en situation de handicap à la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Elle équivaut à :

NIC par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,03

Seules les personnes en situation de handicap relevant de la catégorie C en bénéficient.

Par dérogation, la norme individuelle complémentaire pour une personne en situation de handicap en situation de crise équivaut à celle d'une personne en situation de handicap reprise en catégorie C."

- d) La norme individuelle de courte période (NIR T)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservée à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du logement concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation.

Sous-section 2.6 — PERSONNEL TECHNIQUE POUR LES MISSIONS SPÉCIFIQUES

Art. 56. Au sein d'une même asbl, la répartition des emplois du personnel technique entre centre d'activités de jour et logement est fixée par l'asbl et tient compte de leurs besoins respectifs.

Sous-section 2.7 — PERSONNEL MÉDICAL

Art. 57. § 1^{er}. Une norme médicale est octroyée au logement afin de permettre la coordination des activités de soins et paramédicales à l'exclusion de toutes prestations figurant à la nomenclature des prestations de santé établies sur la base de la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

§ 2. Les normes d'encadrement pour le personnel médical tiennent compte de la capacité agréée de base et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme maximale de subventionnement du logement.

Art. 58. a) La norme individuelle de base médicale en LCA (NIB M)

La norme médicale est octroyée comme suit :

Par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,00325

b) La norme individuelle complémentaire médicale (NIC M)

La norme individuelle complémentaire médicale est accordée pour les seules personnes accueillies au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne en situation de handicap accueillie au moyen de la grille d'évaluation jointe en annexe 3 du présent arrêté.

NIC par personne en situation de handicap en ETP
Logement collectif adapté
0,0065

c) La norme individuelle de courte période (NIR M)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservé à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Sous- section 2.8 - PERSONNEL DE DIRECTION, ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Art. 59. Les normes d'encadrement relatives à la direction et à l'équipe administrative et comptable sont fixées conformément aux éléments repris ci-dessous :

a) Normes de direction

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein			
	Par asbl	1 agrément	2 agréments	plus de 2 agréments
De 15 à 39		1	1	1 $\frac{1}{2}$
De 40 à 59		1	1 $\frac{1}{2}$	2
De 60 à 89		1 $\frac{1}{2}$	2	3
De 90 à 139		2	2 $\frac{1}{2}$	3
De 140 à 199		2 $\frac{1}{2}$	3	3 $\frac{1}{2}$
De 200 à 299		3	3 $\frac{1}{2}$	4

b) Normes de l'équipe administrative et comptable

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein			
	Par asbl	1 agrément	2 agréments	Plus de 2 agréments
De 15 à 29		1,3	1,4	1,5
De 30 à 39		1,8	2	2,2
De 40 à 59		2	2	2,4
De 60 à 89		2,4	2,6	3
De 90 à 139		3	3,2	3,4
De 140 à 199		4	4,2	4,4
De 200 à 299		5	5,2	5,4

Si une asbl dispose de plusieurs agréments comme centre d'activités de jour ou comme logement, les normes du personnel de direction et du personnel administratif et comptable sont fixées au niveau de l'asbl.

La répartition du personnel de direction et du personnel administratif et comptable est fixée par l'asbl et tient compte des besoins respectifs de chaque agrément. Au moins 1/2 équivalent temps plein de direction doit être affecté à chaque agrément.

Lorsque la direction délègue un membre du personnel pour la remplacer, celui-ci doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Sous-section 3 — EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE ET EDUCATIVE - PERSONNEL TECHNIQUE :
MODALITES DE CALCUL DES NORMES D'ENCADREMENT

Art. 60. Les résultats des grilles d'évaluation des personnes en situation de handicap validés par l'équipe pluridisciplinaire font l'objet d'un enregistrement deux fois par an. Si à la date de ces enregistrements, il apparaît que des évaluations n'ont pas encore pu être validées pour certaines personnes en situation de handicap, la somme des résultats existants est convertie proportionnellement au nombre de personnes accueillies ou hébergées dans le centre.

La modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes en situation de handicap d'un logement est établie sur base du résultat présentant les besoins d'encadrement les plus favorables au centre.

Dans les limites du budget disponible, elle entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du centre à partir du 1^{er} janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les normes d'encadrement.

Si la norme d'encadrement est revue à la hausse, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la notification, par le Service PHARE, de la décision de révision.

Si la norme d'encadrement est revue à la baisse, elle prend cours :

1. soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE ;
2. soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE ;
3. soit, à défaut, immédiatement.

Art. 61. Dans les limites du budget disponible, le résultat le plus favorable au logement entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du logement à partir du 1^{er} janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les normes d'encadrement.

Art. 62. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, les normes d'encadrement sont revues à la hausse, elles prennent cours le premier jour du mois qui suit la notification, par le Service PHARE, de la décision de révision.

Art. 63. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, les normes d'encadrement sont revues à la baisse, elles prennent cours :

1. soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE ;
2. soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE ;
3. soit, à défaut, immédiatement.

Art. 64. Si dans un centre, la révision des normes d'encadrement entraîne une diminution du volume de l'emploi, le centre est tenu d'objectiver de manière paritaire les licenciements éventuellement prévus et d'en informer le Service PHARE. Avec l'accord du membre du personnel concerné, le Service PHARE transmet ses coordonnées aux centres dont les nouvelles normes d'encadrement entraînent l'augmentation du volume de l'emploi. Ces centres s'engagent à examiner prioritairement la candidature de ces membres du personnel.

Section 5 — NORMES RELATIVES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Art. 65. Le logement assure l'hébergement d'au moins 15 personnes en situation de handicap.

Si la même asbl est également agréée pour la gestion d'un centre d'activités de jour, la capacité minimale ne peut être inférieure à 10.

Art. 66. Pour être accueillie en centre, sauf exceptions citées à l'article 68, la personne en situation de handicap doit disposer préalablement d'une décision d'intervention du Service PHARE favorable pour un accueil en centre telle que visée à l'article 17 du décret et dont la catégorie correspond à l'agrément du logement.

La demande d'intervention pour un accueil en centre est établie selon le modèle fixé par le Service PHARE.

Art. 67. La décision de subventionnement, qui fixe les normes d'encadrement, prend effet à partir du jour où la personne en situation de handicap est hébergée par le logement, pour autant que la demande ait été introduite dans le délai des 5 jours ouvrables ; à défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification.

La demande d'intervention doit être introduite par le centre au moyen d'un formulaire signé par le responsable du logement dans un délai de 5 jours ouvrables, à compter du jour de l'accueil ou de la prise en charge de la personne en situation de handicap.

Celle-ci ou son représentant légal y atteste son entrée dans le centre.

Le modèle de la demande est établi par le Service PHARE.

La demande est complétée par des données récentes extraites du dossier individuel (excepté pour les entrées en capacité maximale, les courtes périodes, en logement de crise, avec octroi d'une subvention exceptionnelle d'encadrement renforcée, et en les conventions prioritaires).

Elle comprend :

1. un volet médical ;
2. un volet psychologique ;
3. un volet socio-éducatif :
 - a) l'anamnèse ;
 - b) l'analyse des besoins ;
 - c) le projet de prise en charge qui comprend notamment les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

Art. 68. Ne sont pas soumis à une décision d'intervention antérieure à l'accueil en logement telle que visée à l'article 17 du décret : le logement pour de courtes périodes, le logement de crise, l'accueil d'enfants pendant la période comprise entre le 30 juin et le 1^{er} octobre, l'accueil d'une personne dont le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission ou lorsque la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne en situation de handicap ou de son entourage.

Art. 69. Les journées des présences et les journées de présence assimilées prises en compte pour la personne en situation de handicap hébergée au sens du présent arrêté sont les journées pendant lesquelles la personne :

- 1^o est, en semaine, hébergée dans par le logement ou présente dans des activités extérieures organisées sous la responsabilité du logement et s'intégrant dans le projet individualisé de la personne en situation de handicap.
- 2^o est hébergé dans par le logement ou présent dans des activités extérieures telles que définies au 1^o lors des week-ends, jours fériés et périodes de vacances organisées par le logement ;
- 3^o est en famille les week-ends et jours de vacances avec par personne en situation de handicap, un maximum de 138 jours pour les adultes et 188 pour les enfants ;

- 4° est en absence justifiée par un certificat médical ou d'hospitalisation à concurrence de 30 jours maximum en cas de maladie et 90 jours en cas d'hospitalisation ;
- 5° est en absence justifiée par un document probant attestant d'un des événements à l'occasion d'événements familiaux, ou par une décision judiciaire pour l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles et en cas de comparution en justice à concurrence de 10 jours maximum par an;
- 6° est en absence justifiée par un écrit de la personne en situation de handicap, de ses parents de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal à concurrence de 125 journées maximum par an ;
- 7° est en absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord du Service PHARE.

Le total des journées de prise en charge d'une personne en situation de handicap hébergée comprend la journée durant laquelle a lieu sa sortie sauf en cas de transfert dans un autre logement.

La date de sortie doit être fixée au plus tard au dernier jour de présence de la personne en situation de handicap hébergée. Est assimilé au dernier jour de présence, le dernier jour d'une période de maladie ou d'hospitalisation visé au 4°.

Art. 70. L'évaluation des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap est réalisée selon les modalités définies par le Service PHARE au cours du 1^{er} semestre qui suit l'entrée de la personne au sein du logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Cette évaluation ne vise pas la personne en situation de handicap accueillie en logement pour de courtes périodes, ou en logement de crise, en capacité maximale ou en convention prioritaire.

Art. 71. Dans un délai de 30 jours à dater de la réalisation de l'évaluation par le Service PHARE, la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement fixée par l'équipe pluridisciplinaire est communiquée au logement. Cette communication précise, s'il échet, le délai au terme duquel la catégorie peut être réévaluée.

Art. 72. Une réévaluation de la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement peut être demandée soit par le logement soit par le Service PHARE.

La décision de l'équipe pluridisciplinaire est enregistrée à partir du mois qui suit celle-ci.

*Section 6 — NORMES RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE LE LOGEMENT
ET LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP
Sous-section 1 — RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR*

Art. 73. Le logement rédige un règlement d'ordre intérieur.

Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du logement à l'égard de la personne en situation de handicap ;
- 2° les droits et devoirs de la personne en situation de handicap ;
- 3° dans le respect du projet collectif, du projet individualisé de la personne et des décisions judiciaires, l'engagement du logement de laisser à la personne en situation de handicap la liberté d'être présente selon son choix pendant les périodes de week-end et de vacances ;
- 4° l'engagement du logement de répondre aux demandes individualisées d'information émanant des personnes en situation de handicap ou de leurs représentants ;
- 5° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement ;
- 6° les mesures mises en œuvre lorsqu'une personne en situation de handicap hébergée bénéficiaire contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel ;
- 7° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et, le cas échéant, du président du conseil d'administration ;
- 8° la disposition inscrite à l'article 95 du décret ;
- 9° les modalités de participation des personnes en situation de handicap et en particulier les modalités de fonctionnement du Conseil des usagers ;
- 10° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le logement ;
- 11° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB ;
- 12° l'existence d'une possibilité de médiation par le Service PHARE, en cas de désaccord persistant entre les parties ne permettant plus l'exécution de la convention personnalisée.

Ce document est établi dès la prise d'effet de l'agrément. Il est revu, au moins tous les cinq ans, en collaboration avec l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative. Le Conseil des usagers émet un avis sur le règlement d'ordre intérieur ainsi que sur toute modification de celui-ci.

Sous-section 2 — LA CONVENTION INDIVIDUALISÉE

Art. 74. Dans le cadre des missions définies aux articles 66 et 67 du décret, le logement conclut avec la personne en situation de handicap bénéficiaire une convention individualisée d'hébergement.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties : s'il échet, l'identité de la personne en situation de handicap et s'il échet, est accompagnée de celle de son représentant légal, mandataire, ou administrateur ainsi que l'identité de la personne physique ou morale qui répond du paiement si celle-ci est différente ;
- 2° la date de prise d'effet de la convention, la durée de la convention, la période d'essai éventuelle ;
- 3° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée avant le terme convenu (conditions, durée de préavis) en ce compris l'obligation de concertation préalable entre le logement et la personne en situation de handicap ou son représentant légal sauf cas de force majeure ou d'extrême urgence auxquels cas la concertation doit se tenir dans les trois jours ouvrables après la prise de ces mesures ;
- 4° Les critères et modalités de réorientation de la personne en situation de handicap ;

- 5° Le montant de la contribution financière, l'identification des suppléments à facturer et les modalités de son versement ;
- 6° la date de signature.

Les points 3 et 4 ne doivent pas être précisés pour le logement pour de courtes périodes.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet collectif et le règlement d'ordre intérieur du logement tels que définis aux articles 33 et 73 sont expliqués et remis contre accusé de réception et moyennant signature pour accord à la personne en situation de handicap ou son représentant légal.

Sous-section 3 — LE DOSSIER INDIVIDUEL

Art. 75. Un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne en situation de handicap avec laquelle une convention est signée. Il doit contenir les données nécessaires à l'accomplissement du suivi individuel et au minimum :

- 1° des données administratives ;
- 2° la convention individualisée ;
- 3° l'attestation de réception du projet collectif et du règlement d'ordre intérieur par la personne en situation de handicap lors de la signature de la convention individualisée ;
- 4° le projet individualisé avec demande ou premier entretien, l'analyse des besoins, les objectifs et moyens mis en œuvre pour y parvenir et les évaluations auxquelles la personne en situation de handicap bénéficiaire participe et qui ont lieu au moins tous les 18 mois ;
- 5° le dossier des directives médicales ;
- 6° le résultat de la grille d'évaluation ;
- 7° la décision d'intervention, et s'il échet la reconnaissance du statut de grande dépendance.

Les points 4° et 6° ne doivent pas être précisés pour le logement pour de courtes périodes.

Lorsque le logement et un centre d'activités de jour se trouvent dans la même infrastructure, un seul dossier individuel peut être tenu en y distinguant les spécificités de chacun.

Sous-section 4 — MODALITÉS DE PARTICIPATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Art. 76. La participation des personnes en situation de handicap visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret se traduit soit par la mise en place d'un conseil des usagers, soit par un processus annuel consultatif individualisé adapté aux spécificités des personnes en situation de handicap et déterminé par le service et précisé dans le projet collectif.

Si un conseil des usagers est organisé, celui-ci est constitué des personnes en situation de handicap hébergées qui peuvent être accompagnées par une personne de leur choix ou par leur représentant légal ou de leurs représentants désignés parmi les usagers.

Le conseil des usagers a pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'hébergement des personnes en situation de handicap. Il donne son avis sur le règlement d'ordre intérieur et ses modifications.

Le conseil des usagers fixe son mode de fonctionnement, il se réunit au minimum une fois par an.

Des procès – verbaux sont établis et sont accessibles à toutes les personnes en situation de handicaps ou leur représentant légal ainsi qu'aux membres du personnel.

Sous-section 5 — CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Art. 77. En tenant compte des absences au cours du mois précédent, le logement établit et adresse à la personne en situation de handicap ou à son représentant légal une facture mensuelle des frais correspondant à son hébergement.

Art. 78. Pour les personnes en situation de handicap non scolarisées à partir de 21 ans qui fréquentent un logement, selon les situations individuelles, ce décompte intègre conformément aux dispositions reprises à l'article 138 :

- a) chaque mois : les revenus perçus, la pension alimentaire due, les loyers, les remboursements hypothécaires, les autres contributions financières de la personne en situation de handicap hébergée, l'argent de poche ;
- b) au minimum une fois par trimestre : les frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques ;
- c) une fois par an : les frais d'administrateurs de biens.

Art. 79. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, les frais généraux, les frais personnalisés excepté le remboursement des frais liés à la détérioration du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne en situation de handicap.

Art. 80. Dans un logement, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse ;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence ;
- c) les frais d'aides techniques ;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur ;
- e) les frais d'achat de vêtement et de chaussures y compris l'entretien et la réparation ;
- f) les accessoires de toilette ;
- g) les frais extérieurs de toilette et de soins ;
- h) les séjours de vacances aux conditions prévues dans la convention individualisée.

Art. 81. Dans un logement, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière conformément aux modalités prévues dans la convention individualisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne en situation de handicap hébergée, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans le projet collectif.

Art. 82. Si la personne en situation de handicap est protégée au sens de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, le logement se conforme, selon ce statut, aux dispositions du contrat de mandat ou de l'ordonnance du juge de paix et consulte, si nécessaire, le mandataire ou l'administrateur des biens désigné dans cet acte.

Art. 83. Toute somme d'argent dont dispose la personne en situation de handicap, pour ses dépenses courantes et éventuellement pour couvrir les frais prévus aux articles 80 et 81, doit figurer sur une fiche comptable individuelle.

Le cas échéant, une attestation d'ouverture d'un compte individuel auprès d'un organisme bancaire est jointe à cette fiche comptable. Toute opération effectuée dans le cadre de la gestion des dépenses visées à l'alinéa 1^{er} est portée sur la fiche comptable, dans les huit jours. A la demande de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal, un relevé de la comptabilité personnelle lui est fourni dans les huit jours.

Le décompte annuel est transmis automatiquement à la personne en situation de handicap ou à son représentant légal au terme de l'année civile et au départ de la personne en situation handicap.

Art. 84. La fiche comptable individuelle ainsi que les documents relatifs au compte individuel ouvert par le logement conformément à l'article 83 sont tenus à la disposition du Service PHARE qui peut les contrôler à tout moment.

Section 7 — NORMES RELATIVES AUX RAPPORTS ENTRE LE LOGEMENT ET LE SERVICE PHARE

Sous-section 1 — RAPPORT D'ACTIVITÉS

Art. 85. Le logement transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activités.

Il contient au minimum :

- 1° des éléments relatifs à la mise en œuvre du projet du logement et à l'exercice des missions ;
- 2° des éléments globalisés relatifs aux personnes en situation de handicap dont au moins le nombre, le sexe, l'âge, le type de handicap ;
- 3° les moyens mis en œuvre en termes de participation et d'inclusion des personnes en situation de handicap, en ce compris la participation à des actions communautaires telles que prévues à l'article 71, 4°, du décret ;
- 4° les faits marquants de l'activité du logement ;
- 5° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus au cours de l'année ;
- 6° les moyens mis en œuvre en termes de travail en réseau visé à l'article 71, 5° du décret ;
- 7° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret sur base des modalités fixées par le Service PHARE ;
- 8° les perspectives d'évolution du logement, en termes d'activités et d'organisation.

Sous-section 2 — AUTRES RAPPORTS À ÉTABLIR

Art. 86. Le logement transmet au Service PHARE au plus tard dans les 5 jours ouvrables les avis l'entrée et de sortie selon les modèles fixés par le Service PHARE.

Art. 87. Le logement informe le Service PHARE de toute absence d'une personne en situation de handicap de plus de 3 mois consécutifs. Le centre transmet au Service PHARE un rapport médical ou d'hospitalisation afin que l'équipe pluridisciplinaire puisse prendre une décision de maintien de prise en charge.

Le logement informe le Service PHARE de toute absence non reprise à l'article 69, de plus de 30 jours par an.

Art. 88. En application de l'article 16 du décret, le logement communique pour le 30 juin de chaque année au Service PHARE selon le modèle défini par celui-ci un relevé actualisé des demandes d'accueil que les personnes en situation de handicap ont introduites auprès du logement.

Art. 89. Le logement tient à la disposition du Service PHARE un registre des présences des personnes en situation de handicap hébergées selon le modèle défini par celui-ci.

Art. 90. Le logement informe le Service PHARE dans les quinze jours calendrier de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 38.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 38, le logement communique dans les quinze jours calendrier de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul de la subvention sont transmis au Service PHARE.

Sous-section 3 — COMPTABILITÉ

Art. 91. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le logement transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal de l'entreprise. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 92. Le logement transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 138.

Sur demande justifiée, le Service PHARE peut accorder un délai complémentaire de maximum 3 mois.

Art. 93. Le Service PHARE fixe les modalités de la transmission des informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4 — SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Section 1 — MODALITÉS GÉNÉRALES D'OCTROI DES SUBVENTIONS

Art. 94. La subvention due à un logement agréé est annuelle.

Elle comprend :

- 1) une subvention pour frais généraux ;
- 2) une subvention pour frais personnalisés ;

3) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 43 du chapitre 3 du présent arrêté.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées, hormis les dispositions prévues aux articles 99 et 100 du présent arrêté.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées à l'exception du mois de janvier où l'avance est versée pour le 15 du mois au plus tard.

Elle est soldée après examen par le Service PHARE du dossier justificatif visé à l'article 138.

Art. 95. L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, de la capacité agréée, de l'évolution annuelle du personnel repris à l'article 38 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 4 du chapitre 3 concernant les normes relatives au personnel d'encadrement.

Art. 96. Lorsque le Service PHARE constate que les avances mensuelles versées au logement sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du logement par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du logement, faire l'objet de termes et délais. Le Service PHARE établit un plan d'apurement.

Art. 97. § 1. Lorsque le Service PHARE constate que le trop-perçu obtenu par le logement procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le Service PHARE récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le Service PHARE transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de modification contrainte ou de retrait d'agrément.

§ 2. Lorsque le Service PHARE constate que le total des charges de personnel du centre atteint un pourcentage inférieur à celui fixé à l'article 103, le Service PHARE récupère la différence.

Art. 98. Les subventions accordées par les pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs publics subventionnent sont déduites de la subvention annuelle dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent chapitre, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation, des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur ainsi que de la dispense de versement du précompte professionnel à condition que ces montants soient réinvestis dans des frais de personnel.

Art. 99. Les frais admissibles au niveau de la subvention pour frais de personnel peuvent justifier la subvention pour frais généraux visée à la section 2 du présent chapitre.

Art. 100. Les frais admissibles pouvant justifier les subventions pour frais généraux et frais personnalisés sont précisés à l'annexe 1.

Les frais admissibles au niveau des subventions pour frais généraux et pour frais personnalisés peuvent justifier l'une ou l'autre subvention, pour autant que 25 % de la somme de ces subventions justifient des frais personnalisés.

Art. 101. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, le Collège diminue la capacité agréée de base d'un logement, les montants maxima des subventions sont adaptés à la date de modification ou de renouvellement de l'agrément fixée par le Collège.

Section 2 — MODALITES D'OCTROI DE LA SUBVENTION ANNUELLE

Sous-section 1 — SUBVENTION ANNUELLE

Art. 102. La subvention annuelle des frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement prévues à la section 4 du chapitre 3, à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

Art. 103. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 2, augmenté de 0,5 %.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Le dépassement du taux de charges patronales d'un agrément peut être transféré à un autre agrément de la même asbl où le plafond n'est pas atteint.

Art. 104. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 102 et 103 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision, des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 102 du décret.

Art. 105. Si après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est inférieur ou égal de 4 % à celui fixé à l'annexe 2, le Service PHARE peut réduire ce taux de 4 % maximum. Le nouveau taux est d'application à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification par le Service PHARE au logement.

Si après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est supérieur de 4 % à celui fixé à l'annexe 3, le membre du Collège peut, sur proposition du Service PHARE, octroyer une dérogation à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification du nouveau taux. L'augmentation doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier du taux d'occupation du logement durant les week-ends, les vacances et les jours fériés.

Art. 106. Pour un logement agréé après l'entrée en vigueur du présent arrêté, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément.

Si le nouveau logement héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des logements qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.

Art. 107. Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4545 heures pour un logement dont la capacité agréée de base est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes en situation de handicap sont évaluées en catégorie C.

Art. 108. La subvention annuelle des frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le logement. A cet effet, le Service PHARE communique à chaque logement pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le logement valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

Art. 109. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations qui étaient d'un trois - quart ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

- 1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM ;
- 2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM ;
- 3° la cotisation versée au Fonds social " Old Timer " en application du Plan Tandem.

Art. 110. La subvention pour frais de personnel couvre en outre une indemnité octroyée au directeur subventionné d'un logement selon les modalités suivantes :

- 1° le directeur ou sous-directeur porteur d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoit une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur barème ;
- 2° le directeur ou sous-directeur porteur d'un diplôme non universitaire, perçoit une indemnité correspondant à la différence entre son barème et celui d'un directeur ou sous-directeur porteur d'un diplôme universitaire.

Art. 111. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 112. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 113. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de blanchisserie, frais des laveurs de vitres, frais d'entretien de jardin, ou tous frais de nettoyage, ou tout frais de remplacement ponctuel de personnel de service extérieur, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 114. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 115. En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

- les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une asbl dont dépend au moins un logement ;
- les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003 ;
- le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1^{er} janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants : 30,85 pour le médecin généraliste ; 40,92 pour le médecin spécialiste.

Art. 116. La subvention pour frais de personnel prend en compte le coût des éventuels licenciements consécutifs à l'application des dispositions de l'article 64 sans dépasser une durée de vingt - sept semaines, sauf dérogation accordée par le Membre du Collège et justifiée par le respect de la législation sociale en matière de durée dit préavis.

Sous-section 2 — SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX

Art. 117. La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux mentionnés à l'annexe 1.

Art. 118. La subvention annuelle des frais généraux est limitée à un montant maximum de 3.248 euros multiplié par la capacité agréée de base.

En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2° de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

Sous-section 3 — SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES

Art. 119. La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux mentionnés à l'annexe 1.

Art. 120. La subvention annuelle des frais personnalisés octroyée à un logement est limitée à un montant maximum de 1.140,00 euros multiplié par la capacité agréée de base.

Pour les logements où les personnes en situation de handicap sont présentes en journée et ne sont pas inscrites en centre d'activités de jour subventionné par le Service PHARE ou par un autre pouvoir public ou en entreprise de travail adapté, un montant complémentaire maximum par an de 768 euros est octroyé pour chacune d'elles.

En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2° de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en compte pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes en situation de handicap hébergées pour une courte période, la subvention forfaitaire accordée est de 15 euros par nuit de prise en charge.

Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes en situation de handicaps hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée de base n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.

Art. 121. Une majoration de cette subvention, calculée sur l'année qui précède, est octroyée en fonction du taux de présence pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux.

Cette majoration s'élève à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de l'article 120.

Le taux de présence est le résultat du rapport entre la somme des journées de présence réelle des personnes en situation de handicap pendant ces périodes et la capacité agréée de base multipliée par 180 en logement pour enfants ou par 138 en logement pour adultes.

Taux d'occupation du logement durant les WE, vacances et jours fériés légaux	Majoration
20 à 29,99 %	15 %
30 à 49,99 %	25 %
50 à 69,99 %	30 %
70 % et +	40 %

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 18 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 18 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.

Un logement agréé pour la première fois peut bénéficier d'une majoration de 15 % pendant les premiers mois de fonctionnement. A partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'agrément, la majoration est de 25 % pendant deux exercices.

Sous-section 4 — SUBVENTION EXCEPTIONNELLE D'ENCADREMENT RENFORCE POUR UNE NOUVELLE ENTREE EN LOGEMENT COLLECTIF ADAPTE D'UN JEUNE OU D'UN ADULTE EN SITUATION D'ENCADREMENT COMPLEXE ET INTENSIF

Art. 122. Afin de faciliter l'accueil du jeune ou de l'adulte, une subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé correspondant à 0,5 ETP peut être octroyée à un logement collectif adapté pour une durée de 6 mois.

Elle s'ajoute à sa norme individuelle complémentaire qui sera automatiquement C.

Le cas échéant, la norme individuelle de besoins vitaux et la norme individuelle motrice peuvent être accordées. Le logement ne pourra pas bénéficier de la norme individuelle d'encadrement intensif durant le financement de cette subvention exceptionnelle.

Celle-ci pourrait être octroyée le cas échéant à la fin de la durée d'octroi de cette subvention.

Ces différentes normes prennent court dès l'entrée au sein du logement pour autant que l'avis d'entrée en logement soit transmis dans les 5 jours ouvrables.

A défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande.

La subvention exceptionnelle est diminuée au prorata du taux de présence.

Art. 123. § 1^{er}. Afin de bénéficier de la subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé, le jeune ou l'adulte doit remplir les conditions cumulatives suivantes :

1. ce dernier doit se trouver en situation d'encadrement complexe et intensif ;
2. ce dernier nécessite, au niveau de son encadrement :
 - soit une présence active et continue d'une ou plusieurs tierces personnes afin de le protéger de lui-même ou de protéger son entourage en raison de comportements violents ou dangereux ;
 - soit un encadrement très spécifique en raison d'une association de pathologies qui habituellement de sont pas prises en charges par le logement qui souhaite l'accueillir et qui empêcheraient cette personne d'être accueilli dans ce même logement sans cette subvention complémentaire ;
3. ce dernier est, au niveau de sa situation avant l'entrée en logement collectif adapté :
 - dans un processus d'exclusion du logement, service ou de l'école qu'elle fréquentait jusqu'à présent;

- en hospitalisation de longue durée ;
- à domicile sans solution par absence de solution adéquate vu le profil complexe de la personne.

§ 2. La volonté du logement doit être de pouvoir continuer cette prise en charge par la suite, sans cette subvention exceptionnelle, en formant l'équipe à la prise en charge des besoins spécifiques de cette personne.

Art. 124. La subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé peut être renouvelée au maximum une fois.

Art. 125. Avant l'entrée de la personne au sein du logement collectif adapté, celui-ci demande à l'équipe pluridisciplinaire une décision favorable d'octroi de subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé en logement collectif adapté.

Le renouvellement de 6 mois est conditionné par l'obtention d'une nouvelle décision favorable de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 126. Une grille d'évaluation des besoins d'encadrement reprise à l'annexe 3 est réalisée le plus rapidement possible après l'entrée en logement.

Si un renouvellement est demandé, au terme du cinquième mois, le logement établit un rapport d'évaluation en utilisant la grille d'évaluation des besoins d'encadrement reprise à l'annexe 3.

Ce rapport est basé sur le projet individualisé de la personne en situation de handicap et détaille ses besoins de la personne, les objectifs et moyens mis en œuvre pour y parvenir, les résultats atteints et non atteints. Il donne un avis motivé relatif à la demande de maintien de la subvention complémentaire pour une nouvelle période de six mois, justifiée notamment par l'exigence d'une prise en charge supplémentaire en comparaison à la prise en charge des autres personnes en situation de handicap hébergées. Il est signé, d'une part, par un professionnel de la santé, à savoir un médecin, un kinésithérapeute, un infirmier ou un membre du personnel paramédical et, d'autre part, par la Direction du logement.

Section 3 — CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Sous-section 1 — GENERALITES

Art. 127. Le Service PHARE peut après réception des pièces justificatives, effectuer une vérification aléatoire des montants communiqués par le logement.

Lorsque le Service PHARE constate des erreurs manifestes dans les modalités de calcul de la contribution financière, le Service PHARE transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de modification contrainte ou de retrait d'agrément.

Art. 128. La contribution financière de la personne en situation de handicap hébergée représente sa participation à son logement ainsi qu'au fonctionnement global du logement.

Le logement en perçoit son montant auprès de la personne en situation de handicap dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.

Sous-section 2 — CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 129. Le logement perçoit auprès de la personne en situation de handicap une contribution financière mensuelle fixée comme suit :

§ 1^{er}. Pour une personne en situation de handicap qui bénéficie exclusivement d'allocations familiales ou de prestations familiales garanties, la contribution financière correspond aux 2/3 des allocations perçues majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap. Est assimilée la personne en situation de handicap qui, par son statut, ouvrirait le droit aux allocations familiales, mais n'en bénéficie pas.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

§ 2. Pour une personne en situation de handicap non scolarisée à partir de 21 ans, la contribution financière est fixée à 800 euros par mois. Sont assimilées la personne en situation de handicap de moins de 21 ans qui, par son statut, n'ouvre pas le droit au bénéfice d'allocations familiales, ainsi que la personne en situation de handicap de 21 ans et plus, scolarisée, qui bénéficie d'un revenu complémentaire.

Une somme minimale de 146 euros par mois reste à la disposition de la personne en situation de handicap. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieur à 191 euros.

Art. 130. Les montants prévus à l'article 129 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par la personne en situation de handicap ou son représentant légal à raison d'un maximum de 12 jours par année civile ;
- b) les jours d'absence justifiés par un certificat médical ;
- c) les jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation ;
- d) les jours d'absence justifiés par un document probant attestant d'un événement familial, ou par une décision judiciaire à concurrence de 10 jours maximum par an ;
- e) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au logement moyennant l'accord du Service PHARE ;
- f) les jours d'absence pendant les week-ends et les jours fériés, le week-end s'étendant du vendredi à 18 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étendant de la veille à 18 heures au lendemain à 7 heures ;
- g) les jours d'absence durant les périodes de vacances scolaires pour la personne en situation de handicap âgée de moins de 21 ans ou âgée de plus de 21 ans et scolarisée ;
- h) les jours d'absences pour vacances de la personne en situation de handicap à partir de 21 ans et non scolarisée à raison de maximum 24 jours ouvrables par année civile ;
- i) les journées de fermeture du logement résultant du report d'un jour férié légal selon la formule suivante : $A - 90\% \text{ de } A \times B/C$;

- j) les jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention individualisée débute ou s'achève selon la formule suivante : $A - 100 \% \text{ de } A \times B/C$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 129 ;

B = le nombre de jours d'absence du mois tels que précisés au présent article ;

C = le nombre de jours du mois considéré.

Sous-section 3 — MODALITES D'OCTROI D'UNE REDUCTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Art. 131. La personne en situation de handicap bénéficiaire d'allocations familiales obtient sur le montant calculé sur base de l'article 130, une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 euros. La personne en situation de handicap n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

Art. 132. Pour la personne en situation de handicap non scolarisée à partir de 21 ans, le montant calculé sur base de l'article 130 est réduit au montant résultant de la différence entre les revenus mensuels et la somme d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'il se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne en situation de handicap au sein du logement, des frais d'administrateurs de biens liés directement aux revenus pris en compte dans le cadre de la détermination de la contribution financière et des contributions financières dues en raison de son inscription dans une autre structure agréée et subventionnée par un pouvoir public dans le cadre de l'aide aux personnes en situation de handicap.

Art. 133. Pour la personne en situation de handicap accueillie à la fois dans un centre d'activités de jour et dans un logement agréés par la Commission communautaire française ou par un autre pouvoir public, le forfait en centre de jour agréé par la Commission communautaire française est fixé à euro 0.

Art. 134. Par dérogation aux articles 129 à 132, la contribution financière des personnes handicap en situation de court séjour s'établit à 15 euros par nuit de prise en charge. Ce montant est diminué de 3 euros pour les personnes en situation de handicap de moins de 18 ans.

La personne en situation de handicap âgée de moins de 18 ans obtient une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 euros. La personne en situation de handicap n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

La personne en situation de handicap de 18 ans et plus bénéficie d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé des médicaments et des produits de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne en situation de handicap au sein du logement, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 euros.

Art. 135. Pour une personne en situation de handicap visée à l'article 131, la réception par sa famille d'un nouvel avertissement-extrait de rôle entraîne sa communication immédiate au logement aux fins de révision éventuelle de la contribution financière pour une année civile entière.

Art. 136. A titre exceptionnel, pour les personnes en situation de handicap visées à l'article 131, s'il est constaté que la contribution financière d'une personne en situation de handicap ne pourra être payée suite à une modification de la situation fiscale telle que les revenus disponibles de la famille ouvrent manifestement le droit à une réduction de la contribution financière, celle-ci lui est accordée. Cette réduction n'est plus accordée dès l'extinction du motif ayant justifié son octroi.

Art. 137. En cas de versement d'arriérés de revenus, la contribution financière d'une personne en situation de handicap sera corrigée avec effet rétroactif sur la période concernée et au prorata de sa présence dans le logement.

Section 4 — DOSSIER JUSTIFICATIF DES SUBVENTIONS

Art. 138. § 1^{er}. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

1° en ce qui concerne les frais de personnel :

- les comptes individuels des travailleurs ventilés par agrément, par fonction et par type de contrat (subventionnés et ou non subventionnés) ;
- le détail des prestations irrégulières selon le modèle établi par le Service PHARE si ces dernières ne sont pas reprises dans les comptes individuels ;
- le détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée ;
- l'attestation C 450 bis de l'Office national de sécurité sociale ;
- l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel ;
- le décompte définitif de l'assurance-loi, pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le logement et le décompte des indemnités versées ;

- le décompte définitif de la médecine du travail ;
 - un tableau récapitulatif des frais de personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût ;
 - la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé ;
 - le détail des indemnités versées dans le cadre des séjours extérieurs ;
 - pour les travailleurs entrés en cours d'exercice : l'attestation de vacances délivrée par l'employeur précédent ;
- 2° en ce qui concerne les frais généraux et les frais personnalisés :
- la balance générale ;
 - les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital ;
 - le grand livre ou historique des charges et des produits ;
 - le nombre de personnes en situation de handicap hébergées sur une base annuelle moyenne.
- 3° en ce qui concerne les contributions financières des personnes en situation de handicap :
- un relevé annuel des présences et des absences ;
 - un relevé annuel des contributions mensuelles par personne en situation de handicap et une synthèse annuelle globale ;
 - la preuve du versement des 2/3 des allocations familiales ;
 - en cas de réduction :
 - Pour la personne en situation de handicap qui bénéficie exclusivement d'allocations familiales : un avertissement-extrait de rôle et le cas échéant, une copie de l'engagement sur l'honneur de la personne habilitée par le logement pour l'examen de ce dossier.
 - Pour la personne en situation de handicap à partir de 18 ans : la preuve des revenus et le cas échéant, le justificatif d'une pension alimentaire, le relevé des honoraires d'un administrateur de biens et la preuve du paiement d'une contribution financière.

Les éléments justificatifs des décomptes des contributions financières sont consignés au logement.

Le Service PHARE peut compléter la liste des pièces sollicitées.

§ 2. Si le nombre de personnes en situation de handicap accueillies en logement sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au logement en vertu des articles 64 et 70 du décret sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.

Art. 139. Le Service PHARE vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au logement. Le logement dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations.

A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du Service PHARE est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le Service PHARE transmet le décompte définitif de la subvention.

Art. 140. La contribution financière visée à la section 3 du présent chapitre est déduite de la subvention.

CHAPITRE 5 — CONVENTIONS PRIORITAIRES

Art. 141. Dans le cadre des places ouvertes en dehors de la capacité agréée de base d'un logement mais au sein de la capacité maximale d'un logement, la prise en charge de personnes en situation de handicap dont les besoins sont jugés prioritaires par l'équipe pluridisciplinaire fait l'objet d'un financement forfaitaire spécifique accordé au logement et précisé dans une convention dite "prioritaire" dont le modèle est fixé en annexe 4 du présent arrêté.

La convention prioritaire est signée entre le logement et la Commission communautaire française. Son existence ne modifie pas l'agrément accordé au logement par le Collège. Elle prend automatiquement fin au départ de la personne en situation de handicap.

Art. 142. Pour éventuellement bénéficier d'une convention prioritaire, la demande de la personne en situation de handicap doit répondre aux critères suivants :

- * l'urgence de l'accueil en logement en raison de l'importance du suivi et des soins que nécessite l'état physique, mental ou psychique de la personne en situation de handicap ;
- * justifier l'un des motifs sociaux suivants :
 - le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission ;
 - la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne en situation de handicap ou de tiers ;
 - la personne en situation de handicap a subi plusieurs exclusions ou de refus de prise en charge.

Art. 143. Les dispositions des articles 73 à 76 ainsi que l'annexe 1^{re} du présent arrêté s'appliquent à la personne en situation de handicap prise en charge dans le cadre d'une convention prioritaire.

Art. 144. Le financement forfaitaire accordé à un logement dans le cadre d'une convention prioritaire a pour objet de couvrir les frais supplémentaires de toute nature, liés à la prise en charge de la personne en situation de handicap dont les coordonnées sont insérées dans la convention prioritaire.

Sur une base annuelle, ce financement équivaut pour une fréquentation à temps plein à maximum le coût moyen d'une place dans le centre concerné, fixé à la date de prise d'effet de la convention prioritaire et qui prend en compte l'évolution du personnel engagé en termes de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté. Le financement est réduit par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

La contribution financière de la personne en situation de handicap est déterminée en vertu des dispositions de la section 3 du chapitre 4 du chapitre 3 du présent arrêté.

Art. 145. Les conventions prioritaires sont à charge d'une allocation de base spécifique distincte de celle des logements au sein du budget du Service PHARE.

CHAPITRE 6 — DISPOSITION MODIFICATIVE

Art. 146. Le paragraphe 2 de l'article 38 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le montant maximum par an équivaut pour les centres à euro 1 820 multipliés par la capacité agréée. Dans les centres qui accueillent des enfants qui ne sont pas pris en charge dans un logement, un montant complémentaire maximum de 254 euros par an est octroyé pour chacun d'eux".

CHAPITRE 7 — DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Art. 147. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées est abrogé, à l'exception de son article 8455, alinéas 5 et 6, en ce qui concerne les centres de jour pour enfants scolarisés visés par l'arrêté 99/262/E2 du 18 juillet 2002 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés.

Art. 148. Les articles 78, 79 et 80 de l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées sont abrogés.

CHAPITRE 8 — DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DEROGATOIRES ET FINALES

Section 1 — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DEROGATOIRES

Art. 149. § 1^{er}. Les logements agréés au 31 décembre 2023 restent agréés à partir du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au terme de la période d'agrément mentionnée dans la dernière décision d'agrément adoptée par le Collège à leur égard.

§ 2. Les logements ayant introduit une demande de renouvellement d'agrément avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis à la procédure d'agrément prévue au chapitre II de l'arrêté n° 2006/554 du 21 septembre 2006 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées.

§ 3. Par dérogation à l'article 13 de l'Arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018, fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, le délai d'introduction de la demande de renouvellement d'agrément est réduit à 6 mois pour les logements dont l'agrément se termine entre le 1^{er} juillet 2024 et 31 décembre 2024.

Art. 150. Par dérogation à l'article 61, les normes d'encadrement sont revues dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Section 2 — DISPOSITIONS FINALES

Art. 151. Les montants repris aux articles 118, 120, 129, 131, et 134 dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2001.

A partir du 1^{er} juillet 2024, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2001}}$$

Art. 152. Entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2024 :

- 1° la section 2 du chapitre 6 du décret ;
- 2° les articles 16, 17, 62, 63, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 92, 94, 95, 102 et 119 du décret ;
- 3° le présent arrêté.

Art. 153. Le Membre du Collège chargé de la politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 8 février 2024.

Pour le Collège :

B. TRACHTE,
Présidente du Collège de
la Commission communautaire française

R. VERVOORT,
Membre du Collège chargé de la
Politique d'aide aux personnes handicapées

Annexe 1 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX ET DE LA SUBVENTION POUR FRAIS PERSONALISES DES LOGEMENTS COLLECTIFS ADAPTES

SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES	
1.	Soins
	Achats de biens pharmaceutique – Spécialités
	Achats de prothèses dentaires
	Achats de lunettes et autres prothèses de l'œil
	Achats de prothèses orthopédiques, acoustiques et voiturettes
	Achats de matériel disponible
	Achats d'accessoires et de produits de toilette
	Honoraires de médecins et dentistes (hors cadre institutionnel)
	Honoraires de paramédicaux (hors cadre institutionnel)
	Services extérieurs de toilette et de soins
	Séjours dans un établissement hospitalier
2.	Education, rééducation et activités spécifiques
	Achats de fournitures scolaires
	Achats de biens et de services pour l'éducation, la rééducation et activités spécifiques
	Achats de matériel didactique
	Achats de matières premières pour activités artisanales
	Frais de défraiement de volontaire
3.	Transport et déplacements
	Accompagnement des personnes en situation de handicap
	Personnes en situation de handicap non accompagnées
4.	Alimentation
	Frais de restauration de la personne en situation de handicap
	Achats de biens alimentaires
	Achats de services alimentaires
5.	Habillement
	Achat de vêtements
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour vêtements
	Achats de chaussures et de produits d'entretien pour chaussures
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour chaussures
	Services extérieurs d'entretien et de réparation de vêtements
	Services extérieurs de réparation de chaussures
6.	Vacances (c'est-à-dire séjours résidentiels hors logement)
	Locations (y compris charges locatives)
	Transports
	Loisirs
	Vacances achetées
7.	Lingerie
	Achats de petit matériel et fournitures de literie (draps et housses)
8.	Buanderie
	Achats de produits pour buanderie
	Services extérieurs de buanderie
9.	Informatique
	Entretien et réparations matériel informatique
	Fournitures informatiques
	Internet
	Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)

10.	Entretien et réparation voitures pour personnes en situation de handicap
SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX	
1.	Soins
	Achats de biens pharmaceutiques - produits courants Achats de petit matériel de soin
2.	Alimentation
	Achats de petit matériel de cuisine
3.	Lingerie
	Achats de linge de maison Services extérieurs de réparation de literie
4.	Frais de gestion du personnel
	Frais de formation Abonnements aux revues professionnelles et documentation Frais de recrutement Secrétariat social
5.	Loyers et charges locatives
	Loyers immeubles Redevances emphytéotiques Charges locatives immeubles Location matériel et équipement
6.	Energie
	Mazout de chauffage Electricité Gaz Eau
7.	Entretiens et réparations
	7.1. Terrains et constructions
	Nettoyage Entretien et réparations extérieurs des bâtiments Entretien et réparations intérieurs des bâtiments Entretiens jardins
	7.2. Installations
	Entretien et réparations installations techniques Entretien et réparations installations et équipement de cuisine Entretien et réparations installations et équipement de buanderie Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical Entretien et réparations équipement médical et paramédical Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien Contrôles obligatoires opérés par des tiers
	7.3. Mobilier et matériel roulant
	Entretien et réparations mobilier Entretien et réparations matériel de bureau Entretien et réparations matériel informatique Entretien et réparations matériel roulant
8.	Assurances
	Assurances et responsabilité civile personnes en situation de handicap et personnel Assurances vol, incendie et dégâts Assurances voitures et véhicules de l'institution Assurances omnium missions Autres assurances
9.	Transports, déplacements
	Carburant pour véhicules de service Locations véhicules de service Missions

10.	Autres frais de gestion générale Fournitures de bureau Fournitures informatiques Téléphone, fax Frais postaux Internet Frais de réunion des conseils et assemblées Frais de représentation Frais de défraiement de volontaire Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations) Honoraires comptables externes Honoraires réviseur Honoraires avocats et notaires, à l'exclusion des honoraires liés au licenciement d'un travailleur Honoraires Conseiller en prévention Autres honoraires, à l'exception des honoraires liés au licenciement d'un travailleur Publicité, annonces et insertions Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à 2000,00 euros)
11.	Amortissements Amortissements sur frais de premier établissement Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles Dotation aux amortissements sur constructions Dotation aux amortissements sur installations Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
12.	Autres charges d'exploitation Précompte immobilier Taxe sur le patrimoine des A.S.B.L. Taxe de circulation Taxe et redevances radio-T.V. Taxes locales (immondices, égouts, etc.) Autres taxes et redevances
13.	Charges financières Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés Charges financières sur dettes à long terme Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement Charges financières sur dettes à court terme Frais bancaires
14.	Charges sur exercices antérieurs Rattrapage sur exercices antérieurs Services et biens divers Rémunérations charges sociales et pensions Amortissements Autres charges d'exploitation Charges financières

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Sont déduites des dépenses admissibles :

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles sont octroyées pour couvrir précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur ;

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant d'opérations d'appel de fonds privés, de vente de produits à l'extérieur du logement. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à ces opérations font l'objet des mêmes distinctions ;

- les charges relatives à l'organisation d'opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du logement. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Barbara TRACHTE

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Rudi VERVOORT

Annexe 2 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

LOGEMENT	Agrément	Taux de charges patronales
CENTRE ESPOIR ET JOIE	CHA	74,76%
CENTRE PIERRE JURDANT	CHA	63,78%
CEP FOUGERES	CHA	69,56%
CEP FREESIAS	CHA	66,33%
CLC BOIS DE SAPIN	CHA	63,83%
CONDORCET	CHA	67,80 %
FACERE	CHA	71,37%
FARRA MERIDIEN	CHA	71,06%
FOYER AURORE	CHA	63,42%
PAZHAPA	CHA	65,02%
HAMA I	CHA	64,73%
HAMA II	CHA	68,64%
HAMA III	CHA	67,54%
IRSA (AUBIER)	CHA	69,01%
HOPPA	CHA	71,55 %
LA BASTIDE	CHA	67,56%
LES BOLETS	CHA	69,50%
MAISON DU TROPIQUE	CHA	67,30%
LES FOYERS DE L'ARCHE	CHA	67,80 %
RESIDENCE LA FORET	CHA	69,25%
LES PILOTIS	CHA	67,80%
CHAPELLE DE BOURGOGNE	CHE	63,16%
CITE JOYEUSE	CHE	64,77%
CLC LES WEIGELIAS	CHE	66,06%
CREB OISEAU BLEU	CHE	69,49%
INSTITUT DECROLY	CHE	62,72%
IRAHM	CHE	64,54%
IRSA	CHE	62,62%
LA CLE	CHE	64,36%
LA PASSERELLE	CHE	68,58%
LE NID MARCELLE BRIARD	CHE	74,47%
LES CAILLOUX	CHE	65,80%

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Barbara TRACHTE

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Rudi VERVOORT

Annexe 3 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

GRILLE D'ÉVALUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP EN LOGEMENT COLLECTIF ADAPTE PERMETTANT DE DETERMINER LEURS BESOINS SPECIFIQUES D'ENCADREMENT

A. Habilités adaptatives sociales	20 points
B. Aspects psychologiques	10 points
C. Habilités cognitives et intellectuelles	20 points
D. Habilités motrices et psychomotrices	20 points
E. Vie quotidienne	30 points

Total 100 points

Norme individuelle besoins vitaux (NI BV) : oui/non

Norme individuelle motrice (NIM) : oui/non

Norme individuelle vieillissement (NIVL /) : oui/non

Norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC) : oui/non

A. Habilités adaptatives sociales	Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
A.1 Adaptation du comportement.					
A.2 Référence au temps.					
A.3 Détermination des choix.					
A.4 Utilisation des services.					
A.5 Relation avec autrui.					
A.6 Recours à une aide.					
A.7 Participation à un ensemble d'activités collectives.					
A.8 Adaptabilité au changement					
Sous-total A			/40	/16	
Total A	<u>/ 2= /20</u>			<u>/2= / 8</u>	

B. Aspects psychologiques		Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
B.1	Reconnaissance et gestion de ses capacités et limites					
B.2	Reconnaissance de l'autre.					
B.3	Reconnaissance et expression des émotions.					
B.4	Gestion des pulsions.					
Sous-total B				/20	/8	
Total B		I. 2= /10			I. 2= /4	

C. Habilités cognitives et intellectuelles		Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
C.1	Compréhension.					
C.2	Expression.					
C.3	Lecture.					
C.4	Ecriture.					
C.5	Calcul.					
C.6	Mémorisation.					
C.7	Attention, Concentration					
C.8	Apprentissage					
C.9	Utilisation des acquis et des expériences					
Sous-total C				/45	/18	
Total C		I. X0,44= /20			X0,44= /8	

D. Habilités motrices et Psychomotrices		Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
D.1	Mobilité.					
D.2	Dextérité.					
Sous-total D				/10	/4	
Total D		X2= /20			X2= /8	

E. Vie quotidienne		Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
E.1	Orientation dans l'espace.					
E.2	Habillage, déshabillage.					
E.3	Hygiène corporelle.					
E.4	Médication.					
E.5	Gestion de la santé					
E.6	Autonomie fonctionnelle à table.					
E.7	Temps libre					
E.8	Niveau d'initiative au quotidien					

E.9	Gestion de l'argent.					
E10	Situation particulière à caractère médical					
E.11	Situation particulière à caractère comportemental					
Sous-total E				/55	/18	
Total E		X0,55= /30		X0,55= /		
TOTAL GENERAL		synthèse = /100				Total Accès
(Synthèse moins Total Accès)						X1,05
		/100				/40

Norme individuelle vieillissement (NIVL) Nombre de critères différents :

O Trouble de l'humeur O Besoin de calme O Maniaquerie O Anxiété

NIVL: Oui Non	NIBV : Oui Non	NIC : A B C	NIM : Oui Non	NEIC : Oui Non
---------------	----------------	-------------	---------------	----------------

Définition des items

A. Habiletés adaptatives sociales

A.1 Adaptation du comportement.

Adapte son comportement aux règles (lois, consignes, bon sens).

5. Tient compte de manière correcte des règles.
4. Adapte son comportement aux règles mais pas tout le temps ou nécessite des rappels occasionnels.
3. Adapte son comportement moyennant des rappels fréquents.
2. Adapte rarement son comportement aux règles et consignes.
1. Ne respecte pas les règles, les rejette systématiquement ou n'en n'a pas conscience

A.2 Référence au temps.

Anticipe ou organise le temps : années, mois, jours, heures et minutes ; passé, présent, avenir ; périodes de la journée (matin, journée, midi, après-midi, soirée, nuit)

5. Anticipe et planifie seul.
4. Anticipe seul et planifie moyennant l'aide d'un tiers.
3. Anticipe les événements importants de la semaine mais ne planifie pas.
2. Anticipe les événements importants de la journée mais ne planifie pas.
1. Ne révèle aucun comportement d'anticipation et de planification.

A.3 Détermination des choix.

Etablit ses choix en fonction des paramètres de la situation.

5. Tient compte de manière réfléchie des différents éléments en sa connaissance pour opérer un choix en toutes circonstances.
4. A un comportement de choix autonome pour la plupart des circonstances.
3. Doit être guidé pour établir un choix, sur le processus ou sur l'adéquation du choix.
2. Doit être guidé pour établir un choix, à la fois sur le processus et sur l'adéquation du choix. .
1. Manifeste ses choix de manière impulsive, irréfléchie et inadéquate, ou pas de notion de choix.

A.4 Utilisation des services.

Utilise des services publics et privés, commerciaux ou non.

5. Utilise seul tous les services de manière satisfaisante.
4. Utilise tous les services moyennant un accompagnement ou un recours à un service spécialisé limité occasionnel.
3. Utilise seul certains services simples.
2. Utilise certains services, moyennant un accompagnement.
1. N'utilise aucuns services, même accompagné.

A.5 Relation avec autrui.

Aisance à nouer, maintenir et conclure des contacts sociaux.

5. Noue, entretient et conclut des contacts sociaux positifs avec autrui, y compris dans un groupe.
4. Noue, entretient et conclut des contacts sociaux mais pas toujours de manière adéquate.
3. Initie et répond aux contacts mais d'une manière limitée ou sur un mode élémentaire.
2. Répond aux contacts d'autrui lorsqu'il est sollicité mais ne les poursuit pas, ou pas toujours de manière adéquate.
1. N'entre pas en relation avec autrui ou le fait toujours de manière inadéquate.

A.6 Recours à une aide.

En fonction d'une situation nécessitant une aide, fait appel à un tiers.

5. Recourt spontanément à l'aide nécessaire en toute situation
4. Recourt à l'aide nécessaire, uniquement dans les situations connues, habituelles.
3. Recourt rarement à une aide en cas de nécessité, même dans des situations connues, habituelles.
2. Entrepren des démarches inadéquates pour obtenir de l'aide. (Ex : Demande de l'aide alors qu'elle n'est pas nécessaire).
1. Ne recourt jamais à une aide.

A.7 Participation à un ensemble d'activités collectives.

Présent, participe activement ou passivement à l'activité collective.

5. Participe activement et avec intérêt sans aide.
4. Participe activement moyennant l'intervention ponctuelle d'un tiers.
3. Ne participe pas mais accepte d'être présent sans perturber l'activité et sans l'aide d'un tiers.
2. Est présent ou participe à une activité moyennant l'intervention constante d'un tiers mais sans perturbation constante.
1. Perturbe l'activité collective.

A.8 Adaptabilité au changement.

S'adapte, fait preuve d'une tolérance psychologique aux changements du cadre de vie (lieux, personnes, activités, ...) sans présenter des comportements extravagants, hors mesure.

5. S'adapte bien à tout changement.
4. S'adapte sans trop de difficultés à un changement.
3. S'adapte avec aide et soutien préparés et progressifs à un changement.
2. S'adapte très difficilement au moindre changement malgré une aide et un soutien.
1. Ne s'adapte à aucun changement malgré une aide et un soutien.

B. Aspects psychologiques.**B.1 Reconnaissance et gestion de ses capacités et de ses limites.**

5. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites de manière autonome.
4. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites moyennant une aide occasionnelle d'un tiers.
3. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites moyennant une aide soutenue d'un tiers.
2. Est confus ou adopte des comportements ambivalents par ses capacités et ses limites.
1. Pas de reconnaissance ni de gestion de ses capacités et ses limites même avec l'aide d'un tiers.

B. 2 Reconnaissance de l'autre. (Son corps, son être, ses biens)

Rapport à soi et aux autres.

5. Tient compte de l'autre et le respecte : il interagit de manière positive et constante.
4. Agit en tenant compte de l'autre de manière inconstante. Il interagit de manière inconstante mais e de manière positive.
3. Reconnaît peu ou pas l'autre. Est passif et a peu d'interactions mais celles-ci sont positives
2. Reconnaît l'autre mais Nn crée pas d'interaction ou adopte un comportement d'évitement. L'interaction peut être négative
1. Ne reconnaît pas l'autre, ne le considère que comme un simple prolongement. L'aspect fusionnel prédomine.

B.3 Expression des émotions.

Reconnaît ses émotions (peur, colère, joie, tristesse) et les exprime

5. Exprime de manière adéquate ses émotions.
4. Exprime ses émotions mais se laisse envahir à certains moments.
3. Manifeste une inadéquation entre l'émotion vécue et son expression
2. N'exprime pas ou peu, ou refuse d'exprimer ses émotions.
1. Se laisse envahir par ses émotions sans en être conscient (labilité émotionnelle).

B.4 Gestion des pulsions.

Contrôle ses pulsions (agressivité, violence, pulsions sexuelles, ...) Passage à l'acte.

5. Est habituellement capable de contrôler ses pulsions.
4. Réagit impulsivement de manière verbale ou symbolique, puis est capable de prendre distance.
3. Manifeste occasionnellement un des états décrits aux points 2 et 1.
2. Manifeste régulièrement et de manière intense un état de crise (colère, agitation, stéréotypies, angoisse,...).
1. Manifeste régulièrement et de manière intense un comportement destructif, de l'agressivité ou de la violence vis-à-vis de lui-même, des autres et/ou de son environnement.

C. Habilités cognitives et intellectuelles.**C.1 Compréhension.**

Comprend un message non écrit.

5. Comprend immédiatement tout message, même complexe.
4. Comprend un message complexe (par exemple : plusieurs consignes ou message abstrait) moyennant certaines explications.
3. Comprend un message simple.
2. Comprend un message simple moyennant des explications ou des moyens dérivés (outils).
1. Ne manifeste aucune compréhension d'un message simple (par exemple : une seule consigne).

C.2 Expression.

Transmet un message non écrit cohérent.

5. Transmet correctement un message complexe de manière verbale : construction logique des phrases, messages immédiatement compréhensibles (éventuellement abstraits).
4. Transmet un message complexe (par exemple : plusieurs consignes ou message abstrait) avec un support technique ou l'aide d'un tiers.
3. Transmet un message simple éventuellement avec un support technique ou l'aide d'un tiers.
2. Transmet un message simple mais avec peu ou pas de cohérence, ou uniquement quelques mots.
1. Ne transmet pas de message identifiable, décodable par l'interlocuteur.

C.3 Lecture.

Utilise la lecture dans des situations de vie courante.

5. Lit couramment et comprend le sens du texte.
4. Déchiffre un texte et comprend le sens moyennant une aide technique (braille,...) ou une aide ponctuelle.
3. Déchiffre un texte mais n'en comprend pas entièrement le sens, malgré une aide éventuelle.
2. Décode quelques mots, pictogrammes ou symboles, et les comprend.
1. Ne décode aucun mot, ni pictogramme, ni symbole.

C.4 Ecriture.

Utilise l'écriture dans des situations de vie courante.

5. Rédige normalement.
4. Rédige normalement avec un support technique ou avec l'aide d'un tiers.
3. Rédige des phrases simples.
2. Ecrit son nom et quelques mots clés.
1. N'écrit pas ou ne peut que signer

C.5 Calcul.

Maîtrise des opérations arithmétiques fondamentales, sans calculatrice.

5. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques sans difficultés.
4. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques avec difficulté.
3. Effectue des calculs simples (additions et soustractions) sans difficultés.
2. Effectue des calculs simples (additions et soustractions) avec difficultés.
1. N'a pas la notion de nombre.

C.6 Mémorisation.

Retient une information, un événement.

5. Restitue les événements passés et retient sans difficulté tout message, même complexe.
4. Restitue une majorité d'événements passés ou récents moyennant un support technique ou l'aide d'un tiers.
3. Restitue une faible partie d'événements passés ou récents
2. Restitue le temps de son utilisation immédiate une information récente.
1. Ne restitue ni des événements ni les messages passés ou récents . Oublie tout, tout le temps

C.7 Concentration.

Maintient son attention sur des activités diverses, en tenant compte de la motivation et du plaisir.

5. Maintient son attention sur une activité au moins 1 heure.
4. Maintient son attention sur une activité au moins 30 minutes.
3. Maintient son attention sur une activité au moins 15 minutes.
2. Maintient son attention sur une activité au moins 5 minutes.
1. Est constamment inattentif.

C.8 Apprentissage.

Capacité à apprendre.

5. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes même complexes. Applique aisément une explication donnée une fois. Analyse, anticipe et résout une difficulté pas trop importante.
4. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes, retient les explications données clairement une fois. Résout seul les difficultés simples déjà rencontrées et évite qu'elles ne se reproduisent.
3. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes, retient les explications données plusieurs fois. Après avoir rencontré plusieurs fois la même difficulté et reçu une aide extérieure, finit par la résoudre seul.
2. Retient la marche à suivre uniquement pour un nombre réduit d'activités.
1. Oublie d'un jour à l'autre ce qu'on lui apprend, a besoin de nouvelles explications chaque jour.

C.9 Utilisation des acquis et des expériences.

Tire profit des acquis et expériences.

5. Adapte spontanément son comportement en fonction des acquis et des expériences vécues et en fait un usage adéquat.
4. Adapte son comportement en fonction d'expériences souvent répétées et fait usage partiel de ses acquis.
3. Adapte son comportement et utilise ses acquis et ses expériences si un tiers lui rappelle les expériences passées et/ou apporte des explications complémentaires.
2. Adapte très faiblement même avec l'aide d'un tiers son comportement en fonction des acquis et des expériences vécues.
1. Ne tire aucun profit des acquis et des expériences vécues.

D. Habilités motrices et psychomotrices.**D.1 Mobilité.**

Se déplace, se maintient et change de positions.

5. Se déplace debout et change de position sans aide technique ni intervention d'un tiers dans toutes les situations.

4. Se déplace debout et change de position, éventuellement avec une aide technique, sans intervention d'un tiers, lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
3. Se déplace et change de position avec une aide technique, sans intervention d'un tiers lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
2. Se déplace et change de position avec l'intervention d'un tiers, et/ou d'une aide technique éventuelle, lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
1. Ne maintient que la position couchée, ou se déplace et change de position avec l'intervention impérative d'un tiers et d'une aide technique lui permettant de satisfaire la majorité de ses besoins quotidiens.

D.2 Dextérité.

Adresse et habilité manuelle efficace dans la vie quotidienne.

5. Manipule, tient et lâche sans difficulté, y compris de petits objets, à une ou deux mains et sans aide technique.
4. Manipule, tient et lâche la plupart des objets, à une ou deux mains sans aide technique.
3. Prend, tient et lâche avec une aide technique importante ou l'aide d'un tiers.
2. Tient certains objets avec l'intervention impérative d'un tiers et éventuellement l'aide d'une aide technique, mais ne peut les manipuler.
1. N'accède à aucune préhension ni manipulation.

E. Vie quotidienne.

E.1 Orientation dans l'espace (retrouver ou trouver son chemin)

S'oriente et/ou se déplace seul en milieu connu et inconnu.

5. S'oriente correctement dans tous les milieux.
4. S'oriente dans tous les milieux connus avec aide matérielle et/ou intervention préalable d'un tiers (explication, montrer un plan,...).
3. S'oriente uniquement en milieux connus
2. S'oriente difficilement en milieux connus, même avec une aide matérielle et/ou préalable d'un tiers.
1. Ne s'oriente pas dans l'espace.

E.2 Habillage, déshabillage.

S'habille, se déshabille avec ou sans aide technique.

5. S'habille correctement seul, dans un ordre logique et sait se chausser.
4. S'habille seul mais nécessite à certaines étapes l'intervention d'un tiers (boutonner, fermer ou ouvrir une tirette, boucler, nouer, ...).
3. Enfile chaque vêtement sous la supervision permanente d'un tiers.
2. Participe à son habillage en tendant bras et jambes.
1. Ne s'habille ni ne se chausse.

E.3 Hygiène corporelle (y compris propreté sphinctérienne)

Assure les soins corporels et son hygiène intime.

5. Accomplit sa toilette complète (lavabo, douche, bain) sans aide.
4. Accomplit sa toilette complète mais nécessite une supervision et des conseils (hygiène intime).
3. Assure son hygiène corporelle élémentaire, mais a besoin de l'aide d'un tiers (contrôle, directives, adéquation des ustensiles, et produits) ou d'une aide technique.
2. Participe à sa toilette avec l'aide d'un tiers ou d'une aide technique.
1. Est entièrement dépendant d'autrui pour son hygiène personnelle.

E.4 Médication.

Gère et prend un traitement médicamenteux régulier ou occasionnel.

5. Utilise correctement des produits pharmaceutiques de base. Comprend et suit un traitement médicamenteux en quantité et dans le temps.
4. Comprend et suit un traitement médicamenteux, sous la supervision d'un tiers quant à la quantité et au temps (p.ex. : semainier).
3. Sait qu'il suit un traitement médicamenteux, le rappelle mais ne le prend pas à son initiative.
2. Est totalement dépendant d'un tiers pour sa médication (car oublie ou ne fait pas le bon choix).
1. Est totalement dépendant d'un tiers pour sa médication et présente des difficultés pour l'ingérer.

E.5 Gestion de la santé physique et mentale

Adopte des comportements préventifs, reconnaît, manifeste et situe une souffrance, et prend une médication.

5. Gère adéquatement sa santé
4. Nécessite la supervision occasionnelle d'un tiers pour gérer sa santé
3. Nécessite fréquemment des rappels ou de l'aide.
2. Est totalement dépendant d'un tiers pour gérer sa santé
1. Multiplie les comportements à risque ou refuse soins et médication.

E.6 Autonomie fonctionnelle à table.

Se sert, coupe ses aliments, s'alimente (aliments solides et/ou liquides) et respecte l'hygiène de base (sans tenir compte des aspects relationnels et comportementaux.)

5. Est entièrement autonome à table.
4. Nécessite une aide occasionnelle (à certains repas et pas à d'autres) d'un tiers.
3. Nécessite une aide technique et/ou l'intervention d'un tiers à une des étapes et ce, à tous les repas.
2. Nécessite une aide technique et/ou l'intervention d'un tiers à la plupart des étapes.
1. Nécessite l'intervention permanente d'un tiers pour toutes les étapes du repas.

E.7 Utilisation ou occupation du temps libre.

S'organise et s'occupe en dehors des activités organisées.

5. Organise ses temps libres et s'occupe seul.
4. Organise ses temps libres et s'occupe seul moyennant une présence occasionnelle
3. Organise et/ou occupe ses temps libres moyennant la présence permanente d'un tiers..
2. S'occupe seul pendant une période limitée moyennant des consignes précises et la présence d'un tiers (présence proche).
1. Ne peut à aucun moment être laissé à lui-même car interfère de manière négative avec les autres ou se met en situation de danger.

E.8 Niveau d'initiative au quotidien.

Prend une initiative et la concrétise.

5. Prend et concrétise des initiatives adéquates en toutes circonstances.
4. Prend et concrétise des initiatives adéquates dans certaines circonstances particulières.
3. Prend et concrétise des initiatives limitées avec l'aide d'un tiers mais pas toujours adéquates aux circonstances.
2. Prend rarement des initiatives ou aucunes ou ne peut les concrétiser.
1. Prend trop d'initiatives inadéquates sans tenir compte de l'environnement et des conséquences.
Prend fréquemment ou toujours des initiatives inadéquates

E.9 Gestion de l'argent.

Comprend la notion de l'argent et l'utilise.

5. Gère de manière autonome son budget.
4. Gère moyennant l'aide d'un tiers son budget hebdomadaire.
3. Gère moyennant l'aide d'un tiers son budget quotidien (la notion de valeur est présente).
2. Manipule l'argent sans avoir une notion précise de sa valeur (a cependant conscience qu'il faut de l'argent pour faire une transaction).
1. N'a pas la notion de l'argent.

E.10 Situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention entraîne un risque

Situations particulières à risque de jour et/ou de nuit nécessitant l'intervention d'un tiers (épilepsie, difficulté respiratoire, sondage, gavage, énurésie ou besoin d'aide pour aller aux toilettes, encoprésie, prothèse auditive ...).

5. Ne nécessite aucune intervention.
4. Nécessite une intervention ponctuelle et/ou la demande.
3. Nécessite une intervention ponctuelle et récurrente.
2. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.
1. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.

E.11 Situation particulière à caractère comportemental pour laquelle l'absence d'intervention entraîne un risque

Situations particulières à risque de jour et/ou de nuit nécessitant l'intervention d'un tiers (angoisse, automutilation, passage à l'acte violent et dangereux, ...).

5. Ne nécessite aucune intervention.
4. Nécessite une intervention ponctuelle et/ou la demande.
3. Nécessite une intervention ponctuelle et récurrente.
2. Nécessite des interventions répétées le jour ou la nuit.
1. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Barbara TRACHTE

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Rudi VERVOORT

Annexe 4 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

MODELE DE CONVENTION PRIORITAIRE

Convention relative à l'octroi d'une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire d'une personne en situation de handicap

Entre

La Commission communautaire française
Rue des Palais 42 à 1030 Bruxelles
représentée par
ci-après dénommée la Commission,

et l'ASBL " " pour le logement collectif adapté " "
sis à Bruxelles,

représenté par :

ci-après dénommé le logement;

Vu le chapitre V de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La Commission accorde au centre à partir du; jusqu'au 31 décembre, une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire de la personne en situation de handicap dont les coordonnées suivent :

Nom :

Adresse : à Bruxelles N° SH :

Elle prend automatiquement fin au départ de la personne en situation de handicap.

Art. 2

Les dispositions des articles 73 à 76 et de la section 3 du chapitre 4 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne en situation de handicap s'appliquent au logement.

Art. 3

Les dispositions des articles 12 à 32 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée s'appliquent au logement.

Art. 4

La subvention s'élève à ... euro sur une base annuelle pour une fréquentation à temps plein. Le financement est réduit de dixième en fonction du nombre de demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

Elle est allouée dans le cadre de l'article budgétaire..... du budget du Service PHARE pour l'année 20...

Art. 5

La subvention visée à l'article 4 est liquidée par avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée.

Art. 6

Elle est justifiée par des dépenses relatives aux frais généraux, aux frais liés à la personne en situation de handicap et aux frais de personnel se rapportant à la prise en charge prioritaire de la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Art. 7

Un dossier justificatif relatif à ces dépenses doit parvenir à l'administration au plus tard le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est accordée. Il intègre la déduction des contributions financières perçues auprès de la personne en situation de handicap visée à l'article 1^{er}.

Ce dossier justificatif comprend :

1. le compte de résultats accompagné du rapport du réviseur ;
2. le grand livre des charges et produits ;
3. le(s) compte(s) individuel(s) des travailleurs affectés à cette prise en charge prioritaire.

Art. 8

Les dépenses admises au titre des frais généraux et des frais liés à la personne en situation de handicap sont visées à l'annexe 1 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Les dépenses admises au titre des frais de personnel sont visées à l'article 103 de l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Art. 9

Si le contrôle du dossier justificatif laisse apparaître un montant justifié inférieur à la subvention octroyée, la différence sera récupérée selon les modalités définies par la Commission.

Fait à Bruxelles, le ...

Pour la commission communautaire française,
Pour le centre,
(signatures)

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1418 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux logements collectifs adaptés mettant en œuvre la section 2 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/002732]

8 FEBRUARI 2024. — Besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 16, 17, 63, 66, 67, 70, 71, 72, 74, 75, 92, 95, 112 en 119;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen;

Gelet op besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, artikelen 78 tot 80;

Gelet op besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen;

Gelet op besluit 2011/149 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 juli 2011 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen;

Gelet op besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit zoals bedoeld in de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 20 juni 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 20 juni 2023;

Gelet op het advies van de afdeling voor personen met een handicap van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg, gegeven ter zitting van 6 september 2023;

Gelet op het advies van het ministerieel comité voor intra-Frans overleg inzake gezondheids- en welzijnzorg, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen bij de Raad van State, op 13 december 2023 ingediend met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 3 juli 2023;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 7 juli 2023;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 62, 66 en 67;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — ALGEMENE BEPALINGEN EN DEFINITIES

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 daarvan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° het decreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;
- 2° het Collegelid: het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het gehandicaptenbeleid;
- 3° de vzw: de vereniging zonder winstoogmerk, gedefinieerd in artikel 2, 13° van het decreet;
- 4° de woonomgeving: de aangepaste collectieve woonomgeving waarvan sprake is in de artikelen 62, 2°, 66 en 67 van het decreet;
- 5° het multidisciplinair team: het team bedoeld in artikel 12, eerste lid van het decreet;
- 6° het NM-besluit: het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;
- 7° het Tandemplan: het systeem voor de planning van het loopbaaneinde ingevoerd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009, gesloten in paritair subcomité 319.02;
- 8° de erkende basiscapaciteit: de maximale subsidiecapaciteit;
- 9° de maximale capaciteit: de capaciteit, vastgesteld op basis van de normen betreffende de infrastructuur zoals gedefinieerd in afdeling 2 van hoofdstuk 3 en onder de voorwaarden van het verslag, bedoeld in artikel 4, 13° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen zoals bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, hetzij het aantal personen dat gelijktijdig in één infrastructuur mag worden gehuisvest;
- 10° de gehuisveste persoon met een handicap: de persoon met een handicap die in een woonomgeving wordt gehuisvest op grond van de gunstige beslissing tot ondersteuning van het multidisciplinair team en met inachtneming van de modaliteiten die in deze beslissing worden vermeld;
- 11° het kind: de persoon van 0 tot en met 18 jaar;
- 12° de jongere: de persoon van 16 tot en met 25 jaar;
- 13° de volwassene: de persoon van 18 jaar en ouder;
- 14° VTE: voltijdsequivalent zoals bepaald in artikel 44 van dit besluit;
- 15° het decreet van 29 oktober 2010: het decreet van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen;

- 16° besluit 2011/149 van 14 juli 2011: besluit 2011/149 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 juli 2011 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsoverblijfsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

HOOFDSTUK 2 — OPDRACHTEN VAN DE AANGEPASTE COLLECTIEVE WOONOMGEVINGEN

Afdeling 1 — ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 3. Een woonomgeving wordt in overeenstemming met de bepalingen van artikel 66 van het decreet gevormd om de in artikel 67 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen en biedt het hele jaar door opvang aan de personen met een handicap die er gehuisvest zijn.

Afdeling 2 — SPECIFIEKE OPDRACHTEN

Art. 4. § 1. Een vzw kan vragen om voor korte periodes een aantal plaatsen voor personen met een handicap te reserveren boven de erkende basiscapaciteit, maar zonder de maximale capaciteit te overschrijden.

§ 2. Binnen haar erkende basiscapaciteit kan een woonomgeving de opvang van personen met een handicap voor korte periodes organiseren.

§ 3. Een persoon met een handicap die voor korte periodes wordt gehuisvest, kan hier voor een maximumduur van 90 nachten per kalenderjaar gebruik van maken, in een of meer periodes.

Overeenkomstig artikel 3, 3° van het decreet is de huisvesting voor korte periodes erop gericht de zelfstandigheid van de opgevangen persoon te ontwikkelen. Bijkomend heeft ze als doel de mantelzorgers van de persoon met een handicap een adempauze te geven.

Art. 5. Binnen de erkende basiscapaciteit kan een vzw vragen een deel van de capaciteit te reserveren voor personen met een handicap die nood hebben aan een crisisverblijf. Het crisisverblijf is noodzakelijk wegens een verslechtering van een primaire of secundaire deficiëntie van een persoon met een handicap, die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de psychosociale of gezondheidstoestand van die persoon. De verblijfsperiode vangt onmiddellijk aan en duurt niet langer dan 120 dagen per jaar.

HOOFDSTUK 3 — ERKENNINGSNORMEN

Afdeling 1 — KWALITEITSNORMEN

Art. 6. De woonomgeving onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door overheidsinstanties worden georganiseerd en bezorgt deze instanties alle documenten die nodig zijn voor de uitvoering van hun opdrachten.

Art. 7. Met inachtneming van de bepalingen van artikel 74 van het decreet vermeldt ieder document dat uitgaat van de woonomgeving, de naam van de woonomgeving, de naam van de vzw als die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de bedrijfszetel, het adres van de maatschappelijke zetel als dat verschillend is, de verleende erkenning en de datum van opstelling van het document.

Art. 8. De woonomgeving verleent de personen met een handicap en de wettelijke vertegenwoordigers inzage in de documenten die voor hen bestemd zijn. Dat zijn ten minste het collectieve project, het huishoudelijk reglement, de gepersonaliseerde overeenkomst en het individuele project.

Art. 9. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de woonomgeving de volgende verzekeringen af:

- 1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder haar verantwoordelijkheid worden verricht, inclusief externe evenementen, en voor de vrijwilligers die voor haar werken;
- 2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;
- 3° brand en diefstal voor het gebouw en de inboedel.

Art. 10. De woonomgeving werkt mee aan de in artikel 103 van het decreet bedoelde externe wetenschappelijke beoordeling met betrekking tot de toepassing van de principes van het decreet.

Art. 11. Met inachtneming van het collectieve project staat een woonomgeving minimaal in voor:

1. de verstrekking van een maaltijd 's ochtends en 's avonds;
2. de verstrekking van een middagmaal als de gehuisveste persoon met een handicap overdag aanwezig is;
3. de verstrekking en het onderhoud van huishoudlinnen, beddengoed en badlinnen;
4. de levering van het minimummeubilair waarvan sprake is in de artikelen 27 en 28, behalve als de persoon met een handicap zijn eigen meubels wenst mee te brengen.

Afdeling 2 — NORMEN MET BETREKKING TOT DE INFRASTRUCTUUR

Art. 12. De woonomgeving bevindt zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 13. De woonomgeving beschikt over lokalen die het mogelijk maken:

- 1° op haar bedrijfszetel de opdrachten uit te voeren die in artikelen 66 en 67 van het decreet worden omschreven;
- 2° een vertrouwelijk persoonlijk gesprek te voeren met een gehuisveste persoon met een handicap.

Art. 14. De woonomgeving garandeert de toegankelijkheid van de gebouwen, rekening houdend met de specifieke kenmerken van het opgevangen publiek.

Art. 15. De maximumcapaciteit van de woonomgeving mag niet worden overschreden. Ze kan verschillen van de erkende basiscapaciteit.

Art. 16. De woonomgeving neemt de nodige maatregelen om brand te voorkomen en te bestrijden, alsook om de aanwezigen te kunnen evacueren in een noodsituatie.

Art. 17. De gebouwen van de woonomgeving worden geregeld onderhouden en alle vochtigheid of waterinsijpeling wordt bestreden.

Art. 18. De temperatuur moet altijd ten minste 19° bedragen in de verblijfs- en activiteitenruimtes en ten minste 16° in de kamers. Afhankelijk van de behoeften van de personen met een handicap moeten die temperaturen worden verhoogd.

Art. 19. Alle ruimtes worden verlucht.

Art. 20. Alle ruimtes worden verlicht. Er is natuurlijk daglicht in de kamers en ten minste ook in de verblijfs- en activiteitenruimtes in overeenstemming met de minimumoppervlaktes die in artikel 29 worden vermeld.

Art. 21. In de doorloopruimtes is nachtverlichting beschikbaar.

Art. 22. De uitrusting van de woonomgeving is aangepast aan de behoeften van personen met een handicap. De leefruimte is aangepast aan de specifieke beperkingen die eigen zijn aan de handicap.

Art. 23. De sanitaire voorzieningen in de woonomgeving zijn vlot toegankelijk.

Art. 24. § 1. Naast de voorzieningen voor het personeel is de woonomgeving ten minste uitgerust met:

- a) een bad of douche met warm en koud water per vijf personen met een handicap die niet over een bad of douche in hun kamer beschikken, met een kleedruimte die de privacy garandeert;
- b) een wc per vijf personen met een handicap;
- c) een wastafel per vier personen met een handicap die niet over een wastafel in hun kamer beschikken.

Voor de bezoekers zijn er afzonderlijke toiletten.

§ 2. Voor woonomgevingen die een eerste erkenning hebben aangevraagd en waarvoor op de ingangsdatum van dit besluit nog geen principeakkoord is gesloten op grond van het decreet van 29 oktober 2010 en het uitvoeringsbesluit van 14 juli 2011, zijn het aantal plaatsen en de samenstelling van de kamers als volgt verdeeld:

- a) In woonomgevingen waar jongeren en volwassenen verblijven, biedt ten minste 1/3 van de erkende plaatsen een afzonderlijke kamer, een douche en een wc.
- b) In woonomgevingen waar kinderen verblijven, biedt 1/5 van de erkende plaatsen een afzonderlijke kamer.

Art. 25. Als de woonomgeving uitgerust is met een washok of linnenkamer, wordt deze ruimte zo ingericht dat de geur en dampen geen hinder veroorzaken en dat de aan- en afvoerleidingen worden gerespecteerd. Deze ruimte mag niet verbonden zijn met verpleeglokalen of keukens.

Art. 26. § 1. De kamers in een woonomgeving zijn uitgerust met ramen die naar buiten uitgeven. In een gemeenschappelijke kamer mogen niet meer dan 4 kinderen of 2 volwassenen verblijven. De minimale oppervlakte van de gemeenschappelijke kamers bedraagt 6 m² per persoon. De minimale oppervlakte van een individuele kamer bedraagt 8 m².

§ 2. In woonomgevingen die een eerste erkenning hebben aangevraagd en waarvoor op de ingangsdatum van dit besluit nog geen principeakkoord is gesloten op grond van het decreet van 29 oktober 2010 en het uitvoeringsbesluit van 14 juli 2011, hebben de gemeenschappelijke kamers een minimale oppervlakte van 11 m² per persoon. De minimale oppervlakte van een individuele kamer bedraagt 15 m².

In een gemeenschappelijke kamer mogen maximaal 2 personen met een handicap verblijven.

Art. 27. § 1. Elke persoon beschikt ten minste over een bed, een matras en een kast. Afhankelijk van zijn geïndividualiseerde project beschikt elke persoon al dan niet over een nachtkastje.

§ 2. Afhankelijk van zijn geïndividualiseerde project en de mogelijkheden van de woonomgeving kan elke alleenstaande volwassen persoon die dat wenst, over een tweepersoonsbed van ten minste 140 centimeter beschikken.

§ 3. Voor woonomgevingen die een eerste erkenning hebben aangevraagd en waarvoor op de ingangsdatum van dit besluit nog geen principeakkoord is gesloten op grond van het decreet van 29 oktober 2010 en het uitvoeringsbesluit van 14 juli 2011, mogen de kamers niet worden uitgerust met stapelbedden.

Art. 28. Elk koppel heeft een tweepersoonsbed van ten minste 140 centimeter of twee aparte bedden, twee nachtkastjes en een kleerkast.

Art. 29. § 1. De oppervlakte van de verblijfsruimtes (keuken als die toegankelijk is voor personen met een handicap, salon en eetkamer) en activiteitenruimtes die toegankelijk zijn voor personen met een handicap, mag niet minder dan 4 m² per persoon met een handicap bedragen.

§ 2. Voor woonomgevingen die een eerste erkenning hebben aangevraagd en waarvoor op de ingangsdatum van dit besluit nog geen principeakkoord is gesloten op grond van het decreet van 29 oktober 2010 en het uitvoeringsbesluit van 14 juli 2011, mag de oppervlakte van de verblijfs- en activiteitenruimtes die toegankelijk zijn voor personen met een handicap, niet minder dan 8 m² bedragen per persoon met een handicap.

Art. 30. Als een dagactiviteitencentrum en een woonomgeving in dezelfde infrastructuur zijn ondergebracht, kunnen de eventuele ruimtes bestemd voor beheer, sociale dienst, psychologische raadpleging, verpleging en revalidatie gemeenschappelijk zijn.

Art. 31. Een woonomgeving kan uit meerdere eenheden bestaan, maar in elke eenheid moeten ten minste 5 personen met een handicap verblijven.

Art. 32. In het kader van de procedure voor de erkenning, de hernieuwing van de erkenning of de wijziging van de erkenning en met inachtneming van de bepalingen van besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, kan het College, op gemotiveerd verzoek van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer dat bij het dossier voor de erkenning, de hernieuwing van de erkenning of de wijziging van de erkenning wordt gevoegd, na instemming van de afdeling 'Personen met een handicap' van de Adviesraad, afwijkingen toestaan op de architecturale normen die door dit besluit worden opgelegd.

Afdeling 3 — NORMEN MET BETREKKING TOT DE ORGANISATIE

Onderafdeling 1 — COLLECTIEF PROJECT

Art. 33. De woonomgeving stelt een collectief project op. Dat project vermeldt ten minste:

- 1° de waarden waarop de opdrachten van de woonomgeving berusten;
- 2° haar opdrachten en haar doelpubliek;
- 3° haar dienstenaanbod;
- 4° de beschrijving van de woonomgeving en haar werkingsregels;
- 5° de methoden voor de werkorganisatie, gericht op het streven om het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;
- 6° de participatiemodaliteiten voor personen met een handicap, zoals bedoeld in artikel 71, eerste lid, 3° van het decreet;
- 7° de modaliteiten voor deelname aan communautaire acties, zoals bedoeld in artikel 71, eerste lid, 4° van het decreet;
- 8° de modaliteiten voor de toepassing van een netwerkgerichte aanpak, zoals bedoeld in artikel 71, eerste lid, 5° van het decreet;
- 9° de modaliteiten om het geïndividualiseerde project van personen met een handicap te beoordelen, met inbegrip van hun participatie.

Waar nodig wordt in het collectieve project het onderscheid gemaakt tussen specifieke bepalingen met betrekking tot kort verblijf, crisisopvang en dagopvang.

Dit document wordt ten minste om de 5 jaar opgesteld en herzien in samenspraak met de personeelsleden.

Onderafdeling 2 — WERKING

Art. 34. De weekends en feestdagen buiten beschouwing gelaten, staat de woonomgeving ten minste op werkdagen gedurende minimaal 16 uur in voor deze opvang. Het in artikel 33 bedoelde collectieve project kan in sluitingsperiodes voorzien, op voorwaarde dat de woonomgeving een andere verblijfsoplossing biedt aan personen met een handicap die daarom vragen.

Art. 35. Een woonomgeving staat in voor de dagopvang van personen met een handicap van wie de gebruikelijke dagactiviteit niet wordt georganiseerd of wanneer de betrokkene er tijdelijk of definitief niet naartoe kan gaan.

Art. 36. Het in artikel 33 bedoelde collectieve project kan in sluitingsperiodes voorzien, op voorwaarde dat de woonomgeving een andere verblijfsoplossing biedt aan personen met een handicap die daarom vragen.

Art. 37. De woonomgeving beschikt over:

- 1° een e-mailadres, een antwoordapparaat en eventuele aangepaste communicatiemiddelen die personen de mogelijkheid bieden om buiten de openingsuren van de woonomgeving een bericht achter te laten;
- 2° een regelmatig geactualiseerde website waar alle informatie over de woonomgeving te vinden is en die toegankelijk is voor de doelgroep.

Afdeling 4 — NORMEN MET BETREKKING TOT HET PERSONEEL

Onderafdeling 1 — ALGEMENE NORMEN

Art. 38. De personeelsleden van de woonomgeving stemmen overeen met de functies en voldoen aan de diploma-eisen, vastgesteld in bijlage III van het NM-besluit.

Het multidisciplinaire karakter van het begeleidingspersoneel wordt verzekerd.

Art. 39. Elke bezoldigde functie binnen de woonomgeving is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 40. Bij de eerste aanwerving van een lid van het begeleidingspersoneel, dat het in artikelen 42 en 4440 bedoelde personeel omvat, controleert de woonomgeving het door het personeelslid verstrekte uittreksel uit het strafregister. De datum van afgifte van dit document mag niet meer dan drie maanden voorafgaan aan de datum van indiensttreding. De woonomgeving beoordeelt of het personeelslid de beoogde functie mag uitoefenen, rekening houdend met de specifieke kenmerken van de gehuisveste personen met een handicap.

Art. 41. De woonomgeving houdt een persoonlijk dossier bij dat voor elk personeelslid toegankelijk is.

Dat dossier bevat ten minste:

- 1° de arbeidsovereenkomst tussen de woonomgeving en de werknemer en de latere wijzigingen ervan;
- 2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;
- 3° de attesten die de anciënniteit aantonen;
- 4° de opleidingen die de werknemer sinds zijn aanwerving heeft gevolgd;
- 5° elk document met betrekking tot de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheidsinstantie.

Art. 42. Vrijwilligers verrichten hun werkzaamheden ter ondersteuning van het personeel van de woonomgeving.

Een overeenkomst voor vrijwilligerswerk regelt hun betrekkingen met de woonomgeving met inachtneming van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De woonomgeving bewaart een kopie van deze individuele overeenkomsten.

Art. 43. De woonomgeving staat in voor de bijscholing van het personeel en de vrijwilligers voor de uitvoering van de in hoofdstuk II bepaalde opdrachten.

Onderafdeling 2 — SPECIFIEKE NORMEN

Onderafdeling 2.1 — ALGEMEEN

Art. 44. § 1. De begeleidingsnormen van de woonomgeving worden berekend op basis van een voltijdsequivalent waarvan de wekelijkse arbeidstijd is vastgesteld op 37 uur.

In afwijking daarvan is de wekelijkse arbeidstijd van de artsen die vóór 1 januari 2003 met een arbeidsovereenkomst werden aangeworven, vastgesteld op 24 uur.

§ 2. Op ieder ogenblik van het jaar kan worden gecontroleerd of aan de begeleidingsnormen is voldaan.

Bij die controle wordt geen rekening gehouden met de arbeidstijdvermindering die individueel aan personeelsleden van woonomgevingen wordt toegestaan op grond van de bepalingen van titel IV van het NM-besluit van het College van 18 oktober 2001.

§ 3. De personeelsleden worden ingedeeld in de volgende vijf categorieën:

1. het psychosociaal, paramedisch en educatief team;
2. het technisch personeel;
3. het medisch personeel;
4. het directiepersoneel;
5. het administratief en boekhoudpersoneel.

§ 4. Op grond van de bepaling in artikel 9, § 2, 2° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 stemt de erkende basiscapaciteit die in aanmerking wordt genomen om de begeleidingsnormen te bepalen, overeen met de erkende basiscapaciteit waarvan sprake is aan het einde van de planning die is opgenomen in het door het College goedgekeurde erkenningsbesluit.

Onderafdeling 2.2 — PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM
VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 45. De begeleidingsnormen voor het psychosociaal, paramedisch en educatief team houden rekening met:

1. de erkende basiscapaciteit;
2. de specifieke begeleidingsbehoeften van elke persoon met een handicap. Die behoeften worden door het multidisciplinair team in samenwerking en overleg met de woonomgeving bepaald door middel van het evaluatieschema in bijlage 3. Dit geldt niet voor de personen die worden opgevangen voor korte periodes, voor crisisverblijf, bij maximumcapaciteit of in het kader van een voorrangsovereenkomst.

Voor elke persoon met een handicap is er een individuele begeleidingsnorm. Deze individuele normen worden samengevoegd om de begeleidingsnorm van de woonomgeving te bepalen.

Art. 46. De begeleidingsnormen voor het personeel van het psychosociaal, paramedisch en educatief team omvatten, voor de in artikel 3 beschreven algemene opdrachten van de woonomgeving:

a) de individuele basisnorm (IBN)

De individuele basisnorm garandeert de leefbare werking van de woonomgeving in het kader van haar opdrachten. Hij omvat een eventuele permanente overdag en onthaal overdag tijdens de vakanties. De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van de woonomgeving.

IBN per persoon met een handicap	In voltijdsequivalenten		
	Kinderen		Volwassenen
Aangepaste collectieve woonomgeving	Schoolgaand	Niet schoolgaand	0,28
	0,32	0,39	

b) De aanvullende individuele norm (AIN)

De aanvullende individuele norm wordt aan een woonomgeving toegekend voor volwassen personen met een handicap die niet de IVRN hebben en die minder dan 60 punten hebben op het eindtotaal van het evaluatieschema dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

Deze norm wordt bepaald in verhouding tot de aanwezigheid overdag.

Het gaat om personen met een handicap die gewoonlijk overdag aanwezig zijn omdat zij niet of niet voltijds naar een gesubsidieerd dagactiviteitencentrum of een onderneming voor aangepast werk gaan, of in een soortgelijke situatie verkeren.

Deze aanvullende individuele norm wordt aan een woonomgeving toegekend voor kinderen die niet worden opgevangen in een dagactiviteitencentrum, een dagcentrum voor schoolgaande kinderen of een revalidatiecentrum.

Hij wordt toegekend vanaf 1 januari, volgend op de beoordelingsdatum.

AIN per persoon met een handicap in VTE	AIN per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving	Aangepaste collectieve woonomgeving
Kind	Volwassene
0,07	0,1

c) De individuele vakantienorm (IVN)

De individuele vakantienorm wordt aan een woonomgeving toegekend op basis van de aanwezigheid van personen met een handicap tijdens weekends, vakanties en wettelijke feestdagen, berekend voor het vorige jaar.

Het aanwezigheidscijfer stemt overeen met de verhouding tussen de som van de werkelijke aanwezigheidsdagen van de personen met een handicap tijdens deze periodes en de erkende basiscapaciteit, vermenigvuldigd met 180 in een woonomgeving voor kinderen of met 138 in een woonomgeving voor volwassenen.

Afhankelijk van het verkregen resultaat geniet de woonomgeving de hierna aangegeven individuele vakantie-norm:

Bezettingsgraad van de woonomgeving tijdens weekends, vakanties en feestdagen	IVN per persoon met een handicap in VTE
20 tot 29,99%	0,053
30 tot 49,99%	0,08
50 tot 69,99%	0,109
70% en +	0,16

Voor de toepassing van dit lid duurt het weekend van vrijdag om 18 uur tot maandag om 7 uur en de feestdag van de vorige avond om 18 uur tot de volgende ochtend om 7 uur. Elke aanwezigheid van 24 opeenvolgende uren stemt overeen met een aanwezigheidsdag.

Een woonomgeving die het vorige jaar niet erkend was, krijgt een verhoging van haar normen met een percentage tussen 20% en 29,99%.

d) De complementaire individuele norm (CIN)

De complementaire individuele norm wordt alleen toegekend voor gehuisveste personen naar evenredigheid van de in de gepersonaliseerde overeenkomst vooropgestelde opvangfrequentie. Hij wordt bepaald op basis van de resultaten die elke persoon met een handicap behaalt voor het evaluatieschema in bijlage 3.

Als de persoon met een handicap meer dan 66 punten op 100 behaalt, wordt hij in categorie A ingedeeld en wordt hem geen complementaire individuele norm toegekend.

Als de persoon met een handicap 48 tot 66 punten behaalt, wordt hij in categorie B ingedeeld en is zijn complementaire individuele norm gelijk aan 30% van de maximale complementaire individuele norm, berekend op de som van zijn individuele basisnorm (IBN), zijn aanvullende individuele norm (AIN) en zijn individuele vakantiernorm (IVN). In afwijking daarvan stemt de complementaire individuele norm voor een persoon met een handicap die zich in een crisissituatie bevindt, overeen met die van een persoon met een handicap uit categorie C zoals gedefinieerd in bijlage 3 van dit besluit.

Als de persoon met een handicap minder dan 48 punten behaalt, wordt hij in categorie C ingedeeld en is zijn complementaire individuele norm gelijk aan 100% van de maximale complementaire individuele norm, berekend op de som van zijn individuele basisnorm (IBN), zijn aanvullende individuele norm (AIN) en zijn individuele vakantiernorm (IVN).

In afwijking daarvan stemt de complementaire individuele norm voor een persoon met een handicap die zich in een crisissituatie bevindt, overeen met die van een persoon met een handicap uit categorie C zoals gedefinieerd in bijlage 3 van dit besluit.

Maximale CIN per persoon met een handicap	In voltijdsequivalenten	
	Kinderen	Volwassenen
Aangepaste collectieve woonomgeving	0,50 x (IBN + AIN + IVN)	0,50 x (IBN + IVN)

e) De individuele motorische norm (IMN)

In de woonomgeving voor volwassenen wordt de individuele motorische norm toegekend aan personen met een handicap van wie het resultaat voor rubriek D van het evaluatieschema in bijlage 3 lager is dan 10 punten.

IMN per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,15

f) De complementaire individuele norm basisbehoeften (INBB)

Voor een persoon met een handicap die in een woonomgeving wordt opgevangen, kan een complementaire individuele norm basisbehoeften worden toegekend als de betrokkene zich dagelijks in een bijzondere medische situatie bevindt waarbij het uitblijven van snelle paramedische of verpleegkundige zorgverlening een groot risico voor zijn gezondheid inhoudt.

Hij wordt toegekend vanaf 1 januari, volgend op de beoordelingsdatum.

INBB per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,06

g) De individuele norm voor korte periodes (INKP)

Afhankelijk van het aantal plaatsen, gereserveerd voor het onthaal in kort verblijf (voor een korte periode), wordt de zo berekende begeleidingsnorm proportioneel aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en het aantal aanvullende plaatsen dat aan dat type opvang is voorbehouden en de erkende capaciteit.

Als tijdens een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van die plaatsen lager is dan 60%, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm voor het volgende jaar die voor die plaatsen in de betrokken woonomgeving is bepaald, berekend naar evenredigheid van die bezettingsgraad, maar zonder dat deze bepaling wordt gecumuleerd met de toepassing van artikel 10, § 3, tweede lid van dit besluit.

h) De complementaire norm voor intensieve begeleiding (CNIB)

De complementaire norm voor intensieve begeleiding wordt toegekend voor volwassen personen met een handicap die in categorie C zijn ingedeeld, naar evenredigheid van de in de gepersonaliseerde overeenkomst vooropgestelde opvangfrequentie. Hij wordt bepaald op basis van de resultaten die elke persoon met een handicap behaalt voor het evaluatieschema in bijlage 3 bij dit besluit.

Voor de berekening van de norm moet hetzij 0 worden behaald voor E11, hetzij een totaal van minder dan 30 worden behaald op de som van de items A1, A5, A7, A8, B1, B2, B3, B4, E1 tot E8. In voorkomend geval wordt het samenvattende cijfer verminderd met de punten die op de toelatingstest werden behaald.

Personen aan wie een individuele verouderingsnorm is toegekend, zijn uitgesloten van deze norm.

CNIB per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,08

Onderafdeling 2.3 — PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM
VOOR DE SPECIFIEKE OPDRACHTEN

Art. 47. De begeleidingsnormen voor het psychosociaal en educatief team omvatten, voor de in artikelen 5 en 6 beschreven specifieke opdrachten van de woonomgeving:

a) de individuele crisisnorm (ICN)

Voor een persoon in een crisissituatie stemt de individuele crisisnorm overeen met:

IBN per persoon met een handicap	In voltijdsequivalenten	
	Kinderen	
	Schoolgaand	Niet schoolgaand
	0,416	0,507

b) de individuele verouderingsnorm

§ 1. In woonomgevingen voor volwassenen wordt de individuele verouderingsnorm eventueel toegekend voor personen die aan vroegtijdige veroudering of aan ouderdom lijden. De individuele beoordeling waarvan sprake is in bijlage 3, bevestigt deze toestand.

Deze norm wordt automatisch toegekend voor personen die met pensioen of vervroegd pensioen zijn.

Hij wordt toegekend per tiende naar evenredigheid van het aantal halve dagen aanwezigheid in de woonomgeving.

0,22 VTE per persoon met een handicap voor de eerste 3 personen met een handicap aan wie binnen een woonomgeving de individuele verouderingsnorm is toegekend,

0,17 VTE per persoon met een handicap vanaf de 4e persoon met een handicap aan wie binnen een woonomgeving de individuele verouderingsnorm is toegekend.

Hij wordt toegekend vanaf 1 januari, volgend op de beoordelingsdatum.

Onderafdeling 2.4 — PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM:
MINIMUMNORMEN VOOR ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 48. Voor een woonomgeving, opgericht binnen een vzw, die ook een dagactiviteitencentrum omvat: als het resultaat van de som van de individuele basisnorm (IBN), de aanvullende individuele norm (AIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) en de individuele norm basisbehoeften (INBB) van een woonomgeving lager is dan 9 VTE's, stemt de toegekende norm overeen met de som van 8 VTE's en de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) en de complementaire norm voor intensieve begeleiding (CNIB).

Art. 49. Voor een woonomgeving, opgericht binnen een vzw, die geen dagactiviteitencentrum omvat:

als het resultaat van de som van de individuele basisnorm (IBN), de aanvullende individuele norm (AIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) en de individuele norm basisbehoeften (INBB) van een woonomgeving lager is dan 9 VTE's, en als de som van 8 VTE's en de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) en de complementaire norm voor intensieve begeleiding (CNIB) eveneens lager is dan 9 VTE's, wordt de toegekende norm op 9 VTE's gebracht;

als het resultaat van de som van de individuele basisnorm (IBN), de aanvullende individuele norm (AIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) en de individuele norm basisbehoeften (INBB) van een woonomgeving lager is dan 9 VTE's, en als de som van 8 VTE's en de complementaire individuele norm (CIN) en de individuele motorische norm (IMN) gelijk is aan of hoger is dan 9 VTE's, stemt de toegekende norm overeen met laatstgenoemde som.

Art. 50. Voor een woonomgeving waarvan de erkende basiscapaciteit minder dan 15 eenheden bedraagt, worden de cijfers 8 en 9 in artikel 49 vervangen door respectievelijk 7 en 8.

Art. 51. Bij een ongewijzigde erkende basiscapaciteit behoudt een woonomgeving waarvan de begeleidingsnormen op grond van de artikelen 48, 49 en 50 worden vastgelegd, het voordeel van de bepaling als een verandering in de elementen die als basis dienen voor de vaststelling van de aanvullende individuele norm (AIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN) of de complementaire individuele norm basisbehoeften (INBB) tot een ongerechtvaardigde vermindering van de norm leidt.

Art. 52. Binnen de personeelsnorm van het psychosociaal en educatief team mag het aandeel van functies in voltijdsequivalenten, gereserveerd voor werknemers die houder zijn van een masterdiploma en overeenstemmend met functies waarvoor dit diploma vereist kan zijn, niet hoger zijn dan 8%.

Op voorstel van de dienst PHARE kan het Collegelid een uitzonderlijke afwijking op dat percentage toestaan, rekening houdend met het collectieve project van de woonomgeving en de specifieke kenmerken van de gehuisveste personen met een handicap.

Art. 53. De personeelsnorm voor het psychosociaal en educatief team neemt maximaal 0,067 VTE in aanmerking voor de functie van opvoeder-groepsleider per VTE.

Onderafdeling 2.5 — TECHNISCH PERSONEEL VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 54. De begeleidingsnormen voor het technisch personeel houden rekening met:

1. de erkende basiscapaciteit;
2. de specifieke begeleidingsbehoeften van elke persoon met een handicap. Die behoeften worden door het multidisciplinair team in samenwerking en overleg met de woonomgeving bepaald door middel van het evaluatieschema in bijlage 3.

Voor elke persoon met een handicap is er een individuele begeleidingsnorm. Deze individuele normen worden samengevoegd om de maximale subsidiëeringsnorm van de woonomgeving te bepalen.

Art. 55. De begeleidingsnormen voor het personeel van het technisch team omvatten, voor de in artikel 3 beschreven algemene opdrachten van de woonomgeving:

a) de technische individuele basisnorm (TIBN)

Deze norm garandeert de goede werking van de woonomgeving omdat hij de bezorging en de bereiding van de maaltijden, de schoonmaak, het onderhoud en de herstelling van de lokalen, de reiniging, het onderhoud en de herstelling van het materieel en het vervoer mogelijk maakt. De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van de woonomgeving.

IBN per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,13

b) de technische individuele vakantienorm (TIVN)

De technische individuele vakantienorm wordt aan een woonomgeving toegekend op basis van de aanwezigheid van personen met een handicap tijdens weekends, vakanties en wettelijke feestdagen, berekend voor het vorige jaar.

Het aanwezigheidscijfer stemt overeen met de verhouding tussen de som van de werkelijke aanwezigheidsdagen van de personen met een handicap tijdens deze periodes en de erkende basiscapaciteit, vermenigvuldigd met 180 in een woonomgeving voor kinderen of met 138 in een woonomgeving voor volwassenen.

Afhankelijk van het verkregen resultaat geniet de woonomgeving de hierna aangegeven individuele vakantienorm:

Bezettingsgraad van de woonomgeving tijdens weekends, vakanties en feestdagen	IVN per persoon met een handicap in VTE
20 tot 29,99%	0,009
30 tot 49,99%	0,018
50 tot 69,99%	0,027
70% en +	0,036

Voor de toepassing van dit lid duurt het weekend van vrijdag om 18 uur tot maandag om 7 uur en de feestdag van de vorige avond om 18 uur tot de volgende ochtend om 7 uur. Elke aanwezigheid van 24 opeenvolgende uren stemt overeen met een aanwezigheidsdag.

Een woonomgeving die het vorige jaar niet erkend was, kan een verhoging van haar normen genieten met een percentage tussen 20% en 29,99%.

c) de technische complementaire individuele norm (TCIN)

De complementaire individuele norm wordt alleen toegekend voor de met verblijf opgevangen personen naar evenredigheid van de in de gepersonaliseerde overeenkomst vooropgestelde opvangfrequentie. Hij wordt bepaald op basis van de resultaten die elke persoon met een handicap behaalt voor het evaluatieschema in bijlage 3.

Hij stemt overeen met:

CIN per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,03

Alleen personen met een handicap uit categorie C komen hiervoor in aanmerking.

In afwijking daarvan stemt de complementaire individuele norm voor een persoon met een handicap die zich in een crisissituatie bevindt, overeen met die van een persoon met een handicap uit categorie C.

d) de individuele norm voor korte periodes (INKP)

Afhankelijk van het aantal plaatsen, gereserveerd voor de opvang voor een korte periode, wordt de zo berekende begeleidingsnorm proportioneel aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en het aantal aanvullende plaatsen dat aan dat type opvang is voorbehouden en de erkende basiscapaciteit.

Als tijdens een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van die plaatsen lager is dan 60%, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm voor die plaatsen in de betrokken woonomgeving voor het volgende jaar berekend naar evenredigheid van die bezettingsgraad.

Onderafdeling 2.6 — TECHNISCH PERSONEEL VOOR SPECIFIEKE OPDRACHTEN

Art. 56. Binnen eenzelfde vzw wordt de verdeling van de betrekkingen van het technisch personeel tussen het dagactiviteitencentrum en de woonomgeving door de vzw bepaald, rekening houdend met hun respectieve behoeften.

Onderafdeling 2.7 — MEDISCH PERSONEEL

Art. 57. § 1. Aan de woonomgeving wordt een medische norm toegekend met het oog op de coördinatie van de zorg- en paramedische activiteiten, met uitzondering van alle prestaties die opgenomen zijn in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen, opgemaakt op basis van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

§ 2. De begeleidingsnormen voor het medisch personeel houden rekening met de erkende basiscapaciteit en met de specifieke begeleidingsbehoeften van elke persoon met een handicap. Die behoeften worden door het multidisciplinair team in samenwerking en overleg met de woonomgeving bepaald door middel van het evaluatieschema in bijlage 3.

Voor elke persoon met een handicap is er een individuele begeleidingsnorm. Deze individuele normen worden samengevoegd om de maximale subsidiërsnorm van de woonomgeving te bepalen.

Art. 58. a) De medische individuele basisnorm (MIBN) in ACW's (MIBN)

De medische norm wordt als volgt toegekend:

Per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,00325

b) De medische complementaire individuele norm (MCIN)

De medische complementaire individuele norm wordt alleen toegekend voor opgevangen personen naar evenredigheid van de in de gepersonaliseerde overeenkomst vooropgestelde opvangfrequentie. Hij wordt bepaald op basis van de resultaten die elke opgevangen persoon met een handicap behaalt door middel van het evaluatieschema in bijlage 3 van dit besluit.

CIN per persoon met een handicap in VTE
Aangepaste collectieve woonomgeving
0,0065

c) De individuele norm voor korte periodes (INKP)

Afhankelijk van het aantal plaatsen, gereserveerd voor de opvang voor een korte periode, wordt de zo berekende begeleidingsnorm proportioneel aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en het aantal aanvullende plaatsen dat aan dat type opvang is voorbehouden en de erkende basiscapaciteit.

Onderafdeling 2.8 — DIRECTIE-, ADMINISTRATIEF EN BOEKHOUDPERSONEEL

Art. 59. De begeleidingsnormen met betrekking tot de directie en het administratief en boekhoudkundig team worden bepaald op basis van de hierna opgesomde elementen:

a) Directienormen

Erkende basiscapaciteit	Aantal voltijdsequivalenten			
	Per vzw	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Van 15 tot 39		1	1	1 $\frac{1}{2}$
Van 40 tot 59		1	1 $\frac{1}{2}$	2
Van 60 tot 89		1 $\frac{1}{2}$	2	3
Van 90 tot 139		2	2 $\frac{1}{2}$	3
Van 140 tot 199		2 $\frac{1}{2}$	3	3 $\frac{1}{2}$
Van 200 tot 299		3	3 $\frac{1}{2}$	4

b) Normen voor het administratief en boekhoudkundig team

Erkende basiscapaciteit	Aantal voltijdsequivalenten			
	Per vzw	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Van 15 tot 29		1,3	1,4	1,5
Van 30 tot 39		1,8	2	2,2
Van 40 tot 59		2	2	2,4
Van 60 tot 89		2,4	2,6	3
Van 90 tot 139		3	3,2	3,4
Van 140 tot 199		4	4,2	4,4
Van 200 tot 299		5	5,2	5,4

Als een vzw over meerdere erkenningen als dagactiviteitencentrum of als woonomgeving beschikt, worden de normen voor het directiepersoneel en het administratief en boekhoudpersoneel bepaald op het niveau van de vzw.

De verdeling van het directiepersoneel en van het administratief en boekhoudpersoneel wordt per vzw bepaald, rekening houdend met de respectieve behoeften voor elke erkenning. Voor elke erkenning moet ten minste 1/2 voltijdsequivalent op directieniveau worden toegekend.

Als de directie een personeelslid afvaardigt om haar te vervangen, moet dat personeelslid houder zijn van een diploma hoger onderwijs.

Onderafdeling 3 — PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM - TECHNISCH PERSONEEL: BEREKENINGSWIJZE VOOR DE BEGELEIDINGSNORMEN

Art. 60. De door het multidisciplinaire team gevalideerde resultaten van de evaluatieschema's van de personen met een handicap worden twee keer per jaar geregistreerd. Als op de datum van de registratie blijkt dat evaluaties voor bepaalde personen met een handicap nog niet konden worden gevalideerd, wordt de som van de bestaande resultaten omgezet naar evenredigheid van het aantal personen dat in het centrum wordt opgevangen of dat er verblijft.

De wijziging van de specifieke begeleidingsbehoeften van de personen met een handicap in een woonomgeving wordt vastgesteld op basis van het resultaat voor de voor het centrum gunstigste begeleidingsbehoeften.

Binnen de beperkingen van het beschikbare budget leidt ze tot de herziening van de betrokken begeleidingsnormen van het centrum vanaf 1 januari van het volgende jaar. Daarbij kan een verminderingcoëfficiënt worden toegepast op de begeleidingsnormen.

Als de begeleidingsnorm naar boven wordt herzien, gaat de herziene norm in op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving, door de dienst PHARE, van de herzieningsbeslissing.

Als de begeleidingsnorm naar beneden wordt herzien, gaat de herziene norm in:

1. hetzij op de eerste dag volgend op het einde van de opzegtermijn van de betrokken werknemer. De opzegging wordt gegeven in de loop van de maand die volgt op de maand waarin de herzieningsbeslissing door de dienst PHARE wordt bekendgemaakt;
2. hetzij op de dag waarop het aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de werknemer in kwestie van kracht wordt. Dit wordt meegedeeld in de loop van de maand die volgt op de maand waarin de herzieningsbeslissing door de dienst PHARE wordt bekendgemaakt;
3. hetzij, bij gebreke hiervan, onmiddellijk.

Art. 61. Binnen de beperkingen van het beschikbare budget leidt het voor de woonomgeving gunstigste resultaat tot de herziening van de betrokken begeleidingsnormen van de woonomgeving vanaf 1 januari van het volgende jaar. Daarbij kan een verminderingcoëfficiënt worden toegepast op de begeleidingsnormen.

Art. 62. Als de begeleidingsnormen op grond van de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 naar boven worden herzien, gaan de herziene normen in op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de herzieningsbeslissing door de dienst PHARE.

Art. 63. Als de begeleidingsnormen op grond van de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 naar beneden worden herzien, gaan de herziene normen in:

1. hetzij op de eerste dag volgend op het einde van de opzegtermijn van de betrokken werknemer. De opzegging wordt gegeven in de loop van de maand die volgt op de maand waarin de herzieningsbeslissing door de dienst PHARE wordt bekendgemaakt;
2. hetzij op de dag waarop het aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de werknemer in kwestie van kracht wordt, waarbij dit wordt meegedeeld in de loop van de maand die volgt op de maand waarin de herzieningsbeslissing door de dienst PHARE wordt bekendgemaakt;
3. hetzij, bij gebreke hiervan, onmiddellijk.

Art. 64. Als de herziening van de begeleidingsnormen in een centrum een vermindering van het tewerkstellingsvolume tot gevolg heeft, moet het centrum objectief en op gelijke basis over de eventueel geplande ontslagen beslissen en de dienst PHARE daarvan op de hoogte brengen. Met de instemming van het betrokken personeelslid geeft de dienst PHARE zijn contactgegevens door aan de centra waarvan de nieuwe begeleidingsnormen tot een toename van het tewerkstellingsvolume leiden. Deze centra verbinden zich ertoe de kandidatuur van deze personeelsleden met voorrang te onderzoeken.

Afdeling 5 — NORMEN MET BETREKKING TOT DE PERSONEN MET EEN HANDICAP

Art. 65. De woonomgeving zorgt voor het verblijf van ten minste 15 personen met een handicap.

Als dezelfde vzw ook erkend is voor het beheer van een dagactiviteitencentrum, mag de minimumcapaciteit niet lager zijn dan 10.

Art. 66. Om in een centrum te worden opgevangen, moet de persoon met een handicap, behoudens de in artikel 68 vermelde uitzonderingen, vooraf beschikken over een gunstige beslissing van de dienst PHARE tot ondersteuning voor opvang in een centrum zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet en waarvan de categorie overeenstemt met de erkenning van de woonomgeving.

De ondersteuningsaanvraag voor opvang in een centrum wordt opgesteld volgens het model dat de dienst PHARE heeft vastgelegd.

Art. 67. De beslissing tot subsidiëring, waarin de begeleidingsnormen zijn vastgelegd, gaat in op de dag waarop de persoon met een handicap door de woonomgeving wordt gehuisvest, voor zover de aanvraag binnen de 5 werkdagen werd ingediend. Als dat niet het geval is, gaat ze in op de datum van ontvangst van de aanvraag.

Als de ondersteuning wordt geweigerd, gaat deze beslissing in op de datum van de kennisgeving.

Het centrum moet de ondersteuningsaanvraag indienen met een formulier dat door de verantwoordelijke van de woonomgeving is ondertekend. Dit moet gebeuren binnen de 5 werkdagen, te rekenen vanaf de datum waarop de persoon met een handicap wordt opgevangen.

Laatstgenoemde of zijn wettelijke vertegenwoordiger bevestigt op dit formulier zijn opname in het centrum.

Het model van de aanvraag wordt opgemaakt door de dienst PHARE.

De aanvraag wordt ingevuld met recente gegevens uit het persoonlijke dossier (met uitzondering van opnames bij maximale capaciteit, voor korte periodes, voor crisisverblijf, met toekenning van een uitzonderlijke verhoogde begeleidingstoelage of in het kader van een voorrangsovereenkomst).

Ze omvat:

1. een medisch gedeelte;
2. een psychologisch gedeelte;
3. een sociaal-educatief gedeelte:
 - a) de voorgeschiedenis;
 - b) de behoefteanalyse;
 - c) het zorgplan dat onder meer de doelstellingen bevat en de aangewende middelen om ze te bereiken.

Art. 68. De volgende situaties zijn niet onderworpen aan een beslissing tot ondersteuning die aan de opvang in de woonomgeving voorafgaat zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet: verblijf voor korte periodes, crisisverblijf, opvang van kinderen tijdens de periode tussen 30 juni en 1 oktober, opvang van een persoon van wie de belangrijkste toeverlaat in het gezin niet meer in staat is zijn opdracht te vervullen of wanneer de huidige situatie een gevaar betekent voor de integriteit van de persoon met een handicap of zijn omgeving.

Art. 69. De effectieve en gelijkgestelde aanwezigheidsdagen die in aanmerking worden genomen voor de persoon met een handicap die overeenkomstig dit besluit wordt gehuisvest, zijn de dagen waarop de persoon:

- 1° op wekdagen, in de woonomgeving verblijft of aanwezig is op externe activiteiten die onder de verantwoordelijkheid van de woonomgeving worden georganiseerd en die passen in het geïndividualiseerde project van de persoon met een handicap;
- 2° tijdens de weekends, feestdagen en vakantieperiodes in de woonomgeving verblijft of aanwezig is op externe activiteiten zoals in 1° omschreven die door de woonomgeving worden georganiseerd;
- 3° tijdens weekends en vakantiedagen in het gezin verblijft met, per gehandicapte, een maximum van 138 dagen voor volwassenen en 188 dagen voor kinderen;
- 4° gewettigd afwezig is met een medisch attest of hospitalisatiebewijs, voor maximaal 30 dagen bij ziekte en 90 dagen bij ziekenhuisopname;
- 5° gewettigd afwezig is met een schriftelijk bewijs van aanwezigheid op een evenement naar aanleiding van een familieaangelegenheid, of ingevolge een rechterlijke beslissing met betrekking tot het vervullen van burgerplichten of civiele opdrachten en bij verschijning voor het gerecht tot een maximum van 10 dagen per jaar;
- 6° gewettigd afwezig is met een schriftelijke verklaring van de persoon met een handicap, zijn ouders of zijn wettelijke vertegenwoordiger tot een maximum van 125 dagen per jaar;
- 7° gewettigd afwezig is naar aanleiding van een collectief evenement waardoor de betrokkene zich onmogelijk naar het centrum kan begeven, met de instemming van de dienst PHARE.

Het totale aantal opvangdagen van een gehuisveste persoon met een handicap omvat de dag van zijn vertrek, uitgezonderd bij overplaatsing naar een andere woonomgeving.

De vertrekdatum moet ten laatste worden vastgesteld op de laatste aanwezigheidsdag van de gehuisveste persoon met een handicap. De laatste dag van een ziekte- of opnameperiode zoals bedoeld in 4° wordt gelijkgesteld met de laatste aanwezigheidsdag.

Art. 70. De evaluatie van de specifieke begeleidingsbehoeften van elke persoon met een handicap gebeurt op de door de dienst PHARE vastgelegde wijze tijdens het eerste halfjaar volgend op de opname van de betrokken persoon in de woonomgeving. Hiervoor wordt het evaluatieschema in bijlage 3 gebruikt.

Deze evaluatie is niet van toepassing op personen met een handicap die in de woonomgeving verblijven voor korte periodes, voor crisisopvang, bij maximumcapaciteit of in het kader van een voorrangsovereenkomst.

Art. 71. Binnen 30 dagen na de evaluatie door de dienst PHARE wordt de door het multidisciplinaire team vastgestelde categorie van bijkomende begeleidingsbehoeften meegedeeld aan de woonomgeving. Die mededeling vermeldt indien nodig na welke termijn de categorie opnieuw kan worden beoordeeld.

Art. 72. Een herbeoordeling van de categorie van bijkomende begeleidingsbehoeften kan worden aangevraagd door de woonomgeving of de dienst PHARE.

De beslissing van het multidisciplinaire team wordt geregistreerd vanaf de eerstvolgende maand.

Afdeling 6 — NORMEN MET BETREKKING TOT DE RELATIE TUSSEN DE WOONOMGEVING EN DE PERSOON MET EEN HANDICAP

Onderafdeling 1 — HUISHOUELIJK REGLEMENT

Art. 73. De woonomgeving stelt een huishoudelijk reglement op.

Dat vermeldt ten minste:

- 1° de verplichtingen en rechten van de woonomgeving ten aanzien van de persoon met een handicap;
- 2° de rechten en verplichtingen van de persoon met een handicap;
- 3° de verbintenissen van de woonomgeving om, met inachtneming van het collectieve project, het geïndividualiseerde project van de betrokkene en de rechterlijke beslissingen, de persoon met een handicap vrij te laten kiezen of hij al dan niet aanwezig zal zijn tijdens weekends en vakanties;
- 4° de verbintenissen van de woonomgeving om persoonlijke vragen om informatie vanwege personen met een handicap of hun vertegenwoordigers te beantwoorden;
- 5° de regels voor het indienen van informatieaanvragen en klachten en de manier waarop die worden behandeld;
- 6° de maatregelen die worden genomen wanneer een rechthebbende gehuisveste persoon met een handicap de werkingsregels overtreedt of opzettelijk materieel beschadigt;

- 7° de namen van de persoon belast met het dagelijkse beheer en, in voorkomend geval, van de voorzitter van de raad van bestuur;
- 8° de bepaling van artikel 95 van het decreet;
- 9° de participatiemodaliteiten voor personen met een handicap en meer bepaald de werkingsmodaliteiten van de gebruikersraad;
- 10° de risico's gedekt door de verzekeringen die door de woonomgeving zijn afgesloten;
- 11° de contactgegevens van de dienst PHARE en van de inspectiedienst van de SPFB;
- 12° de mogelijkheid tot bemiddeling door de dienst PHARE bij aanhoudende onenigheid tussen de partijen waardoor de gepersonaliseerde overeenkomst niet meer kan worden uitgevoerd.

Dit document wordt meteen bij de inwerkingtreding van de overeenkomst opgemaakt. Het wordt ten minste om de vijf jaar herzien in samenwerking met het psychosociaal, paramedisch en educatief team. De gebruikersraad brengt advies uit over het huishoudelijk reglement en over elke eventuele wijziging ervan.

Onderafdeling 2 — DE GEPERSONALISEERDE OVEREENKOMST

Art. 74. In het kader van de opdrachten, gedefinieerd in de artikelen 66 en 67 van het decreet, sluit de woonomgeving met de rechthebbende gehandicapte persoon een gepersonaliseerde verblijfsovereenkomst.

Die vermeldt ten minste:

- 1° de identiteit van de partijen: in voorkomend geval wordt naast de identiteit van de persoon met een handicap ook de identiteit van zijn wettelijke vertegenwoordiger, lasthebber of bewindvoerder vermeld, evenals de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de betaling, als dat niet dezelfde persoon is;
- 2° de ingangsdatum van de overeenkomst, de looptijd ervan, de eventuele proefperiode;
- 3° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst kan worden gewijzigd, aangevuld of vóór de overeengekomen einddatum opgezegd (voorwaarden, opzegtermijn), inclusief de verplichting van voorafgaand overleg tussen de woonomgeving en de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger, uitgezonderd bij overmacht of hoogdringendheid. In die laatste gevallen moet het overleg plaatsvinden binnen drie werkdagen nadat deze maatregelen werden genomen;
- 4° de criteria en modaliteiten voor doorverwijzing van de persoon met een handicap;
- 5° het bedrag van de financiële bijdrage, de aan te rekenen toeslagen en de modaliteiten voor de betaling ervan;
- 6° de datum van ondertekening.

De punten 3 en 4 hoeven niet te worden vermeld voor kort verblijf.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het collectieve project en het huishoudelijk reglement van de woonomgeving, zoals omschreven in de artikelen 33 en 73, worden uitgelegd en tegen ontvangstbewijs en na ondertekening voor akkoord afgegeven aan de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Onderafdeling 3 — HET PERSOONLIJKE DOSSIER

Art. 75. Er wordt een centraal persoonlijk dossier geopend op naam van de persoon met een handicap met wie een overeenkomst wordt ondertekend. Dat dossier bevat de gegevens die nodig zijn voor de individuele follow-up en ten minste:

- 1° administratieve gegevens;
- 2° de gepersonaliseerde overeenkomst;
- 3° het bewijs van ontvangst van het collectieve project en het huishoudelijk reglement door de persoon met een handicap bij de ondertekening van de gepersonaliseerde overeenkomst;
- 4° het geïndividualiseerde project met aanvraag of eerste gesprek, de behoeftanalyse, de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken en de evaluaties waaraan de gerechtigde persoon met een handicap deelneemt en die ten minste om de 18 maanden plaatsvinden;
- 5° het dossier van de medische richtlijnen;
- 6° het resultaat van het evaluatieschema;
- 7° de ondersteuningsbeslissing en eventueel de erkenning van het statuut 'zware zorgbehoevendheid'.

De punten 4° en 6° hoeven niet te worden vermeld voor opvang met kort verblijf.

Als de woonomgeving en een dagactiviteitencentrum in dezelfde infrastructuur zijn ondergebracht, is één persoonlijk dossier voldoende, op voorwaarde dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de specifieke kenmerken van beide.

Onderafdeling 4 — PARTICIPATIEMODALITEITEN VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP

Art. 76. De participatie van personen met een handicap zoals bedoeld in artikel 71, eerste lid, 3° van het decreet, komt tot uitdrukking in hetzij de oprichting van een gebruikersraad, hetzij een gepersonaliseerd jaarlijks raadplegingsproces dat is aangepast aan de specifieke kenmerken van de personen met een handicap en dat wordt bepaald door de dienst en beschreven in het collectieve project.

Als een gebruikersraad wordt georganiseerd, is die samengesteld uit de gehuisveste personen met een handicap die kunnen worden vergezeld door een persoon van hun keuze of door hun wettelijke vertegenwoordiger of hun vertegenwoordigers die werden aangewezen onder de gebruikers.

De gebruikersraad heeft als opdracht voorstellen te formuleren met betrekking tot de levenskwaliteit en de praktische organisatie van het verblijf van de personen met een handicap. Hij geeft advies over het huishoudelijk reglement en de wijzigingen ervan.

De gebruikersraad bepaalt zelf zijn manier van werken. Hij vergadert ten minste één keer per jaar.

Er worden notulen opgemaakt die kunnen worden ingekeken door alle personen met een handicap of hun wettelijke vertegenwoordiger, evenals door de personeelsleden.

Onderafdeling 5 — FINANCIËLE BIJDRAGEN

Art. 77. De woonomgeving maakt elke maand een factuur op van de kosten voor het verblijf en verstuurt die naar de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger. Daarbij wordt rekening gehouden met de afwezigheidsdagen van de vorige maand.

Art. 78. Voor niet-schoolgaande personen met een handicap van 21 jaar of ouder die naar een woonomgeving gaan, omvat die afrekening naargelang de persoonlijke situatie en overeenkomstig de bepalingen van artikel 138:

- a) elke maand: de ontvangen inkomsten, het verschuldigde alimentatiegeld, de huren, de afbetalingen van hypothecaire leningen, de andere financiële bijdragen van de gehuisveste persoon met een handicap, het zakgeld;
- b) ten minste één keer per kwartaal: de medische, paramedische en apothekerskosten;
- c) jaarlijks: de kosten van de bewindvoerders over de goederen.

Art. 79. Er mag geen toeslag op de financiële bijdrage worden geëist voor personeelskosten, algemene kosten of gepersonaliseerde kosten, met uitzondering van de terugbetaling van de kosten voor beschadiging van materieel of goederen die de persoon met een handicap ter beschikking worden gesteld.

Art. 80. In een woonomgeving kan een toeslag op de financiële bijdrage worden gevraagd voor de volgende kosten, voor zover hiervoor al geen wettelijke of reglementaire tegemoetkoming is voorzien:

- a) het deel van de kosten voor gezondheidszorg en prothesen dat voor rekening van de betrokkene blijft;
- b) specifieke kosten die verband houden met incontinentie;
- c) kosten voor technische bijstand;
- d) het deel van de apothekerskosten waarvoor de Franse Gemeenschapscommissie niet in terugbetaling heeft voorzien, na aftrek van de tegemoetkoming van de verzekeringsinstelling;
- e) de kosten voor de aankoop van kleding en schoenen, inclusief onderhoud en herstelling;
- f) toiletbenodigdheden;
- g) externe toilet- en verzorgingskosten;
- h) vakantieverblijven volgens de voorwaarden bepaald in de gepersonaliseerde overeenkomst.

Art. 81. In een woonomgeving kan, onder de voorwaarden van de gepersonaliseerde overeenkomst, een toeslag op de financiële bijdrage worden gevraagd voor de kosten die op verzoek van de gehuisveste persoon met een handicap worden gemaakt voor comfort, ontplooiingsmogelijkheden en vrijetijdsactiviteiten die niet zijn opgenomen in het collectieve project.

Art. 82. Als de persoon met een handicap bescherming geniet op grond van de wet van 17 maart 2013 tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid, schikt de woonomgeving zich conform deze status naar de bepalingen van de lastgevingsovereenkomst of de beschikking van de vrederechter en raadpleegt ze indien nodig de lasthebber of de bewindvoerder over de goederen die in deze akte is aangewezen.

Art. 83. Elke geldsom waarover de persoon met een handicap voor zijn lopende uitgaven en eventueel voor de in de artikelen 80 en 81 vermelde kosten beschikt, moet worden aangegeven op een individuele boekhoudkundige fiche.

In voorkomend geval wordt bij deze boekhoudkundige fiche een bewijs van opening van een individuele rekening bij een bank gevoegd. Elke verrichting voor het beheer van de in het eerste lid bedoelde uitgaven wordt binnen acht dagen op de boekhoudkundige fiche vermeld. Op verzoek van de persoon met een handicap of van zijn wettelijke vertegenwoordiger wordt hem binnen acht dagen een overzicht van zijn persoonlijke boekhouding bezorgd.

Aan het einde van het kalenderjaar en bij vertrek van de persoon met een handicap wordt automatisch een jaarlijkse afrekening naar de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger verstuurd.

Art. 84. De individuele boekhoudkundige fiche en de documenten met betrekking tot de individuele rekening die de woonomgeving overeenkomstig artikel 83 heeft geopend, worden ter beschikking gehouden van de dienst PHARE, die ze te allen tijde kan controleren.

*Afdeling 7 — NORMEN MET BETREKKING TOT DE RELATIE
TUSSEN DE WOONOMGEVING EN DE DIENST PHARE*

Onderafdeling 1 — ACTIVITEITENVERSLAG

Art. 85. De woonomgeving bezorgt de dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betrokken jaar een activiteitenverslag.

Dat vermeldt ten minste:

- 1° elementen met betrekking tot de uitvoering van het project van de woonomgeving en van haar opdrachten;
- 2° geglobaliseerde elementen met betrekking tot de personen met een handicap, waaronder ten minste het aantal, het geslacht, de leeftijd, de aard van de handicap;
- 3° de middelen aangewend voor de participatie en de inclusie van de personen met een handicap, hierbij inbegrepen de deelname aan communautaire acties zoals bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;
- 4° opmerkelijke feiten met betrekking tot de activiteit van de woonomgeving;
- 5° geglobaliseerde gegevens over het personeel en de wijzigingen die zich in de loop van het jaar hebben voorgedaan;
- 6° de middelen, aangewend voor de netwerkgerichte aanpak waarvan sprake is in artikel 71, 5° van het decreet;
- 7° de modaliteiten en de resultaten van de in artikel 102 van het decreet bedoelde interne beoordeling op basis van de modaliteiten die zijn vastgelegd door de dienst PHARE.
- 8° de ontwikkelingsperspectieven van de woonomgeving op het vlak van activiteiten en organisatie.

Onderafdeling 2 — ANDERE VERSLAGEN

Art. 86. De woonomgeving bezorgt de dienst PHARE uiterlijk binnen 5 werkdagen de berichten van opname en ontslag volgens de door de dienst PHARE bepaalde modellen.

Art. 87. De woonomgeving brengt de dienst PHARE op de hoogte van elke afwezigheid van een persoon met een handicap gedurende meer dan 3 opeenvolgende maanden. Het centrum stuurt de dienst PHARE een medisch of hospitalisatieverslag, zodat het multidisciplinaire team een beslissing kan nemen over de voortzetting van de tenlasteneming.

De woonomgeving brengt de dienst PHARE op de hoogte van elke afwezigheid van meer dan 30 dagen per jaar die niet is opgenomen in artikel 69.

Art. 88. Overeenkomstig artikel 16 van het decreet bezorgt de woonomgeving de dienst PHARE tegen 30 juni van ieder jaar een geactualiseerd overzicht van de opvanganvragen die de personen met een handicap bij de woonomgeving hebben ingediend. Dat overzicht wordt opgesteld volgens het model dat de dienst PHARE heeft ontwikkeld.

Art. 89. De woonomgeving houdt een aanwezigheidsregister van de gehuisveste personen met een handicap ter beschikking van de dienst PHARE. Hiervoor wordt het door de dienst PHARE ontwikkelde model gebruikt.

Art. 90. De woonomgeving brengt de dienst PHARE binnen vijftien kalenderdagen op de hoogte van elke wijziging in de erkennings- en subsidievoorwaarden, alsook van elke wijziging met betrekking tot het personeel waarvan sprake is in artikel 38.

Voor elk in artikel 38 bedoeld personeelslid verstrekt de woonomgeving binnen vijftien kalenderdagen na de aanwerving de kopie van de arbeidsovereenkomst en alle bewijzen dat het personeelslid aan de reglementaire voorwaarden voor zijn of haar functie en anciënniteit voldoet. Alleen elementen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de subsidie, worden aan de dienst PHARE doorgegeven.

Onderafdeling 3 — BOEKHOUDING

Art. 91. Voor het bijhouden van de rekeningen stemt het boekjaar overeen met het kalenderjaar.

De woonomgeving bezorgt de dienst PHARE tegen 30 juni van het volgende boekjaar haar rekeningen en balans, zoals neergelegd bij de Nationale Bank van België of bij de griffie van de ondernemingsrechtbank. In het laatste geval wordt het bewijs van de neerlegging bijgevoegd.

Art. 92. De woonomgeving bezorgt de dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betrokken jaar het in artikel 138 bedoelde verantwoordingsdossier voor de subsidies.

Op grond van een gemotiveerd verzoek kan de dienst PHARE een bijkomende termijn van maximaal 3 maanden toekennen.

Art. 93. De dienst PHARE bepaalt de modaliteiten voor het overmaken van de informatie waarvan sprake is in dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 4 — SUBSIDIES EN FINANCIËLE BIJDRAGEN

Afdeling 1 — ALGEMENE MODALITEITEN VOOR DE TOEKENNING VAN DE SUBSIDIES

Art. 94. De aan een erkende woonomgeving verschuldigde subsidie heeft een jaarlijks karakter.

Ze omvat:

- 1) een subsidie voor algemene kosten;
- 2) een subsidie voor persoonlijke kosten;
- 3) een subsidie voor de opvang van het personeel waarvan sprake is in artikel 43 in hoofdstuk 3 van dit besluit.

Deze subsidies mogen niet worden gebruikt om andere kosten te dekken dan die waarvoor ze bestemd zijn, uitgezonderd de bepalingen van artikelen 99 en 100 van dit besluit.

De subsidie wordt in de vorm van maandelijkse voorschotten betaald, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze wordt toegekend, behalve voor januari, waar het voorschot uiterlijk de 15e van de maand wordt betaald.

Ze wordt vereffend nadat de dienst PHARE het in artikel 138 bedoelde verantwoordingsdossier heeft onderzocht.

Art. 95. Het maandelijkse voorschot houdt rekening met de toegekende erkenning, de erkende capaciteit, de jaarlijkse evolutie van het in artikel 38 bedoelde personeel op het vlak van aantal, functie, anciënniteit en prestaties, binnen de beperkingen vastgelegd in afdeling 4 van hoofdstuk 3 over de normen met betrekking tot het begeleidingspersoneel.

Art. 96. Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat de aan de woonomgeving betaalde voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse subsidies, vordert hij het te veel geïnde bedrag over een periode van maximaal 12 maanden en na overleg met de directie van de woonomgeving terug door verrekening met de volgende maandelijkse voorschotten die voor het lopende jaar moeten worden betaald.

Voor die terugvordering kunnen, uitzonderlijk en op verzoek van de woonomgeving, voorwaarden en termijnen worden bepaald. De dienst PHARE stelt een aanzuiveringsplan op.

Art. 97. § 1. Als de dienst PHARE vaststelt dat het door de woonomgeving te veel geïnde bedrag het gevolg is van het bewust verstrekken van foutieve informatie of van zware beheersfouten, vordert hij het te veel betaalde bedrag in één keer terug.

In dat geval bezorgt de dienst PHARE het Collegelid een voorstel voor het inleiden van de procedure voor de opgelegde wijziging of de intrekking van de erkenning.

§ 2. Als de dienst PHARE vaststelt dat de totale personeelskosten van het centrum minder bedragen dan het percentage dat in artikel 103 is bepaald, vordert de dienst PHARE het verschil terug.

Art. 98. Subsidies, toegekend door de overheid of door de overheid gesubsidieerde organisaties, worden in mindering gebracht op de jaarlijkse subsidie als die subsidies bestemd zijn voor uitgaven die ook worden gedekt door de met toepassing van dit hoofdstuk toegekende subsidie. Uitzonderingen op die regel zijn in het kader van het

educatief verlof toegekende bedragen, tegemoetkomingen ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer en de vrijstelling van betaling van bedrijfsvoorheffing op voorwaarde dat deze bedragen worden geherinvesteerd in personeelskosten.

Art. 99. De aanvaardbare kosten met betrekking tot de subsidie voor personeelskosten kunnen de in afdeling 2 van dit hoofdstuk bedoelde subsidie voor algemene kosten rechtvaardigen.

Art. 100. De aanvaardbare kosten die de subsidies voor algemene kosten en persoonlijke kosten kunnen rechtvaardigen, worden opgesomd in bijlage 1.

De aanvaardbare kosten met betrekking tot de subsidies voor algemene en persoonlijke kosten kunnen een of andere subsidie rechtvaardigen voor zover 25% van de som van deze subsidies persoonlijke kosten rechtvaardigt.

Art. 101. Als het College overeenkomstig de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 de erkende basicapaciteit van een woonomgeving vermindert, worden de maximumbedragen van de subsidies aangepast op de door het College vastgestelde datum van wijziging of hernieuwing van de erkenning.

Afdeling 2 — MODALITEITEN VOOR DE TOEKENNING VAN DE JAARLIJKSE SUBSIDIE

Onderafdeling 1 — JAARLIJKSE SUBSIDIE

Art. 102. De jaarlijkse subsidie voor personeelskosten dekt kosten van deze aard zonder dat die ooit, in welke omstandigheden ook, hoger kunnen zijn dan de begeleidingsnormen die worden besproken in afdeling 4 van hoofdstuk 3.

Art. 103. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten. Ze is beperkt tot de berekening op basis van de in bijlage I NM van het NM-besluit vastgelegde barema's, gebaseerd op de in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgelegde anciënniteit.

De baremaschalen die met elke functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden voor die functies zijn vastgelegd in bijlage III NM van het NM-besluit.

Deze barema's worden aangevuld met de haard- of standplaatstoelage, bepaald volgens de principes die zijn vastgelegd in punt 9 van bijlage V NM van het NM-besluit.

Aan het zo verkregen bedrag wordt een procentuele werkgeversbijdrage toegevoegd die begrensd is op het in bijlage 2 vermelde percentage, verhoogd met 0,5%.

Deze procentuele werkgeversbijdrage heeft betrekking op de punten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 van bijlage V NM van het NM-besluit.

De overschrijding van de procentuele werkgeversbijdrage van een erkenning kan worden overgedragen naar een andere erkenning van dezelfde vzw waar het maximum niet wordt bereikt.

Art. 104. Een subsidie die overeenstemt met maximaal 1% van de subsidie, berekend overeenkomstig de artikelen 102 en 103, wordt toegekend om de gerechtvaardigde kosten voor de opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen bovendien betrekking hebben op kosten van toezicht en kosten van de beoordeling voor intern gebruik, zoals bepaald in artikel 102 van het decreet.

Art. 105. Als uit het onderzoek van het verantwoordingsdossier blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4% lager is dan of gelijk is aan het in bijlage 2 vastgelegde percentage, kan de dienst PHARE dit percentage met maximaal 4% verlagen. Het nieuwe percentage is van toepassing vanaf 1 januari volgend op de datum van de kennisgeving door de dienst PHARE aan de woonomgeving.

Als uit het onderzoek van het verantwoordingsdossier blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4% hoger is dan het in bijlage 3 vastgelegde percentage, kan het Collegelid op voorstel van de dienst PHARE een afwijking toestaan vanaf 1 januari volgend op de datum waarop het nieuwe percentage werd bekendgemaakt. De verhoging moet worden gerechtvaardigd door hetzij een stijging met minimaal 25% van het aantal personen dat in categorie C is ingedeeld, hetzij een verandering van de bezettingsgraad van de woonomgeving tijdens weekends, vakanties en feestdagen.

Art. 106. Voor een woonomgeving die na de inwerkingtreding van dit besluit wordt erkend, stemt de procentuele werkgeversbijdrage overeen met het gemiddelde van de procentuele werkgeversbijdragen voor hetzelfde erkennings-type.

Als ten minste 75% van de personen die in de nieuwe woonomgeving verblijven, ingedeeld zijn in categorie C, dan geldt voor deze woonomgeving het gemiddelde percentage van de woonomgevingen die ten minste 75% personen van categorie C opvangen of huisvesten.

Art. 107. De loontoeslag voor nachtwerk tussen 20 uur en 6 uur die in de subsidie voor personeelskosten is verrekend, stemt overeen met een jaarlijks maximum van 4545 uren voor een woonomgeving waarvan de erkende basicapaciteit lager is dan of gelijk aan 25 en waar minder dan 25% van de personen met een handicap ingedeeld is in categorie C.

Art. 108. De jaarlijkse subsidie voor personeelskosten is beperkt tot de personeelsleden die zijn opgenomen in het kadaster van het gesubsidieerde personeel dat door de woonomgeving is gevalideerd. Hiertoe bezorgt de dienst PHARE elke woonomgeving tegen 15 februari van het volgende jaar een tabel met alle gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde personeelsleden. De woonomgeving valideert dit document uiterlijk tegen 15 maart.

Art. 109. De subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde is van het Tandemplan, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat die werknemer presteerde voordat hij zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties van een driekwartijdse of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking vermindert, wordt niet in aanmerking genomen.

De volgende kosten en bijdragen worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Tandemplan is:

- 1° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen met betrekking tot de werknemer die begunstigde van het Tandemplan is, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

- 2° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen met betrekking tot de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking vermindert in het kader van het Tandemplan, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;
- 3° de bijdrage die met toepassing van het Tandemplan in het sociaal fonds 'Old Timer' wordt gestort.

Art. 110. De subsidie voor personeelskosten dekt bovendien een vergoeding die aan de gesubsidieerde directeur van een woonomgeving wordt toegekend. Deze vergoeding wordt als volgt toegekend:

- 1° Directeurs of onderdirecteurs die op 31 december 2000 houder waren van een universitair of gelijkgesteld diploma, ontvangen een vergoeding van 5%, berekend op basis van hun barema.
- 2° Directeurs of onderdirecteurs die houder zijn van een niet-universitair diploma, ontvangen een vergoeding die overeenstemt met het verschil tussen hun barema en dat van een directeur of onderdirecteur met een universitair diploma.

Art. 111. De subsidie voor personeelskosten kan worden verhoogd met de kosten voor de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudnorm die voor de subsidie voor personeelskosten in aanmerking wordt genomen, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval is het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-opgebruikte norm, vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar voor het barema van boekhouder, inclusief werkgeversbijdrage, rekening houdend met 1924 werkuren per jaar.

Art. 112. De subsidie voor personeelskosten kan worden verhoogd met de kosten van het sociaal secretariaat of de kosten van de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende dienstverleners op het gebied van loonbeheer, op voorwaarde dat de norm voor het administratief team die in aanmerking wordt genomen voor de subsidie voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval is het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-opgebruikte norm, vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar voor het barema van boekhouder, inclusief werkgeversbijdrage, rekening houdend met 1924 werkuren per jaar.

Art. 113. De subsidie voor personeelskosten kan worden verhoogd met de kosten voor wasserijen, ruitenwassers, tuinonderhoud of alle reinigingskosten of alle kosten voor de eenmalige vervanging van extern dienstpersoneel, op voorwaarde dat de norm voor technisch personeel die voor de subsidie voor personeelskosten in aanmerking wordt genomen, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval is het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-opgebruikte norm, vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon, gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar voor het barema van technicus, inclusief werkgeversbijdrage, rekening houdend met 1924 werkuren per jaar.

Art. 114. De subsidie voor personeelskosten kan worden verhoogd met de kosten voor het bereiden van maaltijden op voorwaarde dat de norm voor technisch personeel die voor de subsidie voor personeelskosten in aanmerking wordt genomen, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval is het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-opgebruikte norm, vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon, gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar voor het barema van technicus, inclusief werkgeversbijdrage, rekening houdend met 1924 werkuren per jaar.

Art. 115. Voor het medisch personeel wordt bij de bepaling van de subsidie rekening gehouden met:

- de activiteiten van artsen die een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten met een vzw waaraan ten minste één woonomgeving is verbonden;
- de activiteiten van artsen die vóór 1 januari 2003 zijn aangeworven met een arbeidsovereenkomst;
- het medisch personeel dat vanaf 1 januari 2003 in dienst is getreden, wordt gesubsidieerd op basis van een VTE met een wekelijkse arbeidsduur van 37 uur op basis van de volgende maximumbedragen per uur: 30,85 voor een huisarts; 40,92 voor een specialist.

Art. 116. Wat de subsidie voor personeelskosten betreft, wordt rekening gehouden met de kosten van eventuele ontslagen ingevolge de toepassing van de bepalingen van artikel 64, maar zonder een duur van zevenentwintig weken te overschrijden, behoudens afwijkingen die zijn toegestaan door het Collegelid en gerechtvaardigd door de naleving van de sociale wetgeving met betrekking tot de opzegtermijn.

Onderafdeling 2 — SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN

Art. 117. De jaarlijkse subsidie voor algemene kosten die aan de centra wordt toegekend, is bestemd om de in bijlage 1 vermelde algemene kosten te dekken.

Art. 118. De jaarlijkse subsidie voor algemene kosten is beperkt tot maximaal 3248 euro, vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

Op grond van de bepaling in artikel 9, § 2, 2° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 stemt de erkende basiscapaciteit die in aanmerking wordt genomen om dit maximumbedrag te bepalen, overeen met de erkende basiscapaciteit waarvan sprake is aan het einde van de planning die is opgenomen in het door het College goedgekeurde erkenningsbesluit.

Onderafdeling 3 — SUBSIDIE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN

Art. 119. De jaarlijkse subsidie voor persoonlijke kosten die aan de centra wordt toegekend, is bestemd om de in bijlage 1 vermelde algemene kosten te dekken.

Art. 120. De jaarlijkse subsidie voor persoonlijke kosten die aan een woonomgeving wordt toegekend, is beperkt tot maximaal 1140,00 euro, vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

Voor woonomgevingen waar de personen met een handicap overdag aanwezig zijn en niet zijn ingeschreven in een door de dienst PHARE of een andere overheidsinstantie gesubsidieerd dagactiviteitencentrum of in een onderneming voor aangepast werk, wordt een aanvullend maximumbedrag per jaar van 768 euro toegekend voor elke persoon met een handicap.

Op grond van de bepaling in artikel 9, § 2, 2° van het voormelde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 stemt de erkende basiscapaciteit die in aanmerking wordt genomen om dit maximumbedrag te bepalen, overeen met de erkende basiscapaciteit waarvan sprake is aan het einde van de planning die is opgenomen in het door het College goedgekeurd erkenningsbesluit.

In afwijking van de bepalingen van deze paragraaf bedraagt de forfaitaire subsidie voor personen met een handicap in kort verblijf 15 euro per nacht opvang.

Het maximumbedrag van de zo berekende subsidie wordt met 4% of met 2% verminderd naargelang de verhouding tussen het gemiddelde aantal gehuisveste personen met een handicap op jaarbasis en de erkende basiscapaciteit minder dan respectievelijk 90% of 95% bedraagt.

Art. 121. Een verhoging van die subsidie, berekend op het voorgaande jaar, wordt toegekend op basis van de aanwezigheden tijdens weekends, vakanties en wettelijke feestdagen.

Die verhoging bedraagt 15%, 25%, 30% of 40% van de subsidie die wordt berekend overeenkomstig artikel 120.

Het aanwezigheidscijfer stemt overeen met de verhouding tussen de som van de werkelijke aanwezigheidsdagen van de personen met een handicap tijdens deze periodes en de erkende basiscapaciteit, vermenigvuldigd met 180 in een woonomgeving voor kinderen of met 138 in een woonomgeving voor volwassenen.

Bezettingsgraad van de woonomgeving tijdens weekends, vakanties en wettelijke feestdagen	Verhoging
20 tot 29,99%	15%
30 tot 49,99%	25%
50 tot 69,99%	30%
70% en +	40%

Voor de toepassing van dit lid duurt het weekend van vrijdag om 18 uur tot maandag om 7 uur en de feestdag van de vorige avond om 18 uur tot de volgende ochtend om 7 uur. Elke afwezigheid van 24 opeenvolgende uren stemt overeen met een afwezigheidsdag.

Een woonomgeving die voor het eerst wordt erkend, kan echter een verhoging met 15% genieten tijdens de eerste maanden van haar werking. Vanaf 1 januari volgend op de erkenningsdatum bedraagt de verhoging gedurende twee boekjaren 25%.

Onderafdeling 4 — UITZONDERLIJKE SUBSIDIE VOOR VERSTERKTE BEGELEIDING BIJ EEN NIEUWE OPNAME IN EEN AANGEPASTE COLLECTIEVE WOONOMGEVING VAN EEN JONGERE OF VOLWASSENE DIE NOOD HEEFT AAN COMPLEXE EN INTENSIEVE BEGELEIDING

Art. 122. Om de opvang van de jongere of de volwassene te faciliteren, kan voor een periode van 6 maanden een uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding aan een aangepaste collectieve woonomgeving worden toegekend. Deze subsidie stemt overeen met 0,5 VTE.

Ze is een aanvulling bij de complementaire individuele norm, die automatisch overeenstemt met C.

In voorkomend geval kunnen de individuele norm basisbehoeften en de individuele motorische norm worden toegekend. Tijdens de financiering van deze uitzonderlijke subsidie komt de woonomgeving niet in aanmerking voor de individuele norm voor intensieve begeleiding.

Die kan eventueel aan het einde van de looptijd van deze subsidie worden toegekend.

Al deze normen gaan in vanaf de opname in de woonomgeving voor zover het bericht van opname in de woonomgeving binnen 5 werkdagen wordt overgemaakt.

Als dat niet gebeurt, gaat de norm in op de datum van ontvangst van de aanvraag.

De uitzonderlijke subsidie wordt verlaagd naar evenredigheid van het aanwezigheidscijfer.

Art. 123. § 1. Om recht te hebben op de uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding, moet de jongere of volwassene aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1. nood hebben aan complexe en intensieve begeleiding;
2. wat de begeleiding betreft, nood hebben aan:
 - hetzij de actieve en voortdurende aanwezigheid van een of meer derden om hem tegen zichzelf of zijn omgeving tegen gewelddadige of gevaarlijke gedragingen te beschermen;
 - hetzij zeer specifieke begeleiding wegens een combinatie van aandoeningen die doorgaans niet worden behandeld door de woonomgeving die hem wenst op te vangen en die zouden verhinderen dat deze persoon zonder deze aanvullende subsidie kan worden opgevangen in diezelfde woonomgeving;
3. vóór de opname in de aangepaste collectieve woonomgeving:
 - zich bevinden in een proces van uitsluiting uit de woonomgeving, de dienst of de school die hij tot dusver bezocht;
 - langdurig in het ziekenhuis opgenomen zijn;
 - zonder oplossing thuis zijn omdat er geen geschikte oplossing is gezien het complexe profiel van de persoon.

§ 2. De woonomgeving moet de wil hebben om de zorg vervolgens zonder deze uitzonderlijke subsidie te kunnen voortzetten, door het team op te leiden in het omgaan met de specifieke behoeften van deze persoon.

Art. 124. De uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding kan maximaal één keer worden hernieuwd.

Art. 125. Vóór de opname van de betrokkene in de aangepaste collectieve woonomgeving vraagt laatstgenoemde aan het multidisciplinaire team een gunstige beslissing over de toekenning van de uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding in een aangepaste collectieve woonomgeving.

Voor de verlenging met 6 maanden moet eerst een nieuwe gunstige beslissing van het multidisciplinaire team worden verkregen.

Art. 126. Het evaluatieschema voor de begeleidingsbehoeften, opgenomen in bijlage 3, wordt zo snel mogelijk na de opname in de woonomgeving afgewerkt.

Als een hernieuwing wordt aangevraagd, stelt de woonomgeving aan het einde van de vijfde maand een evaluatieverslag op met behulp van het evaluatieschema voor de begeleidingsbehoeften dat als bijlage 3 is bijgevoegd.

Dit verslag is gebaseerd op het geïndividualiseerde project van de persoon met een handicap. Het beschrijft de behoeften van de persoon, de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken, de bereikte en de niet-bereikte resultaten. Het bevat een gemotiveerd advies over de aanvraag om de aanvullende subsidie voor zes maanden te verlengen, met het oog op de vereiste extra zorg die nodig is ten opzichte van de zorg voor de andere personen met een handicap die in de woonomgeving verblijven. Het verslag wordt ondertekend door enerzijds een gezondheidswerker, d.w.z. een arts, kinesitherapeut, verpleegkundige of lid van het paramedisch personeel, en anderzijds door de directie van de woonomgeving.

Afdeling 3 — FINANCIËLE BIJDRAGE

Onderafdeling 1 — ALGEMEEN

Art. 127. Na ontvangst van de bewijsstukken kan de dienst PHARE een willekeurige controle uitvoeren van de bedragen die de woonomgeving heeft meegedeeld.

Wanneer hij duidelijke fouten in de berekeningsmodaliteiten van de financiële bijdrage vaststelt, bezorgt de dienst PHARE het Collegelid een voorstel voor het inleiden van de procedure voor de opgelegde wijziging of de intrekking van de erkenning.

Art. 128. De financiële bijdrage van de gehuisveste persoon met een handicap is zijn bijdrage in de kosten van zijn huisvesting en van de algemene werking van de woonomgeving.

De woonomgeving int het bedrag bij de persoon met een handicap, rekening houdend met de tarieven, de verminderingen en de modaliteiten die in deze afdeling worden aangegeven.

Onderafdeling 2 — FINANCIËLE BIJDRAGE VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 129. De woonomgeving int bij de persoon met een handicap een maandelijks financiële bijdrage die als volgt wordt vastgesteld:

§ 1. Voor een persoon met een handicap die uitsluitend kinderbijslag of gewaarborgde gezinsbijslag ontvangt, stemt de financiële bijdrage overeen met 2/3 van de ontvangen uitkeringen, vermeerderd met de leeftijdstoelagen en eventuele supplementen wegens een handicap. Personen met een handicap die door hun statuut recht zouden geven op kinderbijslag, maar er geen ontvangen, worden gelijkgesteld.

Voor een wees, het kind van een arbeidsongeschikte werknemer, het kind van een gepensioneerde of het kind van iemand die meer dan 6 maanden werkloos is, is de financiële bijdrage identiek aan die welke hij zou krijgen als hij niet tot een van die categorieën behoorde.

§ 2. Voor een niet-schoolgaande gehandicapte persoon vanaf 21 jaar is de financiële bijdrage vastgesteld op 800 euro per maand. Gehandicapte personen jonger dan 21 jaar die door hun statuut geen recht geven op kinderbijslag, evenals schoolgaande gehandicapte personen van 21 jaar en ouder die over een aanvullend inkomen beschikken, worden gelijkgesteld.

Er blijft een minimumbedrag van 146 euro per maand ter beschikking van de persoon met een handicap. Voor werknemers wordt dat bedrag op een derde van het nettomaandloon gebracht, maar kan het niet lager zijn dan 191 euro.

Art. 130. De in artikel 129 bedoelde bedragen worden verlaagd om rekening te houden met de volgende afwezigheidsdagen tijdens de maand:

- a) afwezigheidsdagen die door de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger worden verantwoord tot maximaal 12 dagen per kalenderjaar;
- b) afwezigheidsdagen, verantwoord door een doktersattest;
- c) afwezigheidsdagen, verantwoord door een hospitalisatiebewijs;
- d) afwezigheidsdagen, verantwoord door een document dat als bewijs geldt van een familiegebeurtenis, of door een rechterlijke beslissing, tot maximaal 10 dagen per jaar;
- e) afwezigheidsdagen, verantwoord door een collectief evenement waardoor de betrokkene zich onmogelijk naar de woonomgeving kan begeven, met de instemming van de dienst PHARE;
- f) afwezigheidsdagen tijdens weekends van vrijdag om 18 uur tot maandag om 7 uur en feestdagen van de vorige avond om 18 uur tot de volgende ochtend om 7 uur;
- g) afwezigheidsdagen tijdens schoolvakanties voor schoolgaande personen met een handicap die jonger zijn dan 21 jaar of ouder zijn dan 21 jaar;
- h) afwezigheidsdagen wegens vakantie voor niet-schoolgaande personen met een handicap vanaf 21 jaar, tot een maximum van 24 werkdagen per kalenderjaar;
- i) sluitingsdagen van de woonomgeving wegens verplaatsing van een wettelijke feestdag

volgens deze formule: $A - 90\% \text{ van } A \times B/C$;

- j) afwezigheidsdagen tijdens de maand waarin de gepersonaliseerde overeenkomst begint of eindigt.

volgens deze formule: $A - 100\% \text{ van } A \times B/C$

waarbij

A = de in artikel 129 bedoelde financiële bijdrage;

B = het aantal afwezigheidsdagen in de maand zoals in dit artikel aangegeven;

C = het aantal dagen in de betrokken maand.

Onderafdeling 3 — MODALITEITEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN KORTING
OP DE FINANCIËLE BIJDRAGE

Art. 131. Een persoon met een handicap die kinderbijslag ontvangt, krijgt tijdens een bepaald jaar een korting van 50% op het bedrag dat conform artikel 130 is berekend als het globaal belastbare inkomen van het gezin, verminderd met de belastingvrije sommen en verhoogd met een eventueel belastbaar inkomen dat afzonderlijk is vermeld op het aanslagbiljet van het gezin voor het voorlaatste jaar, minder dan 9.000 euro bedraagt. De persoon met een handicap heeft geen recht op een korting als de titularis van de in aanmerking genomen inkomsten eigenaar is van onroerende goederen die niet als persoonlijke woning worden gebruikt of van andere onroerende goederen die voor beroepsdoeleinden worden aangewend.

Art. 132. Voor niet-schoolgaande personen met een handicap vanaf 21 jaar wordt het conform artikel 130 berekende bedrag verlaagd met het verschil tussen de maandelijkse inkomsten en de som van eventueel alimentatiegeld, medische, paramedische en apothekerskosten die door een doktersvoorschrift worden verantwoord en in de federale nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen zijn opgenomen voor zover zij betrekking hebben op verstrekkingen tijdens een periode van effectieve aanwezigheid van de persoon met een handicap in de woonomgeving, kosten van de bewindvoerders over de goederen in direct verband met de inkomsten die in aanmerking worden genomen bij de bepaling van de financiële bijdrage en de financiële bijdragen, verschuldigd vanwege de inschrijving van de betrokken persoon in een andere erkende structuur die door een overheidsinstantie wordt gesubsidieerd in het kader van de hulp aan personen met een handicap.

Art. 133. Voor een persoon met een handicap die wordt opgevangen in zowel een dagactiviteitencentrum als een woonomgeving, beide erkend door de Franse Gemeenschapscommissie of een andere overheidsinstantie, is het forfait in het door de Franse Gemeenschapscommissie erkende dagcentrum vastgesteld op 0 euro.

Art. 134. In afwijking van de artikelen 129 tot 132 is de financiële bijdrage van de personen met een handicap in kort verblijf vastgesteld op 15 euro per nacht opvang. Dit bedrag wordt met 3 euro verlaagd voor personen met een handicap die jonger zijn dan 18 jaar.

Een persoon met een handicap jonger dan 18 jaar krijgt gedurende een bepaald jaar een korting van 50% als het globaal belastbare inkomen van het gezin, verminderd met de belastingvrije sommen en verhoogd met een eventueel belastbaar inkomen dat afzonderlijk is vermeld op het aanslagbiljet van het gezin voor het voorlaatste jaar, minder dan 9.000 euro bedraagt. De persoon met een handicap heeft geen recht op een korting als de titularis van de in aanmerking genomen inkomsten eigenaar is van onroerende goederen die niet als persoonlijke woning worden gebruikt of van andere onroerende goederen die voor beroepsdoeleinden worden gebruikt.

Een persoon van 18 jaar of ouder met een handicap krijgt een korting van 50% als zijn maandelijkse inkomsten lager zijn dan 750 euro, na aftrek van eventueel alimentatiegeld, medische, paramedische en apothekerskosten die door een doktersvoorschrift worden verantwoord en in de federale nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen zijn opgenomen voor zover zij betrekking hebben op verstrekkingen tijdens een periode van effectieve aanwezigheid van de persoon met een handicap in de woonomgeving, kosten van de bewindvoerders over de goederen en huren of terugbetalingen van hypotheecaire leningen.

Art. 135. Wanneer het gezin van een persoon met een handicap zoals bedoeld in artikel 131 een nieuw aanslagbiljet ontvangt, moet dat onmiddellijk aan de woonomgeving worden doorgegeven met het oog op de eventuele herziening van de financiële bijdrage voor een volledig kalenderjaar.

Art. 136. Als, voor personen met een handicap zoals bedoeld in artikel 131, wordt vastgesteld dat de financiële bijdrage van een persoon met een handicap niet kan worden betaald als gevolg van een wijziging in de fiscale situatie zoals een verandering van de beschikbare inkomsten van het gezin, die duidelijk recht geeft op een verlaging van de financiële bijdrage, wordt die verlaging hem toegekend. Die verlaging wordt niet meer toegepast zodra de reden voor de toekenning ervan wegvalt.

Art. 137. Als er achterstallige inkomsten worden betaald, dan wordt de financiële bijdrage van een persoon met een handicap gecorrigeerd met terugwerkende kracht over de betrokken periode en naar rata van zijn aanwezigheid in de woonomgeving.

Afdeling 4 — VERANTWOORDINGSDOSSIER VOOR DE SUBSIDIES

Art. 138. § 1. Het verantwoordingsdossier bevat de volgende documenten:

1° wat de personeelskosten betreft:

- de individuele rekeningen van alle werknemers uitgesplitst per erkenning, per functie en per type overeenkomst (gesubsidieerd of niet gesubsidieerd);
- een overzicht van de onregelmatige prestaties volgens het model opgemaakt door de dienst PHARE, als die prestaties niet zijn opgenomen in de individuele rekeningen;
- het overzicht van het dubbele vakantiegeld van alle werknemers, uitgesplitst per erkenning en per functie, voor het boekjaar volgend op dat waarvoor de jaarlijkse subsidie wordt bepaald;
- het C 450bis-attest van de Rijksdienst voor sociale zekerheid;
- het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- de eindafrekening van de arbeidsongevallenverzekering voor elk arbeidsongeval waarvoor een vergoeding is betaald, een kopie van de aangifte die door de woonomgeving is ingediend en de afrekening van de betaalde vergoedingen;
- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
- een samenvattende tabel van de personeelskosten met vermelding van het personeel in kwestie, de aard van de gevolgde opleidingen en hun kostprijs;
- de lijst van de personen die de aanvullende brugpensioenvergoeding ontvangen, met de individuele rekening van elke betrokken persoon;
- het overzicht van de vergoedingen, betaald naar aanleiding van externe verblijven;
- voor werknemers die tijdens het boekjaar werden aangeworven: het vakantieattest, afgeleverd door de vorige werkgever;

- 2° wat de algemene en de persoonlijke kosten betreft:
- de algemene balans;
 - de afschrijvingstabellen van de vaste activa en van de giften en subsidies in kapitaal;
 - het grootboek of de historiek van de kosten en opbrengsten;
 - het gemiddelde aantal gehuisveste personen met een handicap op jaarbasis;
- 3° wat de financiële bijdragen van de personen met een handicap betreft:
- een jaarlijks overzicht van de aanwezigheden en afwezigheden;
 - een jaarlijks overzicht van de maandelijks bijdragen per persoon met een handicap en een globale jaarlijkse samenvatting;
 - het bewijs van de storting van 2/3 van de kinderbijslag;
 - in geval van korting:
 - voor personen met een handicap die uitsluitend kinderbijslag ontvangen: een aanslagbiljet en in voorkomend geval een kopie van de verklaring op erewoord van de persoon die door de woonomgeving is gemachtigd om het dossier te onderzoeken;
 - voor personen met een handicap vanaf 18 jaar: het bewijs van de inkomsten en eventueel het bewijs van alimentatie, het overzicht van erelonen van een bewindvoerder voor de goederen en het bewijs van betaling van een financiële bijdrage.

De bewijsstukken voor de afrekening van de financiële bijdragen worden aan de woonomgeving afgeleverd.

De dienst PHARE kan de lijst van de gevraagde stukken aanvullen.

§ 2. Als het gemiddelde aantal gehuisveste personen op jaarbasis hoger is dan de erkende basiscapaciteit, dan worden de financiële bijdragen die in mindering worden gebracht op de op grond van de artikelen 64 en 70 van het decreet aan de woonomgeving toegekende subsidie, verlaagd naar rata van de erkende basiscapaciteit.

Art. 139. De dienst PHARE controleert het verantwoordingsdossier. Hij bepaalt het verschil tussen de som van de betaalde voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie.

Hij maakt een voorstel van beslissing over aan de woonomgeving. De woonomgeving heeft zes weken om haar opmerkingen mee te delen.

Als ze niet binnen die termijn reageert, wordt het voorstel van de dienst PHARE geacht aanvaard te zijn.

Binnen zes weken na de datum van ontvangst van de voormelde opmerkingen verstuurt de dienst PHARE de definitieve afrekening van de subsidie.

Art. 140. De in afdeling 3 van dit hoofdstuk bedoelde financiële bijdrage wordt in mindering gebracht op de subsidie.

HOOFDSTUK 5 — VOORRANGSOVEREENKOMSTEN

Art. 141. In het kader van de plaatsen die opengesteld zijn buiten de erkende basiscapaciteit van een woonomgeving, maar binnen haar maximumcapaciteit, geeft de opvang van personen met een handicap van wie de behoeften door het multidisciplinaire team als prioritair worden beschouwd, aanleiding tot een specifieke forfaitaire financiering voor de woonomgeving. Die financiering wordt vermeld in een zogeheten 'voorrangsovereenkomst' waarvan het model als bijlage 4 bij dit besluit is gevoegd.

De voorrangsovereenkomst wordt gesloten tussen de woonomgeving en de Franse Gemeenschapscommissie. Het bestaan ervan wijzigt de erkenning van de woonomgeving door het College niet. Deze overeenkomst eindigt automatisch bij het vertrek van de persoon met een handicap.

Art. 142. Om in aanmerking te komen voor een voorrangsovereenkomst, moet de persoon met een handicap een aanvraag indienen die aan de volgende voorwaarden voldoet:

- * hoogdringendheid van opvang en verblijf gezien de omvang van de follow-up en de zorgen die vereist zijn wegens de lichamelijke, geestelijke of psychische toestand van de persoon met een handicap;
- * aantonen van een van de volgende sociale redenen:
 - De belangrijkste toeverlaat binnen het gezin kan zijn opdracht niet meer vervullen.
 - De huidige situatie vormt een gevaar voor de integriteit van de persoon met een handicap of van derden.
 - De persoon met een handicap is al meermaals geconfronteerd met een uitsluiting of weigering om hem op te vangen.

Art. 143. De bepalingen van de artikelen 73 tot 76, alsook bijlage 1 van dit besluit zijn van toepassing op personen met een handicap die worden opgevangen in het kader van een voorrangsovereenkomst.

Art. 144. De forfaitaire financiering die aan een woonomgeving wordt toegekend in het kader van een voorrangsovereenkomst, heeft tot doel de bijkomende kosten van alle aard te dekken in verband met de zorg voor de persoon met een handicap van wie de gegevens zijn opgenomen in de voorrangsovereenkomst.

Op jaarbasis stemt deze financiering, voor een voltijds verblijf, maximaal overeen met de gemiddelde kostprijs van een plaats in het betrokken centrum die op de ingangsdatum van de voorrangsovereenkomst is vastgesteld, rekening houdend met de evolutie van het aangeworven personeel op het vlak van aantal, kwalificaties, barema en anciënniteit. De financiering wordt in tienden verminderd naar rata van de halve dagen afwezigheid waarin de gepersonaliseerde overeenkomst voorziet.

De financiële bijdrage van de persoon met een handicap wordt bepaald conform de bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk 4 van dit besluit.

Art. 145. De voorrangsovereenkomsten zijn ten laste van een specifieke basistoelage die verschilt van die van de woonomgevingen binnen het budget van de dienst PHARE.

HOOFDSTUK 6 — WIJZIGINGSBEPALING

Art. 146. Paragraaf 2 van artikel 38 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra voor schoolgaande kinderen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

“Het maximumbedrag per jaar voor de centra is gelijk aan 1820 euro, vermenigvuldigd met de erkende capaciteit. In de centra die kinderen opvangen die niet door een woonomgeving ten laste worden genomen, wordt een aanvullend bedrag van maximaal 254 euro per jaar toegekend voor elk van hen”.

HOOFDSTUK 7 — OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. 147. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 8455, vijfde en zesde lid, voor wat betreft de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals bedoeld in besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra voor schoolgaande kinderen.

Art. 148. De artikelen 78, 79 en 80 van besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, worden opgeheven.

HOOFDSTUK 8 — OVERGANGS-, AFWIJKENDE EN SLOTBEPALINGEN

Afdeling 1 — OVERGANGS- EN AFWIJKENDE BEPALINGEN

Art. 149. § 1. Woonomgevingen die op 31 december 2023 erkend waren, blijven erkend van 1 januari 2024 tot het einde van de erkenningsperiode, vermeld in de recentste erkenningsbeslissing die het College ten aanzien van hen heeft goedgekeurd.

§ 2. Woonomgevingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot hernieuwing van hun erkenning hebben ingediend, blijven onderworpen aan de erkenningsprocedure zoals bedoeld in hoofdstuk II van besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen.

§ 3. In afwijking van artikel 13 van besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen waarvan sprake is in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, wordt de termijn voor het indienen van de aanvraag tot hernieuwing van erkenning tot 6 maanden verkort voor woonomgevingen waarvan de erkenning afloopt tussen 1 juli 2024 en 31 december 2024.

Art. 150. In afwijking van artikel 61 worden de begeleidingsnormen herzien bij de inwerkingtreding van dit besluit.

Afdeling 2 — SLOTBEPALINGEN

Art. 151. De bedragen, vermeld in de artikelen 118, 120, 129, 131, en 134 van dit besluit, zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2001.

Vanaf 1 juli 2024 worden ze ieder jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna gezondheidsindex genoemd, volgens de formule:

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2001}}$$

Art. 152. Treden op 1 juli 2024 in werking:

- 1° afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet;
- 2° de artikelen 16, 17, 62, 63, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 92, 94, 95, 102 en 119 van het decreet;
- 3° dit besluit.

Art. 153. Het Collegelid belast met het gehandicaptenbeleid is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Gedaan in Brussel, op

Voor het College:

B. TRACHTE
Voorzitter van het College van
de Franse Gemeenschapscommissie

R. VERVOORT
Collegelid belast met het
gehandicaptenbeleid

Bijlage 1 bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing

TOEGELATEN UITGAVEN TER VERANTWOORDING VAN DE SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN EN DE SUBSIDIE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN VAN DE AANGEPASTE COLLECTIEVE WOONOMGEVINGEN

SUBSIDIE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN	
1.	Zorgen
	Aankoop van apothekersproducten - specialiteiten
	Aankoop van tandprothesen
	Aankoop van brillen en andere oogprothesen
	Aankoop van orthopedische prothesen, hoorapparaten en wagentjes
	Aankoop van wegwerpmateriaal
	Aankoop van toiletbenodigdheden en -producten
	Erelonen artsen en tandartsen (buiten het institutionele kader)
	Erelonen paramedici (buiten het institutionele kader)
	Externe toilet- en verzorgingsdiensten
	Ziekenhuisverblijven
2.	Educatie-, re-educatie en specifieke activiteiten
	Aankoop van schoolbenodigdheden
	Aankoop van goederen en diensten voor educatie, re-educatie en specifieke activiteiten
	Aankoop van didactisch materiaal
	Aankoop van grondstoffen voor ambachtelijke activiteiten
	Onkosten vrijwilligers
3.	Vervoer en verplaatsingen
	Begeleiding van personen met een handicap
	Niet-begeleide personen met een handicap
4.	Voeding
	Kosten voor het eten van de persoon met een handicap
	Aankoop van etenswaren
	Aankoop van diensten inzake voeding
5.	Kleding
	Aankoop van kleren
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor kleren
	Aankoop van schoenen en schoonmaakmiddelen voor schoenen
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor schoenen
	Externe diensten voor onderhoud en herstelling van kleren
	Externe diensten voor herstelling van schoenen
6.	Vakantie (d.w.z. residentiële verblijven buiten het centrum)
	Huur (met inbegrip van de huurlasten)
	Vervoer
	Vrijtijdsbesteding
	Gekochte vakantie
7.	Linnengoed
	Aankoop van klein materiaal en beddengoed (lakens en hoezen)
8.	Wasplaats
	Aankoop van wasproducten
	Externe wasserijdiensten
9.	Informatica
	Onderhoud en herstellingen computerapparatuur
	Informaticamateriaal
	Internet
	Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)

10.	Onderhoud en herstelling van gehandicaptenwagentjes
SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN	
1.	Zorgen
	Aankopen van apothekersproducten - gangbare producten Aankoop van klein verzorgingsmateriaal
2.	Voeding
	Aankoop van klein keukenmateriaal
3.	Linnengoed
	Aankoop van huishoudlinnen Externe diensten voor herstelling van beddengoed
4.	Kosten van personeelsbeheer
	Opleidingskosten Abonnementen op vakbladen en documentatie. Aanwervingskosten Sociaal secretariaat
5.	Huren en huurlasten
	Huur gebouwen Erfpacht Huurlasten gebouwen Huur materieel en uitrusting
6.	Energie
	Huisbrandolie Elektriciteit Gas Water
7.	Onderhoud en herstellingen
	<u>7,1. Terreinen en gebouwen</u>
	Reiniging Onderhoud en herstellingen buitenzijde van gebouwen Onderhoud en herstellingen binnenzijde van gebouwen Onderhoud tuinen
	<u>7,2. Installaties</u>
	Onderhoud en herstellingen technische installaties Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting Onderhoud en herstellingen wasplaatsinstallaties en -uitrusting Onderhoud en herstellingen niet-medische of paramedische uitrusting Onderhoud en herstellingen medische en paramedische uitrusting Onderhoud en herstellingen onderhoudsmaterieel en -gereedschap Verplichte controles door derden
	<u>7,3. Meubilair en rollend materieel</u>
	Onderhoud en herstellingen meubilair Onderhoud en herstellingen kantoorapparatuur Onderhoud en herstellingen computerapparatuur Onderhoud en herstellingen rollend materieel
8.	Verzekeringen
	Verzekeringen burgerlijke aansprakelijkheid personen met een handicap en personeel Diefstal-, brand- en schadeverzekering Verzekering auto's en voertuigen van de instelling Allriskverzekering opdrachten Andere verzekeringen
9.	Vervoer, verplaatsingen
	Brandstof voor dienstvoertuigen Huur dienstvoertuigen Opdrachten
10.	Andere algemene beheerskosten
	Kantoorbenodigdheden Informaticamateriaal Telefoon, fax Postkosten Internet Vergaderkosten van raden en vergaderingen

	Representatiekosten Onkosten vrijwilligers Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen) Erelonen externe boekhouders Erelonen revisor Erelonen advocaten en notarissen, met uitzondering van de erelonen met betrekking tot het ontslag van een werknemer Erelonen preventieadviseur Andere erelonen, met uitzondering van de erelonen met betrekking tot het ontslag van een werknemer Reclame, aankondigingen en advertenties Kosten voor lidmaatschap bij verschillende instellingen (beperkt tot 2.000,00 euro)
11.	Afschrijvingen
	Afschrijvingen op kosten eerste vestiging Afschrijvingskosten immateriële vaste activa Afschrijvingskosten gebouwen Afschrijvingskosten installaties Afschrijvingskosten meubilair en rollend materieel Afschrijvingskosten vaste activa in leasing, financieringen en soortgelijke rechten Afschrijvingskosten overige materiële vaste activa
12.	Overige bedrijfskosten
	Onroerende voorheffing Vermogensbelasting vzw's Verkeersbelasting Belastingen en heffingen radio-televisie Lokale belastingen (huisvuil, riolering enz.) Andere belastingen en heffingen
13.	Financiële kosten
	Financiële kosten op huurkoopschulden en gelijkgesteld Financiële kosten op langetermijnschulden Interesten op leningen wegens vertraging in de subsidiëring Financiële kosten op kortetermijnschulden Bankkosten
14.	Kosten vorige boekjaren
	Inhaling vorige boekjaren Diensten en diverse goederen Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen Afschrijvingen Overige bedrijfskosten Financiële kosten

De invorderingen van kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Worden van de aanvaardbare uitgaven afgetrokken:

- van de overheid verkregen subsidies wanneer die worden toegekend om dezelfde kosten te dekken als die welke in aanmerking worden genomen volgens de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de bedragen, toegekend naar aanleiding van educatief verlof en de tegemoetkomingen om het rendementsverlies van de werknemer te compenseren;

- invorderingen van kosten, met uitzondering van privéschenken, opbrengsten van handelingen met betrekking tot de opvraging van privéstortingen of de verkoop van producten buiten de woonomgeving. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

- de lasten betreffende de organisatie van handelingen met betrekking tot de opvraging van privéstortingen of de verkoop van producten buiten de woonomgeving. Die moeten naargelang hun type worden geboekt, net zoals de opbrengsten die uit de organisatie van deze handelingen voortkomen.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

De minister,

Collegelid belast met het gehandicaptenbeleid

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Bijlage 2 bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing

WOONOMGEVING	Erkenning	Procentuele werkgeversbijdragen
CENTRE ESPOIR ET JOIE	CHA	74,76%
CENTRE PIERRE JURDANT	CHA	63,78%
CEP FOUGERES	CHA	69,56%
CEP FREESIAS	CHA	66,33%
CLC BOIS DE SAPIN	CHA	63,83%
CONDORCET	CHA	67,80%
FACERE	CHA	71,37%
FARRA MERIDIEN	CHA	71,06%
FOYER AURORE	CHA	63,42%
PAZHAPA	CHA	65,02%
HAMA I	CHA	64,73%
HAMA II	CHA	68,64%
HAMA III	CHA	67,54%
IRSA (AUBIER)	CHA	69,01%
HOPPA	CHA	71,55%
LA BASTIDE	CHA	67,56%
LES BOLETS	CHA	69,50%
MAISON DU TROPIQUE	CHA	67,30%
LES FOYERS DE L'ARCHE	CHA	67,80%
RESIDENCE LA FORET	CHA	69,25%
LES PILOTIS	CHA	67,80%
CHAPELLE DE BOURGOGNE	CHE	63,16%
CITE JOYEUSE	CHE	64,77%
CLC LES WEIGELIAS	CHE	66,06%
CREB OISEAU BLEU	CHE	69,49%
INSTITUT DECROLY	CHE	62,72%
IRAHM	CHE	64,54%
IRSA	CHE	62,62%
LA CLE	CHE	64,36%
LA PASSERELLE	CHE	68,58%
LE NID MARCELLE BRIARD	CHE	74,47%
LES CAILLOUX	CHE	65,80%

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,
Collegelid belast met het gehandicaptenbeleid

Barbara TRACHTE

De minister,

Rudi VERVOORT

Bijlage 3 bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing

EVALUATIESCHEMA VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP IN EEN AANGEPASTE COLLECTIEVE WOONOMGEVING, BESTEMD OM HUN SPECIFIEKE BEGELEIDINGSBEHOEFTE TE BEPALEN

A. Sociaal aanpassingsvermogen	20 punten
B. Psychologische aspecten	10 punten
C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden	20 punten
D. Motorische en psychomotorische vaardigheden	20 punten
E. Dagelijks leven	30 punten

Totaal 100 punten

Individuele norm basisbehoeften (INBB): ja/nee

Individuele motorische norm (IMN): ja/nee

Individuele verouderingsnorm (IVRN): ja/nee

Complementaire norm voor intensieve begeleiding (CNIB): ja/nee

A. Sociaal aanpassingsvermogen		Centrum	Evaluator	Synthese	Toegang	Veroudering
A.1	Aanpassing van het gedrag.					
A.2	Tijdsbesef.					
A.3	Bepaling van de keuzes.					
A.4	Gebruik van de diensten.					
A.5	Relatie met anderen.					
A.6	Een beroep doen op hulp.					
A.7	Deelname aan een reeks gezamenlijke activiteiten.					
A.8	Aanpassing aan verandering.					
Subtotaal A				/40	/16	
Totaal A		<u>/ . 2 = / 20</u>			<u>/ . 2 = / 8</u>	

B. Psychologische aspecten		Centrum	Evaluator	Synthese	Toegang	Veroudering
B.1	Erkenning van en omgang met zijn mogelijkheden en beperkingen.					
B.2	Erkenning van de andere.					
B.3	Herkenning en uitdrukking van emoties.					
B.4	Beheersing van impulsen.					
Subtotaal B				/20	/8	
Totaal B		/ . 2= /10			/ . 2= /4	

C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden		Centrum	Evaluator	Synthese	Toegang	Veroudering
C.1	Begrijpen.					
C.2	Expressie.					
C.3	Lezen.					
C.4	Schrijven.					
C.5	Rekenen.					
C.6	Memoriseren.					
C.7	Aandacht, concentratie.					
C.8	Leren.					
C.9	Gebruik van verworvenheden en ervaringen.					
Subtotaal C				/45	/18	
Totaal C		I. X0,44= /20			X0,44= /8	

D. Motorische en psychomotorische vaardigheden		Centrum	Evaluator	Synthese	Toegang	Veroudering
D.1	Mobiliteit.					
D.2	Behendigheid.					
Subtotaal D				/10	/4	
Totaal D		X2= /20			X2= /8	

E. Dagelijks leven		Centrum	Evaluator	Synthese	Toegang	Veroudering
E.1	Oriëntatie in de ruimte.					
E.2	Aankleden, uitkleden.					
E.3	Lichaamsverzorging.					
E.4	Medicatie.					
E.5	Zorg voor zijn gezondheid.					
E.6	Functionele zelfstandigheid aan tafel.					
E.7	Vrije tijd.					
E.8	Initiatief in het dagelijkse leven.					

E.9	Beheer van geld.					
E10	Bijzondere medische situatie.					
E.11	Bijzondere situatie met betrekking tot het gedrag.					
Subtotaal E				/55	/18	
Totaal E		X0,55= /30		X0,55= /1		
ALGEMEEN TOTAAL		synthese = /100				Totaal Toegang X1,05
(Synthese min Totaal Toegang)						/40
		/100				

Individuele verouderingsnorm (IVRN) Aantal verschillende criteria:

O Stemmingsstoornis O Behoeftte aan rust O Maniakale neigingen O Angst

IVRN Ja Nee	INBB: Ja Nee	CIN: A B C	IMN: Ja Nee	CNIB: Ja Nee
-------------	--------------	------------	-------------	--------------

Definitie van de items

A. Sociaal aanpassingsvermogen

A.1. Aanpassing van het gedrag.

Past zijn gedrag aan de regels (wetten, voorschriften, gezond verstand) aan.

5. Houdt op correcte wijze rekening met de regels.
4. Past zijn gedrag aan de regels aan, maar niet de hele tijd, of moet er af en toe aan worden herinnerd.
3. Past zijn gedrag aan, maar moet er vaak aan worden herinnerd.
2. Past zijn gedrag zelden aan de regels en voorschriften aan.
1. Houdt zich niet aan de regels, verwerpt ze systematisch of is er zich niet bewust van.

A.2 Tijdsbesef.

Anticipeert of deelt de tijd in: jaren, maanden, dagen, uren en minuten; verleden, heden, toekomst, periodes van de dag (ochtend, dag, middag, namiddag, avond, nacht).

5. Anticipeert en plant alleen.
4. Anticipeert alleen en plant met de hulp van een derde.
3. Anticipeert op de belangrijke gebeurtenissen van de week, maar plant niet.
2. Anticipeert op de belangrijke gebeurtenissen van de dag, maar plant niet.
1. Vertoont geen anticipatie- of planningsgedrag.

A.3 Bepaling van de keuzes.

Bepaalt zijn keuzes op basis van de parameters van de situatie.

5. Houdt bij zijn keuzes in alle omstandigheden en op weloverwogen wijze rekening met alle elementen waarvan hij kennis heeft.
4. Heeft in de meeste omstandigheden een autonoom keuzegedrag.
3. Moet bij het maken van keuzes worden begeleid wat het proces of de geschiktheid van de keuze betreft.
2. Moet bij het maken van keuzes worden begeleid wat zowel het proces als de geschiktheid van de keuze betreft.
1. Geeft zijn keuze op impulsieve, ondoordachte en onaangepaste wijze te kennen, of heeft geen notie van keuzes.

A.4 Gebruik van de diensten.

Gebruikt openbare en privédiensten van al dan niet commerciële aard.

5. Maakt goed zelfstandig gebruik van alle diensten.
4. Maakt van alle diensten gebruik met begeleiding of, af en toe, met een beperkte gespecialiseerde dienstverlening.
3. Maakt zelfstandig gebruik van bepaalde eenvoudige diensten.
2. Maakt met begeleiding gebruik van bepaalde diensten.
1. Maakt geen gebruik van diensten, zelfs niet met begeleiding.

A.5 Relatie met anderen.

Vermogen om gemakkelijk sociale contacten aan te knopen, te onderhouden en af te sluiten.

5. Legt, onderhoudt en sluit positieve sociale contacten met anderen, ook in een groep.
4. Legt, onderhoudt en sluit sociale contacten, maar niet altijd op gepaste wijze.
3. Legt contacten en reageert op contacten, maar op beperkte wijze of in een elementaire vorm.
2. Reageert op contacten op initiatief van anderen wanneer hem dat wordt gevraagd, maar zet ze niet, of niet altijd op gepaste wijze voort.
1. Gaat geen relatie met anderen aan of doet dat altijd op ongepaste wijze.

A.6 Een beroep doen op hulp.

Doet een beroep op derden in een situatie waarin hij hulp nodig heeft.

5. Doet in alle situaties spontaan een beroep op de nodige hulp.
4. Doet alleen in bekende, vertrouwde situaties een beroep op de nodige hulp.
3. Doet zelden een beroep op hulp wanneer dat nodig is, zelfs in bekende, vertrouwde situaties.
2. Onderneemt ongepaste stappen om hulp te krijgen (bv. vraagt hulp terwijl dat niet nodig is).
1. Doet nooit een beroep op hulp.

A.7 Deelname aan een reeks gezamenlijke activiteiten.

Is aanwezig bij, neemt actief of passief deel aan de gezamenlijke activiteit.

5. Neemt zonder hulp actief en met belangstelling deel.
4. Neemt actief deel met de eenmalige hulp van een derde.
3. Neemt niet deel, maar stemt ermee in aanwezig te zijn zonder de activiteit te verstoren en zonder hulp van een derde.
2. Is aanwezig bij of neemt deel aan een activiteit met voortdurende hulp van een derde, maar zonder voortdurend te storen.
1. Verstoort de gezamenlijke activiteit.

A.8. Aanpassing aan verandering

Past zich aan, is psychologisch bestand tegen veranderingen in de leefomgeving (plaatsen, personen, activiteiten, ...), zonder zich buitenissig te gedragen.

5. Past zich goed aan elke verandering aan.
4. Past zich zonder al te veel moeilijkheden aan een verandering aan.
3. Past zich met voorbereide en progressieve hulp en ondersteuning aan een verandering aan.
2. Past zich zeer moeilijk aan de minste verandering aan, zelfs met hulp en ondersteuning.
1. Past zich aan geen enkele verandering aan, zelfs niet met hulp en ondersteuning.

B. Psychologische aspecten.

B.1 Erkenning van en omgang met zijn mogelijkheden en beperkingen.

5. Erkent zijn mogelijkheden en beperkingen en weet er zelfstandig mee om te gaan.
4. Erkent zijn mogelijkheden en beperkingen en weet er met af en toe hulp van een derde mee om te gaan.
3. Erkent zijn mogelijkheden en beperkingen en weet er met voortdurende hulp van een derde mee om te gaan.
2. Is verward of gedraagt zich ambivalent als gevolg van zijn mogelijkheden en beperkingen.
1. Erkent zijn mogelijkheden en beperkingen niet en kan er niet mee omgaan, zelfs niet met de hulp van een derde.

B. 2 Erkenning van de andere. (Zijn lichaam, zijn wezen, zijn goederen)

Relatie met zichzelf en met anderen.

5. Houdt rekening met de andere en respecteert hem: hij interageert op een positieve en consistente manier.
4. Houdt in wisselende mate rekening met de andere. Interageert wisselvallig, maar positief.
3. Erkent de andere nauwelijks of niet. Is passief, met weinig interacties, maar die zijn wel positief.
2. Erkent de andere wel, maar brengt geen interactie op gang of vertoont ontwijkingsgedrag. De interactie kan negatief zijn.

1. Erkent de andere niet, ziet in hem niet meer dan een verlengstuk. Het fusionele aspect overheerst.

B.3 Uitdrukken van emoties.

Herkent zijn emoties (angst, boosheid, vreugde, droefheid) en drukt ze uit.

5. Drukt zijn emoties adequaat uit.
4. Drukt zijn emoties uit, maar laat zich op bepaalde momenten overweldigen.
3. Geeft blijk van een discrepantie tussen de ervaren emotie en de uitdrukking ervan.
2. Drukt zijn emoties weinig of niet uit, of weigert ze uit te drukken.
1. Laat zich door zijn emoties overweldigen zonder zich ervan bewust te zijn (emotionele labiliteit).

B.4 Beheersing van impulsen.

Beheerst zijn impulsen (agressiviteit, gewelddadigheid, seksuele impulsen). Overgaan tot actie.

5. Is gewoonlijk in staat zijn impulsen te beheersen.
4. Reageert impulsief met woorden of symbolen, maar kan vervolgens afstand nemen.
3. Verkeert af en toe in een van de toestanden die in de punten 2 en 1 worden beschreven.
2. Verkeert geregeld in een intense crisistoestand (woede, opgewondenheid, stereotypie, angst, ...).
1. Gedraagt zich geregeld en intens destructief, agressief of gewelddadig tegenover zichzelf, de anderen en/of zijn omgeving.

C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden.

C.1 Begrijpen.

Begrijpt een niet-geschreven boodschap.

5. Begrijpt onmiddellijk elke boodschap, zelfs als die complex is.
4. Begrijpt een complexe boodschap (bijvoorbeeld: meerdere instructies of abstracte boodschap) op voorwaarde dat hij wat uitleg krijgt.
3. Begrijpt een eenvoudige boodschap.
2. Begrijpt een eenvoudige boodschap als hij uitleg krijgt of over hulpmiddelen (tools) beschikt.
1. Lijkt een eenvoudige boodschap helemaal niet te begrijpen (bv. een enkele instructie).

C.2 Expressie.

Brengt een samenhangende niet-geschreven boodschap over.

5. Brengt een complexe boodschap op correcte wijze mondeling over: logische opbouw van de zinnen, onmiddellijk te begrijpen (eventueel abstracte) boodschappen.
4. Brengt een complexe boodschap (bijvoorbeeld: meerdere instructies of abstracte boodschap) over met technische ondersteuning of met de hulp van een derde.
3. Brengt een eenvoudige boodschap over, eventueel met technische ondersteuning of met de hulp van een derde.
2. Brengt een eenvoudige boodschap over, maar met weinig of geen samenhang of met slechts enkele woorden.
1. Brengt geen boodschap over die door de gesprekspartner kan worden herkend of ontcijferd.

C.3 Lezen.

Leest in situaties van het dagelijkse leven.

5. Leest vlot en begrijpt de betekenis van de tekst.
4. Ontcijfert een tekst en begrijpt de betekenis met technische hulpmiddelen (braille, ...) of gerichte hulp van anderen.
3. Ontcijfert een tekst, maar begrijpt de betekenis niet helemaal, ondanks eventuele hulp van anderen.
2. Ontcijfert enkele woorden, pictogrammen of symbolen en begrijpt ze.
1. Ontcijfert geen enkel woord, pictogram of symbool.

C.4 Schrijven.

Schrijft in situaties van het dagelijkse leven.

5. Schrijft normaal.
4. Schrijft normaal met technische ondersteuning of met de hulp van een derde.
3. Schrijft eenvoudige zinnen.
2. Schrijft zijn naam en enkele trefwoorden.
1. Schrijft niet of kan alleen ondertekenen

C.5 Rekenen.

Kan zonder rekenmachine de rekenkundige basisbewerkingen uitvoeren.

5. Kan zonder moeite de 4 rekenkundige bewerkingen uitvoeren.
4. Heeft moeite met het uitvoeren van de 4 rekenkundige bewerkingen.
3. Voert zonder moeite eenvoudige bewerkingen (optellen en aftrekken) uit.
2. Heeft moeite met het uitvoeren van eenvoudige bewerkingen (optellen en aftrekken).
1. Heeft geen notie van getallen.

C.6 Memoriseren.

Onthoudt informatie, een gebeurtenis.

5. Reconstrueert vroegere gebeurtenissen en onthoudt zonder moeite elke boodschap, zelfs als die complex is.
4. Reconstrueert de meeste vroegere of recente gebeurtenissen met technische ondersteuning of met de hulp van een derde.
3. Reconstrueert een klein deel van vroegere of recente gebeurtenissen.
2. Reconstrueert recente informatie tijdens het onmiddellijke gebruik ervan.
1. Reconstrueert geen vroegere of recente gebeurtenissen of boodschappen. Vergeet de hele tijd alles.

C.7 Concentratie.

Houdt zijn aandacht bij diverse activiteiten, afhankelijk van de motivering en het plezier.

5. Houdt zijn aandacht ten minste 1 uur bij een activiteit.
4. Houdt zijn aandacht ten minste 30 minuten bij een activiteit.
3. Houdt zijn aandacht ten minste 15 minuten bij een activiteit.
2. Houdt zijn aandacht ten minste 5 minuten bij een activiteit.
1. Is voortdurend onoplettend.

C.8 Leren.

Vermogen om te leren.

5. Onthoudt de te volgen procedure voor meerdere activiteiten, zelfs als die complex zijn. Past gemakkelijk een uitleg toe die één keer is gegeven. Analyseert een niet te groot probleem, anticipeert erop en lost het op.
4. Onthoudt de te volgen procedure voor meerdere activiteiten, onthoudt een uitleg die één keer duidelijk is gegeven. Lost eenvoudige moeilijkheden die zich al eerder hebben voorgedaan alleen op en vermijdt dat ze zich opnieuw voordoen.
3. Onthoudt de te volgen procedure voor meerdere activiteiten, onthoudt een uitleg die meerdere keren is gegeven. Kan, nadat een probleem zich meermaals heeft voorgedaan en hij hulp van buitenaf heeft gekregen, dat probleem uiteindelijk alleen oplossen.
2. Onthoudt de te volgen procedure enkel voor een beperkt aantal activiteiten.
1. Vergeet van de ene dag op de andere wat hem is geleerd, heeft elke dag opnieuw uitleg nodig.

C.9 Gebruik van verworvenheden en ervaringen.

Haalt voordeel uit verworvenheden en ervaringen.

5. Past zijn gedrag spontaan aan op basis van verworvenheden en ervaringen en maakt er doeltreffend gebruik van.
4. Past zijn gedrag aan op basis van ervaringen die dikwijls worden herhaald en maakt gedeeltelijk gebruik van zijn verworvenheden.
3. Past zijn gedrag aan en gebruikt zijn verworvenheden en ervaringen als een derde hem aan vroegere ervaringen herinnert en/of aanvullende uitleg geeft.
2. Past zijn gedrag zeer moeilijk aan op basis van verworvenheden en ervaringen, zelfs met de hulp van een derde.
1. Haalt helemaal geen voordeel uit verworvenheden en ervaringen.

D. Motorische en psychomotorische vaardigheden

D.1 Mobiliteit

Kan zich verplaatsen, in dezelfde positie blijven en van positie veranderen.

5. Kan in alle omstandigheden rechtop lopen en van positie veranderen zonder technische hulpmiddelen en zonder de hulp van een derde.
4. Loopt rechtop en verandert van positie, eventueel met een technisch hulpmiddel, zonder de hulp van een derde, zodat hij zich voor de meeste dagelijkse behoeften kan behelpen.
3. Loopt rechtop en verandert van positie met een technisch hulpmiddel, zonder de hulp van een derde, zodat hij zich voor de meeste dagelijkse behoeften kan behelpen.

2. Loopt rechtop en verandert van positie met de hulp van een derde en/of met een technisch hulpmiddel, zodat hij zich voor de meeste dagelijkse behoeften kan behelpen.

1. Kan alleen de lighouding aanhouden, of heeft hulp van een derde en een technisch hulpmiddel nodig om zich te verplaatsen en van positie te veranderen. Kan zich zo voor de meeste dagelijkse behoeften behelpen.

D.2 Behendigheid.

Voldoende behendigheid en manuele vaardigheid in het dagelijkse leven.

5. Kan zonder moeite, met een of twee handen en zonder technische hulpmiddelen, voorwerpen hanteren, vasthouden en loslaten, inclusief kleine voorwerpen.

4. Kan met een of twee handen en zonder technische hulpmiddelen de meeste voorwerpen hanteren, vasthouden en loslaten.

3. Kan met aanzienlijke technische hulpmiddelen of met de hulp van een derde persoon voorwerpen nemen, vasthouden en loslaten.

2. Houdt bepaalde voorwerpen vast met de noodzakelijke hulp van een derde en eventueel met een technisch hulpmiddel, maar kan ze niet hanteren.

1. Kan niets vastnemen of hanteren.

E. Dagelijks leven

E.1 Oriëntatie in de ruimte (de weg vinden of terugvinden)

Oriënteert zich en/of verplaatst zich alleen in een bekende of onbekende omgeving.

5. Oriënteert zich correct in alle omgevingen.

4. Oriënteert zich in alle bekende omgevingen door middel van materiële hulpmiddelen en/of met de voorafgaande hulp van een derde (uitleg, een plattegrond tonen enz., ...).

3. Oriënteert zich alleen in bekende omgevingen.

2. Oriënteert zich met moeite in bekende omgevingen, zelfs met materiële hulpmiddelen en/of voorafgaande hulp van een derde.

1. Oriënteert zich niet in de ruimte.

E.2 Aankleden, uitkleden.

Kleedt zich aan en uit, met of zonder technische hulpmiddelen.

5. Kleedt zich correct alleen aan, in een logische volgorde, en kan zijn schoenen aantrekken.

4. Kleedt zich alleen, maar heeft voor bepaalde stappen de hulp van een derde nodig (knopen dichtmaken, een rits sluiten of openen, een riem vastgespen, een strik maken, ...).
3. Trekt elk kledingstuk aan onder voortdurend toezicht van een derde.
2. Werkt mee aan het aan- en uitkleden door de armen en benen uit te steken.
1. Kleedt zich niet aan en trekt de schoenen niet aan.

E.3 Lichaamsverzorging (inclusief hygiëne na toiletbezoek)

Staat zelf in voor de lichaamsverzorging en de intieme hygiëne.

5. Verzorgt zonder hulp zijn volledige toilet (wastafel, douche, bad).
4. Verzorgt zijn volledige toilet, maar heeft nood aan toezicht en raadgevingen (intieme hygiëne).
3. Staat in voor zijn elementaire lichaamsverzorging, maar heeft de hulp van een derde (controle, richtlijnen, geschiktheid van het toiletgerei en producten) of technische hulpmiddelen nodig.
2. Werkt mee aan zijn lichaamsverzorging met de hulp van een derde of met technische hulpmiddelen.
1. Is volledig van anderen afhankelijk voor zijn lichaamsverzorging.

E.4 Medicatie.

Beheert en volgt een regelmatige of occasionele behandeling met geneesmiddelen.

5. Gebruikt op correcte wijze basisgeneesmiddelen. Begrijpt en volgt een geneesmiddelenbehandeling met inachtneming van de juiste hoeveelheden en gebruikstijden.
4. Begrijpt en volgt een geneesmiddelenbehandeling onder toezicht van een derde die de hoeveelheden en gebruikstijden controleert (bv. weekkalender).
3. Weet dat hij een behandeling met geneesmiddelen volgt, herinnert zich dat, maar neemt de medicijnen niet uit eigen beweging in.
2. Is voor zijn medicatie volledig afhankelijk van derden (omdat hij vergeetachtig is of niet de juiste keuze maakt).
1. Is voor zijn medicatie volledig afhankelijk van derden en heeft moeite om geneesmiddelen in te slikken.

E.5 Zorg voor de lichamelijke en geestelijke gezondheid

Heeft preventieve gedragingen, herkent, toont en situeert een probleem en neemt medicatie.

5. Zorgt doeltreffend voor zijn gezondheid.
4. Heeft af en toe nood aan toezicht van een derde om zorg te dragen voor zijn gezondheid.
3. Heeft vaak iemand nodig om hem aan dingen te herinneren of hem te helpen.
2. Is volledig van een derde afhankelijk om voor zijn gezondheid te zorgen.
1. Bezondigt zich vaak aan risicogedrag of weigert zorg en medicatie.

E.6 Functionele zelfstandigheid aan tafel.

Bedient zich, snijdt zijn voedsel, voedt zich (vast en/of vloeibaar voedsel) en houdt zich aan de basishygiëne (zonder rekenir te houden met relatie- en gedragsaspecten)

5. Is volledig zelfstandig aan tafel.
4. Heeft af en toe (bij sommige maaltijden, maar niet bij andere) hulp nodig van een derde.
3. Heeft een technisch hulpmiddel en/of de hulp van een derde nodig voor een van de stappen, en dit bij alle maaltijden.
2. Heeft een technisch hulpmiddel en/of de hulp van een derde nodig voor de meeste stappen.
1. Heeft permanente hulp van een derde nodig voor alle stappen van de maaltijd.

E.7 Gebruik of besteding van de vrije tijd.

Organiseert zich en houdt zich bezig buiten de georganiseerde activiteiten.

5. Organiseert zijn vrije tijd en houdt zich alleen bezig.
4. Organiseert zijn vrije tijd en houdt zich alleen bezig, af en toe in aanwezigheid van iemand anders.
3. Organiseert en/of gebruikt zijn vrije tijd in permanente aanwezigheid van een derde.
2. Houdt zich tijdens een beperkte periode alleen bezig nadat hij nauwkeurige instructies heeft gekregen en in aanwezigheid van een derde (nabije aanwezigheid).
1. Kan geen moment alleen worden gelaten, want stoort op negatieve wijze de anderen of brengt zichzelf in gevaar.

E.8 Initiatief in het dagelijkse leven.

Neemt initiatief en concretiseert het.

5. Neemt en concretiseert in alle omstandigheden goede initiatieven.
4. Neemt en concretiseert in bepaalde specifieke omstandigheden goede initiatieven.

3. Neemt en concretiseert met de hulp van een derde beperkte initiatieven die echter niet altijd passen bij de omstandigheden.
2. Neemt zelden of nooit initiatieven of kan ze niet concretiseren.
1. Neemt te veel ongepaste initiatieven zonder rekening te houden met zijn omgeving en de gevolgen. Neemt vaak of altijd ongepaste initiatieven

E.9 Beheer van geld.

Begrijpt de notie 'geld' en gebruikt het.

5. Beheert zelfstandig zijn budget.
4. Beheert zijn weekbudget met de hulp van een derde.
3. Beheert zijn dagelijkse budget met de hulp van een derde (begrijpt de notie 'waarde').
2. Gaat om met geld zonder een nauwkeurig idee te hebben van de waarde ervan (maar is zich ervan bewust dat geld nodig is om een transactie te doen).
1. Heeft geen notie van geld.

E.10 Bijzondere medische situatie waaraan een risico is verbonden als er niet wordt ingegrepen

Bijzondere risicosituaties overdag en/of 's nachts waarbij de interventie van een derde vereist is (epilepsie, ademnood, sondering, kunstmatige voeding, bedwateren of hulpbehoefendheid om naar het toilet te gaan, encopresis, gehoorprothese, ...).

5. Heeft geen interventie nodig.
4. Heeft een punctuele interventie nodig en/of vraagt ze.
3. Heeft een punctuele en terugkerende interventie nodig.
2. Heeft herhaalde interventies nodig, overdag of 's nachts.
1. Heeft aanzienlijke en herhaalde interventies nodig, overdag of 's nachts.

E.11 Bijzondere gedragssituatie waaraan een risico is verbonden als er niet wordt ingegrepen

Bijzondere risicosituaties overdag en/of 's nachts waarvoor de interventie van een derde vereist is (angst, zelfverminking, gewelddadige en gevaarlijke daden, ...).

5. Heeft geen interventie nodig.
4. Heeft een punctuele interventie nodig en/of vraagt ze.
3. Heeft een punctuele en terugkerende interventie nodig.
2. Heeft herhaalde interventies nodig, overdag of 's nachts.

1. Heeft aanzienlijke en herhaalde interventies nodig, overdag of 's nachts.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

De minister,

Collegelid belast met het gehandicaptenbeleid

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Bijlage 4 bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing

MODEL VAN VOORRANGSOVEREENKOMST

Overeenkomst betreffende de toekenning van een bijkomende toelage, verantwoord door de prioritaire zorg voor een persoon met een handicap

Tussen

de Franse Gemeenschapscommissie
Paleizenstraat 42 in 1030 Brussel
vertegenwoordigd door
hierna 'de Commissie' genoemd;

en de vzw " " voor de aangepaste collectieve woonomgeving " "
gevestigd in Brussel,

vertegenwoordigd door:

hierna de woonomgeving genoemd;

Gezien hoofdstuk V van besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Het volgende wordt overeengekomen:

Artikel 1

De Commissie verleent het centrum van tot 31 december een bijkomende toelage, verantwoord door de prioritaire zorg voor de persoon met een handicap van wie de gegevens als volgt luiden:

Naam:

Adres: te Brussel nr. SH:

Ze eindigt automatisch bij het vertrek van de persoon met een handicap.

Art. 2

De bepalingen van de artikelen 73 tot 76 en van afdeling 3 van hoofdstuk 4 van besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap zijn van toepassing op de woonomgeving.

Art. 3

De bepalingen van de artikelen 12 tot 32 van besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap zijn van toepassing op de woonomgeving.

Art. 4

De toelage bedraagt ... euro op jaarbasis voor voltijds bezoek. De financiering wordt met ... tienden verminderd op basis van het aantal halve dagen afwezigheid waarin de gepersonaliseerde overeenkomst voorziet.

Ze wordt toegekend in het kader van het begrotingsartikel ... van de begroting van de "dienst PHARE" voor 20...

Art. 5

De toelage bedoeld in artikel 4 wordt via maandelijkse voorschotten uitbetaald uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor de toelage wordt toegekend.

Art. 6

Ze wordt verantwoord door uitgaven met betrekking tot de algemene kosten, de kosten in verband met de persoon met een handicap en de personeelskosten die betrekking hebben op de prioritaire verzorging van de persoon met een handicap zoals bedoeld in artikel 1.

Art. 7

Een verantwoordingsdossier betreffende deze kosten dient uiterlijk op 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de toelage wordt toegekend, bij de administratie te worden ingediend. Het omvat de aftrek van de financiële bijdragen, ontvangen van de persoon met een handicap zoals bedoeld in artikel 1.

Dit verantwoordingsdossier bestaat uit:

- 1 de resultatenrekening, vergezeld van het verslag van de revisor;
- 2 het grootboek van de kosten en opbrengsten;
- 3 de individuele rekening(en) van de werknemers die instaan voor deze prioritaire zorg.

Art. 8

De als algemene kosten en kosten in verband met de persoon met een handicap aanvaarde uitgaven worden behandeld in bijlage 1 van besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

De als personeelskosten aanvaarde uitgaven worden behandeld in artikel 103 van besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Art. 9

Indien uit de controle van het verantwoordingsdossier blijkt dat het verantwoorde bedrag lager is dan de toegekende toelage, dan wordt het verschil teruggevorderd volgens de modaliteiten die door de Commissie zijn bepaald.

Gedaan in Brussel, op ...

Voor de Franse Gemeenschapscommissie,
Voor het centrum,
(handtekeningen)

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1418 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aangepaste collectieve woonomgevingen tot uitvoering van afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap - 3e lezing.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,
Collegelid belast met het gehandicaptenbeleid

Barbara TRACHTE

De minister,

Rudi VERVOORT